



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement

Protection de la nature et de l'environnement en littoral

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées versées aux départementales ou conservées chez les acteurs privés et associations XVIIIe-XXIe siècles

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources

mise à jour le 13/08/26

Paris
2026

Sommaire

Remerciements	7
Avant-propos	8
Introduction	9
Repères bibliographiques	13
1ère partie : Archives publiques	14
Cabinet Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981.....	14
Cabinet Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, 1977-1981.....	17
Cabinet Louis Le Pensec, ministre de la mer, 1981-1983.....	19
Cabinet Jacques Chirac, Premier ministre, 1986-1988.....	22
Cabinet Lionel Jospin, Premier ministre, 1997-2002.....	23
Cabinet Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche, 2012-2014.....	24
<u>Stratégie</u>	27
Inspection générale.....	27
International.....	28
Développement durable – recherche.....	28
National.....	28
Martinique.....	31
Communication – information.....	32
Hérault.....	32
Ille-et-Vilaine.....	32
<u>Construction, sites et paysages</u>	35
National.....	35
Ille-et-Vilaine.....	36
<u>Infrastructure de transports</u>	38
Transport maritime.....	38
Bouches-du-Rhône.....	38
Calvados.....	38
Charente-Maritime.....	39
Guyane.....	42
<u>Sécurité maritime</u>	43
National.....	44
Côtes-d'Armor.....	72
Finistère.....	73
Loire-Atlantique.....	76
Manche.....	78
Morbihan.....	78
Vendée.....	83
Guyane.....	84
Réunion.....	84
<u>Pêches maritimes, culture marines</u>	86
Pêches maritimes.....	86
Administration centrale.....	86

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Musée national d'histoire naturelle.....	123
Côtes d'Armor.....	125
Charente-Maritime.....	128
Finistère.....	134
Morbihan.....	140
Pas-de-Calais.....	144
Vendée.....	145
Guadeloupe.....	148
Réunion.....	148
Cultures marines.....	149
<i>Administration centrale</i>	149
Finistère.....	157
Ille-et-Vilaine.....	159
Morbihan.....	160
<u>Prévention des risques</u>	164
Risques naturels.....	165
Côtes-d'Armor.....	165
Finistère.....	166
<u>Eau, biodiversité</u>	168
Espaces naturels.....	169
National.....	169
Ille-et-Vilaine.....	174
Littoral et milieux marins.....	175
National.....	175
Alpes-Maritimes.....	196
Bouches-du-Rhône.....	197
Calvados.....	198
Charente-Maritime.....	199
Corse-du-Sud.....	203
Côtes-d'Armor.....	204
Finistère.....	205
Gironde.....	206
Hérault.....	214
Ille-et-Vilaine.....	219
Landes.....	220
Loire-Atlantique.....	221
Manche.....	222
Morbihan.....	227
Vendée.....	228
Guyane.....	229
Mayotte.....	230
Réunion.....	230
2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement	232
<u>Acteurs privés</u>	232
National.....	232
Antoine Serge, haut fonctionnaire.....	233
Binet Eric, haut fonctionnaire.....	240
Blaise Louis, haut fonctionnaire.....	242
Groussard Jean-Claude, haut fonctionnaire.....	244

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Raffin, Jean Pierre, président d'honneur de France nature environnement	246
Rivière Georges, haut fonctionnaire.....	249
Singelin Patrick, haut fonctionnaire.....	251
Alpes-Maritimes.....	253
Aubert Maurice, professeur.....	253
Associations.....	255
National.....	255
Société nationale de protection de la nature.....	255
Bouches-du-Rhône.....	261
Réserve naturelle nationale de Camargue.....	261
Calvados.....	271
Syndicat de défense contre la pollution atmosphérique autour de la zone portuaire de Caen.....	271
Côtes-d'Armor.....	272
De la source à la mer.....	272
Sauvegarde du Trégor-Goëlo Penthière.....	277
Huglo-Lepage (cabinet d'avocats).....	280
Finistère.....	281
Abers nature.....	281
Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine.....	284
Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs.....	293
Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais.....	296
Baie de Douarnenez Environnement.....	299
Beva e bro Daoulas.....	302
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne.....	305
Groupe maritime de la baie de Douarnenez.....	313
Hérault.....	316
Compagnie des Salins du Midi (entreprise).....	316
Ille-et-Vilaine.....	317
Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne.....	317
Morbihan.....	323
Union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan.....	323
Seine-Maritime.....	324
Estran, cité de la mer.....	324
S.O.S. Estuaire.....	329
Terre-mer-forêt.....	334
Var.....	336
Réserve naturelle nationale de La plaine des Maures.....	336
Annexes.....	340
Liste des sigles.....	340
Liste des illustrations.....	341
Le printemps de l'environnement en Bretagne du 1er au 6 juin 1999.....	341
Semaine du développement durable du 16 au 27 juin 2004 ... en Bretagne ...	342
« L'Estuaire de la Rance/[...] », 1999.....	343
Bretagne La Pointe du Raz (Finistère) Coucher de soleil, 20 ^e siècle.....	344
Plougrescant. - Castel Meur (Côtes-d'Armor), 1973.....	345
La presqu'île de Saint-Tropez, 1999.....	346
Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône, 1835.....	347

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Entretiens de personnalités de la protection de la nature et de l'environnement	348
Binet Eric, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement Corse, 1989-1991 Directeur de l'environnement Languedoc-Roussillon 1992-1997 puis des Pays de la Loire jusqu'en 2003.....	348
Louis Blaise, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement en Nord-Pas-de-Calais, 1980-1983.....	349
Jean-Claude Groussard, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement en Bretagne, 1979-1986.....	350
Patrick Singelin, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement en Bretagne, 1986-1993.....	351
<u>Index des institutions et associations.....</u>	352
<u>Index matière.....</u>	357
<u>Type de document.....</u>	359
<u>Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées.....</u>	360
<u>Sites Internet.....</u>	361

Historique des versions

Version	Date	Commentaires
1	18/09/24	1ère version
2	18/11/24	Ajout des descriptifs des fonds d'archives concernant la pêche maritime et les cultures marines
3	18/11/24	Ajout des descriptifs des fonds d'archives concernant le tourisme
4	25/05/25	Ajout des descriptifs d'entretiens de personnalités de la protection de la nature et de l'environnement
5	09/12/25	Ajout du descriptif du fonds d'archives concernant le suivi du contentieux consécutif au naufrage du pétrolier Érika
6	22/06/26	Ajout des fonds d'archives des associations De la source à la mer, et Sauvegarde du Trégor-Goëlo Penthière (Côtes-d'Armor), Baie de Douarnenez Environnement et Groupe maritime de la baie de Douarnenez (Finistère)

Suivi par

Patrick CAVALIE - AHPNE
<i>Tél. : 06 80 66 65 03</i>
<i>e-mail: cavalipatrick@gmail.com</i>

Rédacteur

Patrick Cavalié

Relecteur

Archives départementales

Remerciements

Cette conservation patrimoniale ainsi que sa valorisation n'auraient pu se réaliser sans la volonté des Archives nationales et départementales.

Grâce à cette synergie, les services d'administration et services déconcentrés des ministères, préfetures et conseils départementaux ont versé plus de 200.000 dossiers aux services historiques.

Avant-propos

Archives publiques

C'est conformément à l'article 213-1 à 3 du Code du Patrimoine qui régit les délais de communicabilité des documents et dans le respect de celui-ci que les archivistes de la mission des archives au sein du ministère de la transition écologique et solidaire œuvrent à la préservation de l'écrit du patrimoine naturel du territoire. De même, les Archives départementales contrôlent et collectent la production des archives émanant des services déconcentrés de l'État.

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) créées en 1958. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplièrent dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Introduction

Pour la 1ère fois, un instrument de recherche présente des sources d'archives historiques publiques mais aussi privées au niveau régional.

Archives publiques

Panorama sur les archives définitives

Le guide présente le catalogue des archives définitives (ou archives d'intérêt historique) issues des services déconcentrés, préfectures et conseils départementaux. Comme cité précédemment, ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives départementales (services déconcentrés).

Périmètre chronologique et administratif¹

C'est donc près de quarante-six années d'inventaires d'archives ministérielles patrimoniales, en lien avec le thème de la protection de la nature et de l'environnement qui sont présentées et répertoriées au sein de ce guide.

En effet, c'est en janvier 1971 que fut créé le ministère de l'environnement, quand Robert Poujade, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est donc une création récente, qui suit la vague de renouveau de l'écologie en 1970 et s'inscrit dans la lignée des mesures de protection de la faune et de la flore de 1957.

Après son départ du gouvernement, il qualifiera alors, dans un livre, son ministère de « ministère de l'impossible ».

La création d'un grand ministère par la fusion de deux fonctions historiquement distinctes, l'écologie et l'équipement ainsi que des services du ministère de l'industrie est décidée par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de sa prise de fonction en mai 2007.

¹ Vous trouverez dans cet ouvrage chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Son but est de créer un grand ministère à confier à un ministre d'État et de respecter ainsi sa signature du «pacte écologique » de Nicolas Hulot qui stipulait la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable. Après un court passage d'Alain Juppé c'est Jean-Louis Borloo qui prend la fonction de « Ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la Mer, chargé des technologies vertes et des négociations sur le climat ».

Parallèlement, de nouveaux services déconcentrés se créent en région et département. En région, les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont issues de la fusion des Directions régionales de l'environnement (DIREN), des Directions régionales de l'équipement (DRE) et des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Elles interviennent dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, de la prévision et de la prévention des risques, de l'énergie, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction, de la mobilité des transports et de leurs infrastructures, ainsi que du logement. En outre mer les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) correspondent aux DREAL de métropole avec en plus les attributions des directions départementales couvrant le périmètre du ministère ainsi que les Direction interrégionales maritimes (DIRM) créées en métropole.

En département, hors mis l'outre-mer, les Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) résultent de la fusion des Directions départementales de l'équipement (DDE), des Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) et des directions départementales des affaires maritimes (DDAM)

Le 14 novembre 2010, lors de la formation du gouvernement de François Fillon, il est rebaptisé « ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ». Jean-Louis Borloo quitte le gouvernement, et est remplacé par Nathalie Kosciusko-Morizet, celle-ci n'a pas le titre de ministre d'État que portaient les précédents titulaires du poste.

Depuis mai 2012, sous la présidence de François Hollande, l'Énergie revient dans les attributions du ministère qui devient « ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ». En juillet 2013, la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) est détachée du ministère de l'agriculture pour être incorporée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le ministre porte les négociations sur le climat dans son intitulé entre 2007 et 2010, et de 2016 à 2017. Le ministère est renommé ministère de la transition écologique et solidaire lors de la nomination du gouvernement d'Édouard Philippe, ses attributions sont globalement conservées mais la DPMA réintègre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il reste chargé de la politique environnementale, de la politique énergétique, de la politique de la mer et des transports.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Vous trouverez donc, à travers ce guide des sources, quarante-six années d'archives des cabinets ministériels illustrant la déclinaison des politiques publiques dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement : maîtrise de l'énergie, les thèmes de l'énergie et du climat, le domaine de l'eau et de la biodiversité, les préservation des espèces animales et végétales, la prévention des risques , l'agriculture et forêt

L'impulsion de ces politiques publiques se faisait par le biais des cabinets ministériels, puis par des directions opérationnelles d'administrations centrales et enfin étaient déclinés localement par les implantations ministérielles régionales ou départementales (directions départementales, directions régionales ...).

Ainsi, tendent à être répertoriées de façon exhaustive :

. les archives des services déconcentrés en charge du domaine de la protection de la nature et de l'environnement de 1971 à 2017. Nous y trouvons aussi des collections antérieures à cette période

Importance matérielle des dossiers Répertoires

A chaque répertoire détaillé sont mentionnés, le service d'origine, les dates extrêmes, la description détaillée, la cote, localisation, conditions d'accès. Un lien dynamique permet d'aller directement sur les sites Internet des Archives départementales².

Ce guide regroupe plus de 3 500 dossiers décrits.

AHPNE

² *Annuaire des Archives départementales* : <https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

Archives privées

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) s'est fixée comme objectif de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête en 2010 auprès des associations, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- Plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Peu de recherche dans le domaine de la protection de l'environnement en France
- Peu de don aux Archives nationales/départementales
- Pas de conservation ni de valorisation des archives dans les associations ?

Afin de répondre à ces questions l'AHPNE a mis progressivement en place une politique de rédaction d'inventaires d'archives³

L'AHPNE a donc réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes ceux concernant le département.

Les inventaires ont pu être réalisés grce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire pour cette région.
- de France nature environnement

Ce guide regroupe plus de le descriptif de plus 10 000 dossiers des fonds d'archives d'acteurs privés ou associations de protection de la nature conservés dans leurs locaux.

Patrick Février, Président de l'AHPNE

³ L'ensemble des inventaires sont consultables sur le site Internet <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Repères bibliographiques

Ministère

- Le ministère de l'impossible⁴, Robert Poujade, Paris- Calmann-Lévy, 1975.

Association de protection de la nature

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours , Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969.
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Guides des sources

- Les sources de l'histoire de l'environnement, 3 tomes, [sous la dir. d'Andrée Covo], L', Harmattan, 1999-2003
- Guide des sources sur les archives de l'environnement : « Aperçu des fonds d'archives publiques et privées », Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, 2022⁵

⁴ Consultable <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33608882/f17.image.textImage>

⁵ Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Le-guide-des-sources-sur-les-archives-de-l-environnement>

1ère partie : Archives publiques

Cabinet Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981

Après les élections législatives de mars 1978, Michel d'Ornano, député du Calvados, est nommé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing à la tête du nouveau ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Cette administration innovatrice qui doit faire cohabiter les "aménageurs" et les "protecteurs" obtient de nouvelles compétences, précédemment attribuées au ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire. Les services des monuments historiques et de l'architecture, rattachés jusque-là au ministère de la Culture, rejoignent également cette nouvelle structure. Ayant pour vocation de réunir l'Équipement et l'Environnement au sein d'un seul ministère, ce cabinet prend fin le 13 mai 1981. Il faudra attendre 2007 pour voir à nouveau les services de l'Équipement fusionner avec ceux de l'Environnement au sein du ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable.

Ambitionnant une conception moderne de gestion du territoire sous divers aspects (l'environnement, le cadre de vie, l'habitat), Michel d'Ornano s'applique à une reconfiguration des structures ministérielles. Il lance le projet de transformation des subdivisions territoriales en agences locales de l'équipement et de l'environnement (ALEE), dont le but est de faire descendre les préoccupations environnementales jusqu'aux structures territoriales du ministère et de généraliser la déconcentration de l'administration en matière d'urbanisme et de logement. Ce projet ne dépasse pas le stade expérimental, l'alternance politique et gouvernementale de mai 1981 mettant fin au gouvernement dont il était issu.⁶

Versement 19810283⁷

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sous-direction : Bureau du Cabinet

Sommaire

Art 1-34 : Communiqués, discours de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, rencontres internationales, interviews concernant notamment les pollutions, les parcs naturels, la qualité de vie, la **protection du littoral**, les déchets, l'urbanisme en Ile-de-France, l'architecture, l'amélioration de l'habitat

1978-1979

NB : les Art 1 et 3 concernent des discours de M. d'Ornano comme ministre de la culture et de la communication

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

⁶ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_052056

⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Communiqués-discours-ministre>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810284⁸

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Louis Caudron, chargé de mission

Art 1-2, 7 : Parcs nationaux :

- . création du parc du Mercantour,
- . projet du parc national de l'Ariège,
- . **parc de la Camargue**,
- . circulaire du 12 septembre 1978 sur les parcs nationaux, 1978-1981

Art 3-5 : Visites officielles du secrétaire d'État à l'environnement en Savoie, en Gironde, à Menton

- . décorations,
- . congrès des chasseurs, 1979-1981

Art 6-7 : Communications au conseil des ministres sur :

- . la **protection du littoral** (15 novembre 1978)
- . les déchets (29 avril 1981)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810274⁹

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Christian Bouvier, conseiller technique (urbanisme)

⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-parcs-nationaux-chasse-dechets>

⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-de-M-Christian-Bouvier>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 1-16 : Aménagement de la Défense, **schéma d'aménagement du littoral corse**, protection et mise en valeur des grands fleuves, La Villette et opérations d'urbanisme en Ile-de-France.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Cabinet Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, 1977-1981

Candidat dès 1968, aux élections législatives dans la circonscription de Vitré, l'ancienne circonscription de son père, Pierre Méhaignerie est battu dans le contexte de la vague gaulliste qui suit les événements de mai 1968. À nouveau candidat en 1973, il bat le sortant Union des démocrates pour la République (UDR). Il sera, à compter de cette date réélu député de la circonscription de Vitré en 1978, 1981, 1986, 1988, 1993, 1995, 1997, 2002 et 2007 et chaque fois au premier tour.

En janvier 1976, il entre dans le gouvernement de Jacques Chirac en même temps que Raymond Barre, dont il sera désormais un soutien fidèle. Il est secrétaire d'État puis ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Barre II jusqu'à l'élection présidentielle de mai 1981.¹⁰

Versement 19870388¹¹

Ministère : Agriculture

Direction : Cabinet

Sommaire

Correspondance et dossiers de Denis Badré, conseiller technique de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, 1964-1980.

Art 1 : Minutier, 1976-1977.

Art 2 : Interventions, 1976-1978. Art 3-30 : Dossiers relatifs à l'aménagement.

Art 3 : Budget, 1976-1980.

Art 4-23. Aménagement rural et équipement, 1970-1980. Environnement - pollution : Législation et relations avec le ministère de l'Environnement, 1970-1980 ; grands aménagements régionaux, 1975-1979 ; montagne et zones défavorisées, 1970-1979 ; **littoral : Protection et aménagement**, 1974-1979 ; actions d'aménagement rural, 1974-1980 ; équipements collectifs et services publics ruraux, 1976-1978 ; hydraulique agricole, Police des eaux, 1964-1979 ; structures et modernisation des exploitations. Aménagement foncier, statut de l'exploitation, installation des jeunes agriculteurs, btiments agricoles, énergie et machinisme.

Art 23-25 : Hydraulique agricole : Police des eaux, recherche et développement, relations avec le CEFIGRE et le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) ; dossiers d'affaires diverses, 1964-1979.

Art 26-30 : Structures et modernisation des exploitations : Foncier, politique des structures, statut de l'exploitation, installation des jeunes agriculteurs btiments agricoles, énergie et machinisme, recherche et amélioration des cultures, 1974-1979.

Art 31-36 : Forêt et chasse. Administration forestière, protection et aménagement de l'espace, économie et production, fiscalité, dossiers de massifs, chasse et réforme du permis, 1973-1980.

¹⁰ Source Wikipedia

¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Denis-Badre-conseiller-technique-de-M-Jacques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 37 : Dossiers divers : Qualité, enseignement agricole, courses, voyages, 1976-1979.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 37

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Cabinet Louis Le Pensec, ministre de la mer, 1981-1983

Louis Le Pensec naît le 8 janvier 1937 à Mellac. Fils d'un manoeuvre aux papeteries de Mauduit (Quimper), il est licencié en droit et diplômé en gestion de l'IGR-IAE de l'Université de Rennes 1. Il devient attaché de direction à la SNECMA (devenu Safran Aircraft Engines), puis chef de personnel de la SAVIEM en 1967.

Son implantation politique a démarré dans le Finistère, il est élu maire de Mellac en 1971, puis député du Finistère en 1973. En 1976, il est élu conseiller général du Finistère. En parallèle, le jeune député finistérien intègre l'appareil national du Parti socialiste. Il devient délégué national aux régions, puis délégué auprès du premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand, en 1976.

En mai 1981, il devient le premier ministre de la mer de plein exercice sous la présidence de François Mitterrand. Il quittera le gouvernement en 1983 alors que le premier ministre ne lui proposera qu'un poste de secrétaire d'État. Il deviendra alors secrétaire national du parti socialiste aux relations internationales.

Les différents dossiers abordés durant sa mandature portent sur des sujets variés : personnel des ports : dockers, officiers de port, navigation de plaisance, Comité et mission interministériels de la mer, IXème Plan, rôle et orientations du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans) et de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) :

- . organisation administrative et législation : décentralisation , code du travail maritime
- . pollution, aménagement et protection du littoral
- . relations internationales, pavillons de complaisance, politique communautaire
- . questions budgétaires : relations avec le Parlement.

Lui succédera, Guy Lengagne, en mars 1983, en tant que secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Louis le Pensec occupera sous la successivement deux autres postes de ministres. En 1988, il sera nommé ministre des départements et des territoires d'Outre mer et en 1997, il sera nommé ministre de l'agriculture sous le gouvernement de Lionel Jospin.

Versement 19850392¹²

Ministère : Secrétariat d'état à la Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-21 (MAR 9508-MAR 9528) : dossiers divers traités par le ministre Le Pensec parmi lesquels

- . personnel des ports : dockers, officiers de port ,
- . réunions intersyndicales
- . navigation de plaisance
- . comité et mission interministériels de la mer
- . IXème Plan
- . rôle et orientations du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans) et de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes)
- . organisation administrative et législation : décentralisation , code du travail maritime
- . pollution, **littoral : Protection et aménagement**,

¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Louis-Le-Pensec-ministre-de-la-mer-ports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- . relations internationales, pavillons de complaisance, politique communautaire
- . questions budgétaires : relations avec le Parlement
- . visites du ministre dans les ports maritimes (par ordre alphabétique)
- . études diverses

1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 21

Métrage linéaire : 2.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870460¹³

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art. 1-6, 15-16, 18 : courrier du cabinet (1981-1986).

Art. 7-10 : relations avec la presse (1981-1986).

Art. 11-12, 17-18 : discours du ministre de la Mer et du secrétaire d'Etat (1981-1986).

Art. 13-14 : colloques (1981-1983), dossiers de Jean-Luc Uguen, chef de cabinet.

Art. 19-22 : interventions parlementaires (1981-1986).

Art. 23 : commissions et comités (1981-1986).

Art. 24 : services extérieurs (1981-1986).

Art. 25 : Mission interministérielle de la mer (1981-1986).

Art. 26 : informatique et libertés (1981-1986).

Art. 27-33 : budget (1982-1986).

Art. 34 : conventions internationales (classement par pays) (1981-1986).

Art. 35 : sécurité en mer (1983-1985) et catastrophes maritimes dont naufrage de l'**Amoco Cadiz** : communiqués du ministère (1981-1984) (1981-1985).

Art. 36-38 : législation (1981-1985).

Art. 39 : affaires maritimes : discours du Premier ministre, programme gouvernemental, réunions (1981-1986).

Art. 40 : plaisance (1981-1986).

Art. 41-45 : audiences (1983-1986), dossiers de Jacques Roudier, directeur de cabinet. **Art. 46 :** actions du ministère : bilans (1981-1986).

Art. 47 : organisation des services (1981-1986).

Art. 48 : décentralisation et déconcentration (1984-1986).

Art. 49-51 : protection du littoral : législation, documentation (1981-1985).

¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Louis-Le-Pensec-ministre-de-la-mer-1981b>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art. 52 : colloque (1982).

Art. 53-56 : transports maritimes, flotte de commerce (1981-1986).

Art. 57 : recherche dont Institut français de la recherche en mer (IFREMER) (1983-1985).

Art. 58 : **pollution** dont naufrages de l'**Amoco Cadiz** et du **Tanio** (1981-1985), phares et balises (1981-1985) (1981-1985).

Art. 59-60 : liaison fixe trans-Manche (1983-1986).

Art. 61 : transports maritimes : conseil des communautés européennes (1985).

Art. 62-63 : construction navale (1983).

Art. 64 : **pêche** : conséquences de l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE) de l'Espagne et du Portugal (1983-1985).

Art. 65-67 : ports (1982-1985).

Art. 68-101 : déplacements officiels de Louis Le Pen, ministre de la Mer, de Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la Mer, de François Mitterrand, Président de la République, et de personnalités françaises et étrangères (1981-1986).

Art. 102-123 : courrier dont courrier parlementaire (1983-1986), dossiers de Fabrice Ulmann, conseiller technique.

Art. 124-130 : affaires européennes (1983-1986).

Art. 131-133 : relations internationales (1981-1986).

Art. 134-135 : **pêche** (1983-1985).

Art. 136 : construction navale (1983-1984).

Art. 137-138 : relations avec les associations (1981-1986).

Nombre d'articles : 138

Métrage linéaire : 46

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Cabinet Jacques Chirac, Premier ministre, 1986-1988

Versement 19880389¹⁴

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité du territoire (DIACT)

Sommaire

Art. 1-13, 33-34 (86 AJ bis 1329-1341, 1361-1362) : aménagement et construction de routes et autoroutes, investissements routiers nationaux, fonds spécial de grands travaux, dossiers par région (1979-1987).

Art. 13-18 (86 AJ bis 1341-1346) : conversion industrielle : pôles de conversion, dossiers par région (1980-1986).

Art. 19-20, 31 (86 AJ bis 1347-1348, 1359) : **eau**, activités des comités de bassin et agences financières de bassin Seine-Normandie, Grand-Sud-Ouest, Rhin-Meuse (1980-1986).

Art. 21-27 (86 AJ bis 1349-1355) : transports, modes nouveaux de transports, projets de métro à Lyon et Marseille, schéma d'implantation de la SNCF (1968-1985).

Art. 27 (86 AJ bis 1355) : **aménagement du littoral** (1976-1980).

Art. 27 (86 AJ bis 1355) : constructions navales (1972-1982).

Art. 27-31, 35 (86 AJ bis 1355-1359, 1363) : urbanisme, politique de l'urbanisme, schémas directeurs d'aménagement d'urbanisme et secteurs sauvegardés par ville, URBA 2000, villes nouvelles (1971-1986).

Art. 34 (86 AJ bis 1362) : politique économique et sociale, planification (1985).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Delegation-a-l-amenagement-du-territoire-et-a-l>

Cabinet Lionel Jospin, Premier ministre, 1997-2002

Versement 20070206¹⁵

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Cabinet de Lionel Jospin, Premier ministre de 1997 à 2000 dossiers de Jean-Loïc Nicolazo, conseiller technique en chargé de l'environnement,.

Art 1 : Minutiers chronologiques, 1997-2002

Art 1-4 : Politique générale, administration de l'environnement, activités législatives, relations avec les associations, 1997-2002

Art 4-9 : Union européenne et international, 1997-2002.

Art 9 (suite)-18 : Pollutions et nuisances : agriculture, industrie, mer et atmosphère, bruit, déchets, mines et carrières, énergie, énergie nucléaire, 1996-2002

Art 18 (suite)-22 : Aménagements, fleuves, routes, 1995-2002

Art 22 (suite)-29 : Espaces et sites naturels, réserves et parcs naturels, risques naturels, eau et **littoral**, forêts, faune sauvage, 1997-2002

Art 29 (suite)-36 : Chasse et pêche, 1996-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Lionel-Jospin-Premier-ministre-1997-2002>

Cabinet Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche, 2012-2014

Versement 20160312¹⁶

Ministère: Transports, de la Mer et de la Pêche

Direction: Cabinet

Sommaire

Cabinet de Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche

Art 1-39: Dossiers d'Emmanuel Kesler, directeur du cabinet: politique maritime, 2012-2014

Art 40-69: Dossiers de Raphaël Chambon, directeur adjoint du cabinet, 2012-2014

Art 70-74: Dossiers de Nancy Canoves Fuster, conseillère en charge des relations avec le Parlement et les élus, 2013-2014

Métrage linéaire: 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Modalités d'entrée

Protocole

Historique de la conservation¹⁷

Archives bureautiques de François Lambert, conseiller Mer de Frédéric Cuvillier, ministre délégué des Transports, de la Mer et de la Pêche, collectés par la Mission des Archives publiques lors du départ de Frédéric Cuvillier du gouvernement lors du remaniement du 25 août 2014. Les dossiers électroniques collectés à cette occasion sont stockés par la Mission sur un serveur dédié à la collecte numérique.

¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Frederic-Cuvillier-ministre-delegue>

¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Frederic-Cuvillier-ministre-de-la-mer>

Contenu

Évaluation, tris et éliminations

Une évaluation des dossiers a été effectuée. Les répertoires suivants ont fait l'objet d'une élimination : le dossier « coordonnées » indiquant l'annuaire des membres du cabinet transport, des contacts en service déconcentrés, de croisiéristes, de grands ports maritimes, et en préfectures maritimes ; le dossier « modèles » composés de modèles de différents types ainsi que des formulaires vierges ; le dossier « personnel » comprenant des scans de documents personnels du conseiller (passeport, CV, évaluation, demande d'avance...) ; plusieurs sous-dossiers sans fichier rattaché. De même, certains types de documents, souvent à la racine ont fait l'objet d'une élimination, il s'agit des tableaux prévisionnels des congés, des tableaux de congés, des fiches mémo sur le fonctionnement du cabinet (fonctionnement du circuit courrier...), les étiquettes et les cavaliers qui sont réalisés en vue d'une impression pour une réunion ou un envoi de courrier, enfin, un dédoublonnage de certains fichiers a été réalisé lorsque cela été pertinent, parfois un fichier a sa place dans plusieurs dossiers, dans ce cas, le doublon a été laissé.

Mode de classement

Le mode de classement instauré par le producteur a été respecté, seuls certains fichiers laissés à la racine ont été remis dans le dossier correspondant. Ainsi, on retrouve un dossier pour chaque type de documents « courriers arrivés », « courriers départ », un dossier composé des dossiers thématiques suivis par le conseiller, réunions, notes. Tous ces dossiers sont classés par ordre chronologique, ainsi, sous chaque répertoire on retrouve trois sous-dossiers « 2012 », « 2013 », « 2014 », puis les mois correspondants aux années. Les mails ont été sortis des fichiers bureautiques afin de créer un SIP à part pour des raisons techniques, l'arborescence a été respectée également et les liens entre les Versements quel que soit le support est réalisé pour des facilités de recherche.

Présentation du contenu

Ce Versement est composé des fichiers bureautiques de François Lambert, conseiller Mer de Frédéric Cuvillier. On retrouve dans son arborescence les courriers départ et arrivé suivis par François Lambert classés par ordre chronologique, avec une description fine du contenu dans le nommage des fichiers pour l'essentiel des courriers. Le « dossier François » est composé des dossiers thématiques suivis par le conseiller où l'on retrouve le suivi des ports maritimes, des rapports ainsi que des réunions concernant le domaine maritime, la pêche ou encore la navigation. Un dossier « réunions » classé par ordre chronologique composé des préparations de réunions ou de déplacements du ministre ayant trait au domaine maritime. Le dossier « notes FL » est composé, quant à lui de notes produites par François Lambert.

Conditions d'accès et d'utilisation

Langue des documents

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales de France

Condition d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3. Archives sous protocole.

Condition de réutilisation

Non librement réutilisable

Sources complémentaires

20160312 : cabinet de Frédéric Cuvillier, ministre délégué, chargé des Transports, de la Mer et de la pêche. [Archives papier]

Dates extrêmes des unités d'archives : 2 mars 2012 - 2 avril 2014

Volumétrie des objets : 1.5 Go (1 644 759 292 Octets)

Nombre d'unités d'archives : 4582

Stratégie

Inspection générale

Versement 19910316¹⁸

Ministère: Equipement, logement, transports et mer

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Art 1-4 : dossiers de la mission urbanisme concernant l'île de Ré (Charente-Maritime) et le littoral breton, 1971-1981

Art 5-10 : documents d'urbanisme (SDAU, POS) et études relatifs à la Manche, à la région parisienne, au Val-d'Oise, à la Somme, 1974-1980

Art 11-12 : enquête sur le camping caravanning sur les espaces naturels, 1980-1981

Art 13-15 : risques naturels :

séisme d'Arette (Pyrénées-Atlantiques) du 13 août 1967,

tornade du 24 juin 1967 dans le Pas-de-Calais,

avalanche du 10 février 1970 au Val-d'Isère (Savoie),

glissement de terrain du plateau d'Assy (Haute-Savoie) du 16 avril 1970

enquêtes, correspondance sur le relogement, 1967-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-mission-urbanisme-concernant>

International

Versement 20080062¹⁹

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction générale : Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : service des affaires internationales

Introduction

Ce fonds est constitué des documents relatifs au Plan des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et des contributions des pays concernés par la protection de la Méditerranée. Ce fonds provient du service des affaires internationales qui a suivi les actions menées. Outre les rapports sur l'état de l'environnement de la Méditerranée, on trouve les comptes-rendus des conférences internationales tenues dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée.

Sommaire

Art 1-29 : Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). 1950-1997

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Développement durable – recherche

National

Cotes

20170348/1-20170348/63²⁰

Date

1946-2012

Nom du producteur

Ministère de l'Outre-mer

¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plan-d-action-pour-la>

²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-Outre-mer-gestion-et-developpement-des>

Importance matérielle et support

9,6 ml (31 dimabs)

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales

Conditions d'accès

Communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Présentation du contenu

20170348/1-20170348/4

1981-2010

Gestion et développement des départements et territoires d'outre-mer

20170348/5-20170348/24

1962-2011

Transports

20170348/25-20170348/63

1946-2012

Environnement: Politique environnementale. Energies. Gestion de l'eau. Risques naturels. Parcs et réserves naturels. Protection des fonds marins et du littoral. Biodiversité et écosystème. Protection des animaux, des territoires polaires. Gestion des déchets. Innovations et recherches scientifiques

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement 20080263²¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Intégration de l'environnement dans les politiques publiques

Sommaire

Etudes d'impact

Art. 1 : généralités, méthodologie, 1977-1997

Art 54 (suite)-56 : littoral, 1973-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-d-impact>

Martinique

Versement 1296W²²

Nom du producteur

Direction départementale de l'équipement de la Martinique

Sommaire

Art 1-24 : Équipement de DDE - aménagement et construction de bureaux pour les services et subdivisions de la DDE, logements de fonction de Tartenson (1959-1992). Visites de différentes personnalités en Martinique (1974-1980). Rapports de mission, rapports d'activité, rapports d'inspection (1967-1996). Port et zone industrialo-portuaire de Fort-de-France - aménagement du Bassin-Radoub, extension portuaire de la pointe des Grives, modernisation, desserte, conteneurisation (1948-1992). Électrification : Implantation et construction de la nouvelle centrale d'électricité de Bellefontaine (1970-1983). Servitudes pour l'électrification de la Pointe des Carrières à Fort-de-France (1969-1971). Réparations des dégts causés aux équipements par les tempêtes : Beulah, Dorothy, Allen et David, Inès, Iris Denise - Données météorologiques - Règles parasismiques relatives à la aux constructions -Dossier des indemnisations (1966-1982). **Plan ORSEC** : instructions générales (1973-1982). Stationnement à Fort-de-France (1975-1983). **Gestion du littoral** : cinquante pas géométriques. Affaire contentieuse concernant la société SHAB relative aux travaux sur le CD15 (1971-1973).

Dates extrêmes : 1948-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2.40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Martinique

²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Martinique-inspections-port-de-Fort-de>

Communication – information

Hérault

Versement 2503W

Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement du Languedoc-Roussillon

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

Sommaire

Art 1-36 : photographies concernant les ports, travaux maritimes, littoral

1901-1995

Nombre d'articles : 36

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Ille-et-Vilaine

Versement 1279 W²³

Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Bretagne

Sommaire

1279 W 1 - 168: dossiers de presse

1978-1980

Métrage linéaire: 15

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRAE-Bretagne-dossiers-de-presse-1978-1980>

Versement 2057 W²⁴

Direction régionale de l'environnement Bretagne

Sommaire

2057 W 1 - 128: Protection de l'environnement, documentation (cassettes VHS) dont mer d'Iroise

1982-2001

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Versement 2058 W²⁵

Direction régionale de l'environnement Bretagne

Sommaire

2058 W 1 - 17: Protection de l'environnement, documentation (diapositives)

1973-1988

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-Protection-de-l-environnement>

²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-Protection-de-l-environnement-3980>

Versement 2059 W²⁶

Direction régionale de l'environnement Bretagne

Sommaire

2059 W 1 - 22: Protection de l'environnement, documentation : revue de presse
1999-2008

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Versement 2170 W²⁷

Direction régionale de l'environnement Bretagne

Sommaire

2170 W 1-1-33: Dossiers documentaires, 1991-1994
1991-1994

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-Protection-de-l-environnement-3981>

²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-Dossiers-documentaires-1991-1994>

Construction, sites et paysages

National

Versement 20060546²⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-29 : Exposition « Les sites protégés au titre de la loi du 2 mai 1930 – lieux de beauté, lieu de mémoire » : affiches éditées par l'ancienne sous direction des sites protégés

1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070641²⁹

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Secrétariat général

Sous direction : Département communication et information

Sommaire

Affiches

Art 1-9 : Les journées de l'environnement, 1993-2000

²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-29-affiches-numerisees>

²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-campagnes-d-information-948>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 10-20 : Le printemps de l'environnement, 1999-2003

Art 21-27 : Développement durable, 2003-2006

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 26

Lieu de conservation : Archives nationales

Ille-et-Vilaine

Versement 1730 W³⁰

Direction régionale de l'environnement Bretagne

Sommaire

1730 W 1 - 461: Secrétariat général, comptabilité : sites classées, revue de presse (1977-2002) ;

Service de l'évaluation et du développement durable : dossiers d'évaluation de l'aménagement de sites (1950-2005);

Service Nature et Paysages: dossiers d'évaluation de sites sensibles, demandes de subventions (1960-2000) ;

Service de l'eau, des milieux aquatiques et des risques naturels : dossiers d'analyses sites, avis (1994-2002)

1950-2005

Métrage linéaire: 46

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-sites-classes-1950-2005>

Versement 1962 W³¹

Direction régionale de l'environnement Bretagne

Sommaire

1962 W 1 - 8: Sites naturels protégés.

campagnes d'information (1986-1990) ;

séminaire national des inspecteurs des sites classés, Bréhat (2006)

1986-2006

Métrage linéaire: 0,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-sites-classes-1986-2006>

Infrastructure de transports

Transport maritime

Bouches-du-Rhône

Versement 3264 W³²

Direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-5 : Aménagement du littoral, ports, 1958-1989

Métrage linéaire : 0,65 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Calvados

Versement 2598 W³³

Conseil départemental du Calvados

Sommaire

Art 1-53: Dossiers de travaux sur le port ou les ports ; dont dépollution Miroline Honfleur

1987-2000

Métrage linéaire: 5,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Bouches-du-Rhone-Amenagement-du-littoral>

³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-du-Calvados-travaux-sur-le>

Charente-Maritime

Versement 1294 W³⁴

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

1294 W 1-1504: Infrastructures portuaires, travaux maritimes, transports maritimes (1940-1980).

Métrage linéaire: 116,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 2465 W³⁵

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

2465 W 1-7024: Régie départementale des passages d'eau, liaison Oléron-continent et Ré-continent : plan (XXe s.), phares et balises : plans (XXe s.), dragage : plan (XXe s.).

Métrage linéaire: 21

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-Infrastructures-portuaires>

³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-liaison-Oleron-continent>

Versement 2744 W³⁶

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

2744 W 1-300: Liaison Ré-continent, liaison Oléron-continent, port de La Pallice, port des Minimes, port de Marsilly, constructions et ouvrages : 300 plans calques, notes de calculs (1924-1987).

Métrage linéaire: 1,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 2868 W³⁷

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

2868 W 1: Pont de Ré : plans calques de la construction (1986-1988).

Métrage linéaire: 0,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 2753 W³⁸

³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-liaison-Oleron-continent-3838>

³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-pont-de-Re-1986-1988>

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

2753 W 1-49: Ports du littoral : dossiers de travaux, études et contentieux (1874-2005).

Métrage linéaire: 10,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 2860 W³⁹

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

2860 W 1-122: Ports, défense des côtes, personnel, travaux, budgets, Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), contentieux, tempête 1999, accidents, dockers (1963-2006).

Métrage linéaire: 15

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-Ports-du-littoral-1874>

³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-Ports-defense-des-cotes>

Guyane

Versement 1333 W⁴⁰

Direction générale des territoires et de la mer de la Guyane

Direction mer, littoral et fleuves

Service des affaires maritimes, littorales et fluviale

Sommaire

Pêche. Transport maritime. Aménagement portuaire.

1984-2016

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives territoriales de la Guyane

⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Direction-de-l-amenagement-des-infrastructures>

Sécurité maritime

La gestion des phares et balises existe depuis l'Ancien régime, les feux et le balisage des côtes françaises sont, alors, gérés par divers organismes privés ou public, ce qui pose des problèmes en temps de guerre, l'État ne pouvant dépendre d'initiatives locales pour l'allumage ou l'extinction de ces feux. La Révolution française crée en 1791 un service unique de signalisation maritime nationale et vote le 15 septembre 1792 une loi qui confie la surveillance des phares, amers, tonnes et balises au Ministère de la Marine et l'exécution des travaux, au Ministère de l'Intérieur. Devant l'accroissement du trafic maritime, Napoléon Ier souhaite un programme de balisage des côtes françaises et un service de surveillance performants. Il crée à cette fin le 7 mars 1806 par décret le Service des Phares et Balises, cette nouvelle administration étant rattachée à la Direction des Ponts et Chaussées dépendant du Ministère de l'Intérieur. Le premier directeur nommé est Augustin Fresnel qui allait inventer le système lenticulaire pour les phares. Dès 1811, l'action de ce service est pilotée par la Commission des phares.

Aujourd'hui, le bureau des phares et balises est rattaché à la Direction des Affaires maritimes, qui dépend de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer du Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement⁴¹

Au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), la Direction des affaires maritimes est l'héritière du ministère de la Marine marchande, créé en 1929 à l'initiative de M. Georges-Leygues avec pour mission de superviser l'ensemble des politiques publiques appliquées spécifiquement à ce secteur d'activité tant sur le plan du statut personnel des entreprises et des salariés (mise en place de statuts réglementés) que du régime social appliqué aux différentes composantes de la protection. À compter de 1982 (institution d'un Secrétariat général à la Mer) et surtout à partir de 1999, à la faveur de la promulgation de la loi d'orientation agricole n° 99-574, ce ministère a été incorporé au ministère chargé de l'Agriculture pour ce qui touche au suivi de la politique commune de la pêche et pour le reste des activités de ce secteur, au ministère chargé de l'équipement et des transports, devenu ministère chargé du développement durable en 2007

La sous-direction de la sécurité maritime participe, en relation avec la direction des affaires juridiques, à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes juridiques relatives à la signalisation maritime, à la circulation maritime, à la recherche et au sauvetage en mer, à la sécurité des navires de commerce et de pêche et à la prévention de la pollution par les navires. Elle participe, en relation avec la direction des affaires juridiques, à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes juridiques relatives à la sûreté des navires. Elle organise, anime, coordonne et contrôle l'activité des Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage et des Centres de sécurité des navires, dans le cadre des prérogatives et responsabilités de l'État

⁴¹Sources <https://francearchives.gouv.fr/findingaid/5cf5bec2a78f2cb16d852604d1494ad2b780f2a2>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

du pavillon, de l'État côtier et de l'État du port, y compris dans le cadre du contrôle du transport par mer des marchandises dangereuses. Elle anime et évalue l'activité des services chargés de la signalisation maritime, dans le cadre des prérogatives et responsabilités de l'État côtier, en lien avec le service du pilotage et de l'évolution des services. Elle entretient des relations avec le bureau d'enquêtes sur les accidents en mer en cas d'événement en mer. Elle suit de l'activité du service à compétence nationale dénommé « Armement des Phares et Balises ».

Vous trouverez dans ce chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

National

Sous-série F/14, Travaux publics :⁴²

F/14/751-F/14/752, F/14/754, F/14/759, F/14/1120/1, F/14/18374,
F/14/19331-F/14/19335, F/14/19470-F/14/19474, F/14/19705-F/14/19710,
F/14/19819-F/14/20346, F/14/20441-F/14/20444, F/14/20510,
F/14/20743-F/14/20749, F/14/20775-F/14/20776, F/14/20801-F/14/21012.

Sous-série MAR, Marine :

MAR/D/2/58, MAR/DD/2/743, MAR/3JJ/174

Ministères : Travaux publics ; Marine marchande

Service des phares et balises

Sommaire

Dossiers d'établissements, signalisation maritime ... (1685-2008)

Métrage linéaire : 500

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴² Répertoire méthodique : <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Administration-centrale-phares-et-balises-1685>

Versement 19800114⁴³

Ministère : Mer

Direction : Cabinet ministériel

Sommaire

Art 1-52 (MAR 5003-5055). Archives de M. Douay, conseiller juridique à la marine marchande (comportant une partie des archives de son prédécesseur, M. Raspi) : Conférences et conventions internationales, sessions de l'OMCI (Organisation Intergouvernementale Consultative de la Navigation Maritime) et réunions de son comité juridique, 1940-1976 en particulier : Problèmes de la pollution de la mer par les hydrocarbures (après l'affaire du Torrey Canyon notamment) et des navires à propulsion nucléaire.

Nombre d'articles : 52

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790345⁴⁴

Dates

1953-1975

Nom du producteur

Conseillers techniques (direction générale de la marine marchande)

Description

Présentation du contenu

Sommaire

Art 1-10 (MAR 3455-3464) : Dossiers de M. Boulard, conseiller d'Etat, conseiller technique auprès du secrétaire général de la marine marchande de 1974 à 1975 ces dossiers de principe sont par trop généraux pour en faire un Sommaire détaillé. Noter les principales affaires : Organisation de la marine marchande ; attributions et moyens de la direction des pêches maritimes environnement et lutte contre la pollution, pêches maritimes : Difficultés des entreprises et problèmes sociaux droit de la mer CEE sauvetage en mer enseignement et apprentissage maritimes problèmes

⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-pollution-maritime-1940>

⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-marine-marchande-peches-1953-1975>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

sociaux ; ENIM (Etablissement National des Invalides de la Marine ; travail maritime reconversion des compagnies maritimes d'économie mixte et, en particulier, CGT (Compagnie Générale Transatlantique)

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850404⁴⁵

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-6 (MAR 9983-MAR 9988) : catastrophe du pétrolier Tanio :

- enquêtes,
- débats et discussions entre élus locaux et pouvoirs publics,
- rapports du ministre de la Défense, de la commission d'enquête technique, de la Mission interministérielle de la mer, des élus locaux,
- dossier de presse

1980-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840629⁴⁶

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Boulard, conseiller d'État, adjoint au secrétaire général pour les questions administratives et financières, 1968-1978

⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-catastrophe-du-petrolier>

⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mer-continue>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 1-8 (MAR 9199-MAR 9206) : dossier Corse : convention avec la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée), continuité territoriale

DOM-TOM, CEE (communauté économique européenne) et pays divers : problèmes de la pêche, de la flotte de commerce, de la construction et de l'armement navals, de coopération, de législation

1974-1978

Art 9-10 (MAR 9206-MAR 9208) : **prévention de la pollution**

rapports de différents groupes interministériels

1977-1978

Art 11-14 (MAR 9209-9212) : peluriers du secrétaire général et de ses adjoints

1974-1979

Art 15-17 (MAR 9123-MAR 9124) : relations publiques du ministre

articles de presse et notes de synthèse

lancements de navires

voyages officiels et conférences de presse

1968-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840620⁴⁷

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-7, 9-10 (MAR 8996-MAR 9002, MAR 9004-MAR 9005) : politique maritime

- discours,
- interventions,
- déplacements,
- conférences de presse du ministre Le Pensec

1981-1983

Art 8 (MAR 9003) : catastrophes de l'Amoco-Cadiz et du Gino

1980-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-maritime>

Versement 19850409⁴⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Art 1-8 (MAR 10051-MAR 10058) : pollution marine :

- télédétection, surveillance aérienne, campagnes de recherche des rejets d'hydrocarbures, surveillance des pollutions en mer (opération SURPOLMER),
- 'études du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans), de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes), du CNES (Centre national d'études spatiales), des CROSSMA (Centres de recherche opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes), de la société anonyme de télécommunication,
- convention entre le ministère et le laboratoire national d'essais, . acquisition de matériel

1975-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-pollution-marine-1975-1982>

Versement 20090296⁴⁹

Ministère : Mer

Direction : Ports et voies navigables

Commission des phares et balises

Sommaire

Art 1-3 : Répertoires des registres de la Commission des phares et balises., 1824-1993

Art 4-5 : Rapports, 1824-1832

Art 6-98 : Procès-verbaux des séances, 1824-1988

Nombre d'articles : 98 registres

Métrage linéaire : 5 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920160⁵⁰

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-Direction : Sécurité des navires

Sommaire

Art 1-14 : Application du COLREG 72 (Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer) : relevés d'infractions, surveillance de la navigation, 1972-1985

Art 15-19 : Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : statistiques, comptes-rendus d'activités, 1973-1982

Art 20-48 : Etudes et projets sur la navigation et la surveillance en mer, notamment tunnel sous la Manche, programme d'aide majeur à la navigation au large d'Ouessant, rapports et conférences de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI), 1954-1982

Communicabilité : 25 ans

Nombre d'articles : 48

⁴⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-d-archives-verse-aux-Archives-nationales>

⁵⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-surveillance-de-la-navigation-maritime-1954-1985>

Métrage linéaire : 5 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850629⁵¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Art 1 (MAR 10660-MAR 10663) : budget de la recherche, marchés
1969-1977

Art 2 (MAR 10664-MAR 10666) : navires inférieurs aux normes
1976-1978

Art 3 (MAR 10667-MAR 10668) : données techniques de l'Amoco-Cadiz et du
Boehlen (pétroliers)
1978

Art 4 (MAR 10669-MAR 10670) : documents et correspondance avec l'OCDE
1977

Art 5 (MAR 10671-MAR 10703) : documents de l'OMCI ayant trait à la pollution , au
droit de la mer, à la sécurité maritime, à la stabilité des navires, à la sauvegarde de la
vie humaine en mer
1967-1978

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 0.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-pollution-maritime-1969-1978>

Versement 20120078⁵²

Ministère: Secrétariat général de la mer

Sommaire

Dossiers thématiques des chargés de mission

Art 1-4 : relations, internationales, 1978-2007

Art 5: Stratégie nationale pour la biodiversité, 2003-2007

Art 6-9 : , 1979-2006

Art 9 (suite)-17: Événements de mer, 1969-1995

Art 18-20: Parcs naturels, 1988-2006

Art 21: Instances environnementales, 1985-2002

Art 21 (suite)-25: économie maritime, 1987-2006

Art 26: recherche scientifique, 1984-2005

Métrage linéaire: 9

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mer-environnement>

Versement 19830424⁵³

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce et équipement naval

Sommaire

Art 1-8 (MAR 7824-MAR 7831) : équipements pour la lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures : matériel (en particulier barrage) flottant, séparateur d'eaux polluées, dépollueur

'études, rapports, plans, photographies, propositions de fournisseurs,

1946-1980

à noter :

Art 6 : naufrage de l'Amoco-Cadiz : album photographique, documentation sur la sécurité de la navigation en manche, rapport du ministère libérien des finances
1978-1979

Art 8 : plans de remorqueurs, de vedettes et de chalutiers
1946-1975

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-equipements-pour-la-lutte-contre-la-pollution-de>

Versement 19790334⁵⁴

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Art 1-11 (MAR 3151-MAR 3161) : PV de séances de la Mission interministérielle déléguée de l'eau (échelon régional) et de la Mission interministérielle de l'eau (échelon national)

1972-1977

Art 12-18 (MAR 3162-MAR 3168) : coordination des flottilles :

PV de séances et autres documents du centre de coordination des flottilles et du comité consultatif permanent pour la coordination des flottilles

1962-1976

Art 19-38 (MAR 3169-MAR 3188) : lutte contre la pollution des eaux :

PV de séances et autres documents émanés de la commission nationale de la pollution, des agences de bassin (dossiers classés par bassin) et du Haut comité de l'environnement ,

pollution de la Basse-Seine ,

pollutions industrielles dans les ports de Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille, Saint-Servan et Le Havre ,

coopération internationale pour la lutte contre la pollution

1960-1977

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 3.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationale

⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-lutte-contre-la-pollution-des-eaux-1960-1977>

Versement 19840623⁵⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Recherche, sécurité, lutte contre les pollutions, protection de la pêche et navires ad hoc, 1951-1981

Art 1-4, 19-20, 28-33 (MAR 9056-MAR 9059, MAR 9074-MAR 9075, MAR 9083-MAR 9088) : lutte contre la pollution en mer : études, législations étrangères

- sinistres maritimes et naufrages de pétroliers
- surveillance de la pollution : télédétection, coordination des administrations, rôle des CROSS (centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage) 1967-1981

Art 5-17, 21-27 (MAR 9060-MAR 9072, MAR 9076-MAR 9082) : dossiers techniques et autres (plans) concernant la construction et la gestion de chalutiers, navires de recherche océanographique, navires-écoles 1959-1977

Art 18 (MAR 9073) : sécurité : réorganisation du sauvetage, matériel 1951-1979

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-recherche-securite-lutte-contre-les-pollutions>

Versement 20170126⁵⁶

Ministère : Écologie, développement durable

Direction générale : Infrastructures, transport et mer

Direction : Affaires maritimes

Sous-direction : Sécurité maritime

Sommaire

Art 1-7 : Réglementation européenne, Élaboration du « Paquet Erika III » sur la sécurité maritime, 2003-2009

Art 8-14 : Échanges avec les partenaires, 2000-2013

Art 15-20 : Commande publique et suivi de l'exécution des marchés publics, 1996-2009

Art 21-24 : CROSS et Grenelle de la Mer, Dossiers techniques, 1973-2011

Art 25-56 : Événements en mer, 1972-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 56

Métrage linéaire : 7 (23 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Securite-maritime-1972-2013>

Versement 20160027⁵⁷

Ministère : Écologie, développement durable

Direction générale : Infrastructures, transport et mer

Direction : Affaires maritimes

Sous-direction : Sécurité maritime

Sommaire

Art 1-23 : Élaboration de la réglementation, 1985-2012

Art 24-31 : Suivi des services maritimes (opérationnels et techniques), 1953-2009

Art 32-37 : Inspection des navires étrangers dans le cadre du Memorandum of undersanting (MOU), 2007-2008

Art 38-77 : Commission centrale de sécurité (CCS), 1987-2013

Art 78-91 : Audit des organismes habilités à agir au nom de l'administration, 1998-2013

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 91

Métrage linéaire : 11 (34 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Securite-maritime-1953-2003>

Versement 20130517⁵⁸

Ministère : Équipement

Direction : Transport maritime, ports et littoral

Sommaire

Art 1-10 : Comptes rendus d'accidents et dossiers d'enquêtes, 1977-2004

Art 11-42 : Affaires de pollution maritime : naufrages du Tanio, Erika et levoli-Sun, 1980-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 4 (11 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120363⁵⁹

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction des ports et de la navigation maritime

Sous-direction de la sécurité des navires

Sommaire

Art 1-98 : Commission centrale de sécurité des navires, 1958-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 85 (8 dimabs)

⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Accidents-et-naufages>

⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Commission-centrale-de>

Métrage linéaire : 8.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120091⁶⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer

Direction des affaires maritimes

Bureau de la réglementation et du contrôle de la sécurité des navires

Sommaire

Art 1- 52 : Procès-verbaux de la Commission centrale de sécurité des navires, 1931-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 52 (13 dimabs)

Métrage linéaire : 10.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060419⁶¹

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service des phares et balises

Sommaire

⁶⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-PV-de-la-Commission>

⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-maritime>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 1-35 : moyens et fonctionnement du service, 1926-2000.

Art 36-82 : réglementation de la signalisation, 1898-1996.

Art 83-258 : équipement et entretien des installations, 1896-1996.

Art 259-283 : systèmes d'aide radio électrique et réseau radio téléphonique, 1921-1996.

Art 284-321 : activité océanographique, protection du domaine public, organisation du trafic et sécurité maritime, 1908-1996.

Art 322-396 : activités internationales, 1879-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 396

Métrage linéaire : 40 ml (142 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850627⁶²

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Art 1 (MAR 10590-MAR 10595, MAR 10598-MAR 10609) : accidents de mer
rapports d'enquête à la suite de naufrages

1968-1975

Art 2 (MAR 10596-MAR 10597) : projet de pont sur la Manche

1960

Art 3 (MAR 10610-MAR 10613) : rapports de visites annuelles de sécurité

1958-1975

⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-accidents-de-mer-projet-de-pont-sur-la-Manche>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840613⁶³

Ministère : Marine marchande

Direction : Administration générale et gens de mer

Sous-direction : Gens de mer

Sommaire

Art 1 (MAR 8960) : études sur le remorquage
1968-1970

Art 2 (MAR 8961) : police des ports, lutte contre la pollution
1972-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-sur-le-remorquage>

Versement 19840056⁶⁴

Ministère : Mer

Direction: Flotte de commerce

Sommaire

Art 1-36 (MAR 8621-MAR 8656) : sécurité, conférence internationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer (1948),

- conférence de Londres, organisation maritime consultative intergouvernementale, (1957-1960)

- comptes rendus des séances plénières, des commissions et des sous-commissions sur tous les problèmes maritimes (1947-1979)

Art 37 (MAR 8657) : rapport sur la sécurité des navires nucléaires (EURATOM), 1958-1965

Art 38-39 (MAR 8658-MAR 8659) : organisation de l'administration centrale et de la direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval, 1951-1965

Art 40-43 (MAR 8660-MAR 8663) : automatisation, pollution par l'Amoco-Cadiz, enquête parlementaire et Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI), 1963-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 4.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conference-internationale-sur-la-sauvegarde-de>

Versement 19840041⁶⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sommaire

Art 1-2 (MAR 8238-MAR 8239) : catastrophe du Bételgeuse

- expertises

- schémas et plans

1969-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-catastrophe-du>

Versement 19830305⁶⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Art 1-40 (MAR 8198-MAR 8237) : explosion du pétrolier Bételgeuse :

- expertise,
- enquête

1979-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810668⁶⁷

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

pollution marine, 1967-1978

Art 1 : étude d'un navire dépollueur, 1969 ,
initiatives des États-Unis pour la prévention de la pollution, 1977

⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-explosion-du-petrolier>

⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-pollution-marine-1967>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 2-3 : sinistre de l'Amoco-Cadiz : correspondance, rapports du Parlement

1978

Art 4 : naufrage du Torrey-Canyon

1967

Art 5 : réglementations et législations françaises et étrangères, convention de Londres concernant diverses pollutions

1970-1973

Art 6 : pollutions diverses en France (Baie de Seine, étang de Berre, centrales nucléaires, hydrocarbures)

1968-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800541⁶⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Lutte contre la pollution marine, 1963-1979

Art 1 : rapport "Marchand"

1976

actions antérieures au rapport "Achille Fould"

sd

Art 2-6 : rapport "Achille Fould" :

documentation, réunions préparatoires, moutures successives, pré-rapport

⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-lutte-contre-la-pollution-marine-1963-1979>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1977

Art 6,15-18,60-61 : naufrages du Torrey-Canyon, de l'Olympic-Bravery, du Boehlen , pollutions provoquées par des navires (hydrocarbures, fûts contenant des produits toxiques)

1969-1976

Art 7-9 : actions diverses pour la lutte contre la pollution marine

1976-1979

Art 10-14 : pollution par les détergents, les produits chimiques, les métaux lourds, les hydrocarbures, et autres :

enquêtes,

relevés d'infractions,

réglementation

1957-1980

Art 19-31, 38-41, 49-52, 80-83 : lutte contre la pollution :

colloque d'Acapulco ,

travaux de divers organismes internationaux ,

travaux, études, PV de séances de divers organismes nationaux

comité national pour la récupération et l'élimination des déchets,

comité interministériel de coordination dans le domaine de l'élimination des déchets,

Haut comité de l'environnement (HCE),

Comité d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (CIANE),

Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV),

Mission interministérielle de l'eau, ISTPM (institut scientifique et technique des pêches maritimes),

Mission interministérielle déléguée de l'eau,

groupe de recherche sur les produits et matériels de lutte contre les pollutions marines accidentelles

1972-1979

Art 32-34 : préparation du Xème Plan en matière de lutte contre la pollution

1964-1976

Art 35-37, 40 : pollution (problème des bouées rouges) et assainissement en Méditerranée

1963-1968

Art 42-48 : courrier départ

1975-1978

Art 53-59 : rejets en Baie-de-Seine : 'étude sur les déversements de phosphogypses

1979

Art 62-68 : stages de formation et d'information sur les pollutions marines par

hydrocarbures (INFOPOL)

1977-1979

Art 69-71 : opérations de télédétection

1976-1979

Art 72-77 : 'études coordonnées sur la pollution des eaux , problèmes soulevés par l'implantation de centrales nucléaires

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1971-1979

Art 78-79 : bulletins du réseau national d'observations de la qualité du milieu marin
1976-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 83

Métrage linéaire : 8.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800539⁶⁹

Ministère : Environnement et de cadre de vie

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Sécurité et navigation maritime

Sommaire

Art 1-8 (MAR 5261-MAR 5268) : sauvetage en mer :

étude et documentation sur les moyens du sauvetage en Suède,

programme de reconstruction des sociétés de sauvetage,

moyens des sociétés : matériel, subventions,

réforme et fusion des anciennes sociétés de sauvetage, la SCSN (Société centrale de sauvetage des naufragés) et les HSB (Hospitaliers sauveteurs bretons), et création de la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer)

situation, budget, PV du conseil d'administration et du comité de direction, bulletin,

moyens pour les opérations de secours maritime ,

activité de la gendarmerie et des douanes en la matière, relations avec les ORSS (Organisation régionale de surveillance et de sauvetage) et les CROSS (Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage) pour le matériel (vedettes en particulier)

⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-sauvetage-en-mer-1947-1972>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1947-1972

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19820395⁷⁰

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Sécurité des navires

Sommaire

Art 1-8 (MAR 6728-MAR 6735) : CROSS (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) : bilans, comptes rendus, organisation

1960-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centre-regionale>

Versement 19920160⁷¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Sécurité des navires

Sommaire

Art 1-14 : Application du COLREG 72 (Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer) : relevés d'infractions, surveillance de la navigation, 1972-1985

Art 15-19 : Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : statistiques, comptes-rendus d'activités, 1973-1982

Art 20-48 : 'études et projets sur la navigation et la surveillance en mer, notamment tunnel sous la Manche, programme d'aide majeur à la navigation au large d'Ouessant, rapports et conférences de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI), 1954-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 48

Métrage linéaire : 5 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-surveillance-de-la-navigation-maritime-1954-1985>

Versement 19800213⁷²

Ministère : Équipement et logement

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-direction : Phares et balises

Sommaire

Art 1-132 (PM 1047-PM 1178) : signalisation maritime : phares, balises, feux, sémaphores, bouées, signaux sonores : travaux d'entretien, de rénovation, ou de reconstruction , balisage des cotes et des ports , affaires diverses

dossiers classés par département et par port (France métropolitaine, puis DOM-TOM) , navigation de la Seine : balisage ,

bateaux-baliseurs, chaloupes baliseurs

dossiers classés par département,

dispositifs radioélectriques : radars , radioalignements , réseaux radiotéléphonistes

1845-1971

Art 133 (PM 1179) : énergie éolienne : jaugeage, 1955-1970

Art 134-136 (PM 1180-PM 1182) : navigation intérieure : signalisation des voies navigables , commission de la Moselle, instances internationales diverses, 1962-1971

Art 137-138 (PM 1183-PM 1184) : tunnel sous la Manche : études, 1959-1965

Art 139-149 (PM 1185-PM 1195) : affaires générales : avis aux navigateurs , sauvetage des personnes en mer : naufrages, échouements, avis de tempête, guet , salon nautique , signalisation et balisage des routes côtières , stations océanographiques , relations avec les pays étrangers (documents sur quelques pays africains), marchés de vedettes , service du littoral sous l'occupation allemande : correspondance avec les allemands et relations avec les alliés, 1940-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 149

Métrage linéaire : 14.90 ml

⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-signalisation-maritime>

Lieu de conservation : Archives nationales

Côtes-d'Armor

Versement 1086W⁷³

Direction : départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor

Service : mer et environnement

Sommaire

Art 1-19 : Marées noires provoquées par les naufrages de l'Amoco-Cadiz, du Tanio, du Torrey-Canyon, 1967-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Versement 1749 W⁷⁴

Conseil départemental des Côtes-d'Armor

Sommaire

Pollution marine accidentelle causée par des navires pétroliers, 1978-1983

1749 W 1-4 : Affaires « Amoco Cadiz » et « Tanio », suivi des opérations de dépollution, estimation des dommages subis et suivi des contentieux.

Métrage linéaire : 0,40

⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-des-Cotes-d-Armor-Marees-noires-provoquees>

⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-Cotes-d-Armor-Pollution>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Finistère

Versement 1689W⁷⁵

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime de Brest

Sommaire

Art 1-25 : sauvetage en mer, pollution par hydrocarbures, pollution toxiques, épaves non toxiques, commission nautique

Dates extrêmes : 1967-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 2.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1672W⁷⁶

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier de Brest

Sommaire

⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-sauvetage-en-mer-pollutions>

⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-nauffrage-de-l-Amoco-Cadiz-1976>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 1-15 : naufrage de l'Amoco-Cadiz

Dates extrêmes : 1976-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 1.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1673W⁷⁷

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Sommaire

Art 1-12 : naufrages et événements de mer

Dates extrêmes : 1946-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-naufrages-et-evenements-de-mer>

Versement 1620 W⁷⁸

Direction départementale de l'équipement du Finistère

Sommaire

1620 W 1-28: Phares et balises, ...,
1969-1977

Métrage linéaire: 2,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 2245 W⁷⁹

Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique Manche Ouest

Sommaire

2245 W 1-246: Dispositif de séparation du trafic d'Ouessant,
Organisation du trafic en Manche, construction d'ouvrage en mer
1959-1988

Métrage linéaire: 24

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDF-Finistere-phares-et-balises-1969-1977>

⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDIRM-Nord-Atlantique-Manche-Ouest-traffic>

Loire-Atlantique

Versement 109 W⁸⁰

Conseil régional des Pays de la Loire

Pôle Affaires juridiques

Sommaire

109 W 1-16 : Suivi général des conséquences du naufrage de l'Érika, 1998-2012

109 W 17-27 : Établissement des préjudices en vue d'indemnisation, 1997-2012

109 W 28-38 : Constitution de partie civile, 2005-2013

109 W 39-42 : Exécution des décisions de justice, 2009-2015

109 W 43 : Communication postérieure aux procédures, 2012-2013

109 W 44-45 : Documentation rassemblée par le service,
Rapports de l'Association interrégionale Ouest littoral solidaire (AIOLS) et du Conseil économique et social régional (CESR) sur les conséquences écologiques et environnementales, 2000

Revue de presse (2000, 2001, 2004)

Importance matérielle et support de l'unité de description :

1,56 ml papier et 2,69 Go pour le versement électronique

Conditions d'accès :

Ces archives publiques sont communicables dans le respect des délais définis par les articles L213 - 1

à 3 du code du patrimoine, 433 et 451 du code de procédure civile et R166 du code de procédure pénale

Lieu de conservation : Archives régionales des Pays de la Loire

⁸⁰Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-regional-Pays-de-la-Loire-Dossier-de>

Manche

Versement 1368 W⁸¹

Service maritime et aéroportuaire de la Manche
littoral sud de Granville

Sommaire

Art. 1 à 42: Phares et balises. Gestion et police du domaine public , 1973-1976

Métrage linéaire: 4,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

Morbihan

Versement 1486 W⁸²

Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Atlantique d'Étel-Sous-CROSS de Soulac

Sommaire

Art 1-115 : fonctionnement du Sous-CROSS de Soulac
1973-2001

Conditions d'accès : Selon la réglementation en vigueur, les documents dont la communication était libre avant leur Versement continueront d'être communiqués sans restriction d'aucune sorte à toute personne qui en fera la demande.

Nombre d'articles : 115

Métrage linéaire : 8.90 ml

⁸¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-de-la-Manche-phares-et-balises>

⁸² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-Regional-Operationnel-de-Surveillance-et>

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1481W⁸³

Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Atlantique d'Étel

Sommaire

Art 1-567 : fonctionnement du CROSSA Étel

1952-1998

Conditions d'accès : Conformément à la réglementation en vigueur, les documents d'archives publiques sont librement consultables à l'exception des documents qui contiennent des informations mettant en cause la vie privée le délai de 50 ans est appliqué.

Nombre d'articles : 567

Métrage linéaire : 36.45 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

⁸³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-d-archives-verse-Archives-departementales>

Versement 2068 W⁸⁴

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Phares et balises

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des registres, des plans et des notices relatifs au fonctionnement des phares de Groix.

1925-2004

métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 2111 W⁸⁵

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Phares et balises

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des registres, des plans et des notices techniques relatifs au fonctionnement des phares de Belle-Île.

1950-2006

métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁸⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-phare-de-Groix-exploitation-1925>

⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-phares-de-Belle-Ile-1950-2006>

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1325 W⁸⁶

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement s'organise autour de quatre parties principales :

- Phares et balises. Cette partie regroupe les documents relatifs à la construction des phares et fanaux du littoral morbihannais. On y trouve aussi le balisage fixe et flottant des côtes, de l'entrée des ports et des épaves et la gestion du matériel naval et du parc du service des Phares et balises.
- Rivage de la mer. Cette partie peu volumineuse traite de la gestion du domaine public maritime et des travaux sur les ouvrages de protection (digue, mur de défense...).
- Ports maritimes. Il s'agit dans cette partie de documents relatifs à la construction et à la réparation des ports et des cales ainsi qu'à leur exploitation. Ce fonds traite de l'ensemble du littoral morbihannais.
- Liaisons avec les îles. Cette partie regroupe le fonctionnement des liaisons entre les îles et le continent, mais également la construction de navires effectuant ces liaisons.

1969-1975

métrage linéaire: 13,90 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-phares-et-balises-rivages>

Versement 1566 W⁸⁷

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des documents relatifs aux travaux de construction et à la gestion du domaine public maritime du rivage de la mer et des ports maritimes. On y trouve également des documents relatifs au fonctionnement des liaisons avec les îles et à la construction des navires.

1918-1993

métrage linéaire: 16,70 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1584 W⁸⁸

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des documents provenant de différents services.

La majorité des documents relève de la section maritime. Elle concerne les travaux réalisés sur les phares, les balises et les ports ainsi que le domaine maritime.

Une autre partie traite du personnel et notamment des agents de travaux et conducteurs de chantier. On y trouve en particulier un certain nombre d'accidents du travail.

S'y ajoutent quelques dossiers relevant des infrastructures routières, des lignes PTT, de l'alimentation en eau potable et des équipements scolaires, sportifs et touristiques

⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-rivages-maritimes-ports-du-nord>

⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-rivages-maritimes-et-ports-1929>

1929-1977

métrage linéaire: 10,70 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Vendée

Versement 2177 W⁸⁹

Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée

Délégation à la mer et au littoral

Sommaire

2177 W 1-462: Service général, 1969-1989. Navigation maritime et ports de commerce : statistiques, 1955-1991. Travaux publics, 1883-2000. Travaux mixtes, travaux militaires, protection civile, 1950-1983. Routes nationales, 1957-1978. Ponts et ouvrages d'art, 1962-1967. Navigation intérieure, 1939-1990. Service hydraulique, 1970-1979. Travaux à la mer, 1948-1990. Phares et balises, 1946-1990. Ports maritimes et de commerce, 1958-1991. Estacade du Bois de la Chaize à Noirmoutier-en-l'Île, 1946-1956. Police des ports, 1961-1990. Hygiène et salubrité publique, 1934-1977. Etablissements dangereux, 1949-1954. Aménagement foncier et urbanisme, 1947-1990. Ports de plaisance, 1860-2005. Ville des Sables d'Olonne, 1954-1979.

1860-2005

Métrage linéaire: 44

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vendée

⁸⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Vendee-navigation-maritime-phares-et>

Guyane

Versement 1122W⁹⁰

Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Guyane

Sommaire

Art 1-14: fonctionnement, 1946-2014

métrage linéaire: 0,85 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives territoriales de la Guyane

Réunion

Versement 1847 W⁹¹

Direction de la mer Sud océan Indien ; service des phares et balises ; Polmar de La Réunion.

Sommaire

Art 1-5 Phare de Sainte-Suzanne : automatisation (1978-1985), aménagement du phare (1984-1990), correspondance (1971-1991), calques divers sans date sur aménagement, rénovations, emprise domaniale, cblage : calque (1952). - 1952-1991

Métrage linéaire : 0,5 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

⁹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-CROSS-Guyane-fonctionnement-1946-2014>

⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-La-Reunion-Phare-de-Sainte-Suzanne-1952-1991>

Versement 2046 W⁹²

Direction de la mer Sud océan Indien (DMSOI).

Sommaire

Déclarations de capture (2008-2013), capacité d'accueil des navires à La Réunion (2000-2006), Programme opérationnel portuaire, demandes de mise en exploitation, liste des professionnels bénéficiaires de carburant détaxé (2014-2016), Commission régionale flotte de pêche (2000-2010), autorisations de pêche délivrées aux armateurs, subvention pour l'aménagement du littoral de La Possession, défiscalisation en outre-mer : candidatures et décisions.
2000-2016

Métrage linéaire 2,60 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Direction-de-la-mer-Sud-ocean-Indien-ports-peche>

Pêches maritimes, culture marines

Pêches maritimes

Administration centrale

Cotes F/14/12856-F/14/13859⁹³

Ministère : Travaux publics et transports

Sommaire

F/14/13594-F/14/13622 : législation de la pêche, pisciculture, échelles à poissons, réserves de pêche (1832-1934)

Métrage linéaire : 2

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

Cotes : F/46/1-F/46/983⁹⁴

Ministère : Marine marchande

Sommaire

F/46/106-F/46/364 : travail et enseignement maritime, navigation maritime (1925-1939). Pêches maritimes (1871-1938)

F/46/365-F/46/607 : arrêtés de concessions d'établissements de pêche (1920-1975)

F/46/659-F/46/662 : Cadastre ostréicole (1910-1920)

Métrage linéaire : 200

Communicabilité : librement communicable

⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-legislation-de-la-peche>

⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Cadastre-ostreicole-1910>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070198⁹⁵

Ministère: Agriculture et pêche

Sommaire

Art 1-38: accords de pêche bilatéraux et multilatéraux conclus par la France ou par l'Union européenne, 1963-2006

Métrage linéaire: 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160496⁹⁶

Ministère : Agriculture

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-12 : Statistiques des pêches maritimes et de l'aquaculture de 1875 à 1998, 1876-1999

Art 13-99 : Activité des pêches maritimes et de l'aquaculture de 1945 à 1999, 1946-2000

Art 100-107 : Flottes et navires de pêche, 1972-1999

Nombre d'articles : 107

Métrage linéaire : 14 ml

⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-accords-de-peche>

⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Statistiques-et-monographies-des-peches>

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20200263⁹⁷

Ministère: Agriculture et pêche

Sommaire

Art 1-132: surveillance et au contrôle des pêches, 1946-2008

Métrage linéaire: 14,26

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890468⁹⁸

Ministère Agriculture

Direction : forêt

Sommaire

Pêche et pisciculture.

Art 1-12 : Commissions et comités (commission de la pêche fluviale, commission du régime de la pêche dans les embouchures fluviales, commission des estuaires, conseil supérieur de la pêche, commissions diverses, comités départementaux de pêche et de pisciculture) : Correspondance, notes, avis, procès-verbaux et dossiers de séances, 1899-1953

Art 13-20 : Établissements piscicoles (Neuville-Sainte-Gemme, Marots Sainte-Barbe-en-Saint-Rémy, Courville, Chambon-sur-Lignon, Brioude, Bertrichamps, Beaune, Sainte-Fer, le Der près d'Ecleroy). Activités, fonctionnement, 1937-1950

⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surveillance-et-au>

⁹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peche-et-pisculture-1866-1971>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 21-27 : Réglementation de la pêche dans le lac Léman : Textes législatifs et réglementaires, incidents de pêche, conventions, accord, statistiques sur la pêche, 1866-1944

Art 28-30. Alsace lorraine réglementation de la pêche, encouragements à la pisciculture, 1905-1947

Art 31 : Eaux frontières : Réglementation de la pêche dans les eaux frontières, incidents de pêche, 1897-1933

Art 32 : Pêche dans les étangs, dossiers d'affaires, 1899-1941

Art 33-41 : Importations et contingentements, 1930-1939

Art 42-43 : La pêche dans le département des Landes, 1861-1919

Art 44 : Législation sur la pêche, 1941-1961

Art 45. Application de la réglementation de la pêche fluviale : Correspondance, 1943-1953 **Art 46-47** : Exploitation du droit de pêche : Dossiers par départements, 1907-1965

Art 48 : Documents divers : Taxes piscicoles, comptes rendus des activités des 3 e et 4 e régions piscicoles, 1943-1947

Nombre d'articles : 48

Métrage linéaire : 15 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950244⁹⁹

Ministère : Mer

Etablissement : Institut scientifique et technique des pêches maritimes

Sommaire

Art 1-49 : Relations entre l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM) et ses laboratoires : Correspondance, rapports d'activités, 1920-1985

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 5 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

⁹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-scientifique-et-technique-des-peches>

Versement 19940527¹⁰⁰

Ministère : Mer

Etablissement : Institut scientifique et technique des pêches maritimes

Sommaire

Art 1-34 : Dossiers des navires de recherche de l'ISTPM : Equipage, équipements, programmes et résultats de missions (cahiers et dossiers de missions), 1920-1982

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 10 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080658¹⁰¹

Ministère : Mer

Etablissement : Centre national pour l'exploitation des océans

Sommaire

Art 1-4 : Conseils d'administration, 1970-1981

Art 5-6 : Comités scientifiques et techniques (CST), 1967-1983

Art 7 : Généralités sur le CNEXO ; documents essentiels, 1969-1984

Art 8-32 : Archives du Siège, 1966-1985

Art 33-64 : Centre Océanologique de Bretagne, 1961-1984

Art 65 : Base Océanologique de Méditerranée ; aquaculture, 1973-1984

Art 66-67 : Centre Océanologique du Pacifique, 1971-1984

Art 68-70 : Conseil de la Recherche Océanologique, 1976-1980

Nombre d'articles : 70

Métrage linéaire : 22 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

¹⁰⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-scientifique-et-technique-des-peches-1633>

¹⁰¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-national-pour-l-exploitation-des-oceans>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080377¹⁰²

Ministère : Outre-mer

Direction : Département de l'agriculture et de la pêche

Sommaire

Art 1-7 : Mer et pêche, 1967-1988

Art 8-40 : Agriculture, 1949-1990

Dont notamment l'indemnisation des agriculteurs victimes de cyclones tropicaux. Sept cyclones font ici l'objet de dossiers (deux dans les années 1950-1960 et cinq entre 1979 et 1981) :

- *le cyclone Betsy, qui frappe la Guadeloupe le 11 août 1956 ;*
- *le cyclone Inès, qui frappe la Guadeloupe le 27 septembre 1966 ;*
- *le cyclone David, qui frappe la Guadeloupe et surtout la Martinique le 28 août 1979 ;*
- *le cyclone Frédéric, qui frappe la Guadeloupe et la Martinique le 3 septembre 1979 ;*
- *le cyclone Allen, qui frappe la Guadeloupe et la Martinique les 3 et 4 août 1980 ;*
- *le cyclone Hyacinthe, qui sévit à La Réunion entre le 15 et le 27 janvier 1980 ;*
- *le cyclone Florine, qui touche La Réunion le 7 janvier 1981.*

Art 39-40 : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) : Dossiers de séance du Conseil d'administration, 1984-1987

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 13 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁰² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Outre-mer-peche-agriculture-1949-1990>

Versement 19830301¹⁰³

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-29, 31-38 (MAR 8138-MAR 8175) : subventions diverses à la pêche artisanale et à la pêche industrielle

1970-1978

Art 30 (MAR 8170) : naufrages de pétroliers et indemnisation aux pêcheurs

1977-1979

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁰³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-subventions-diverses-a-la-peche-artisanale-et-a>

Versement 20130515¹⁰⁴

Direction affaires maritimes

Sommaire

Art 1-14 : Océanographie, 1983-1996

Art 15-30 : Architecture et techniques navales, 1978-1996

Art 31-43 : Economie du transport maritime 1979-2002

Art 44-65 : Aquaculture et pêches maritimes, 1979-2002
1967-2002

Communicabilité : Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Nombre d'articles : 65 (18 dimabs)

Métrage linéaire : 6.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Relations internationales et réglementation des pêches

Versement 20130512¹⁰⁵

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-5 : Plan de relance et soutien au secteur des pêches maritimes, 1972-1988

Art 6-14 : Protection et gestion des ressources, assistance et contrôle des pêches, 1946-1992

Art 15-34 : Politique européenne de la pêche maritime, réglementation et adhésion des pays, 1978-1993

Art 35-54 : Notes, rapport d'études et documentation, 1965-1995

¹⁰⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Etudes-concernant-l-oceanographie-l-aquaculture>

¹⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-et-gestion-des-ressources-halieutiques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 54

Métrage linéaire : 5,40 ml (14 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20100526¹⁰⁶

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-15 : politique des pêches maritimes, fondement réglementaire, organismes de soutien et d'étude, 1930-1990.

Art 16-30 : mesures de gestion et de protection des ressources, moyens affectés à l'assistance et à la surveillance des pêches, 1947-1983.

Art 31-58 : droit international des pêches maritimes, conventions et organisations internationales, politique et relations européennes, accords bilatéraux d'accès à la ressource, 1954-1985.

Art 59-81 : organisation de la pêche côtière et des activités aquacoles, 1849-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 81

Métrage linéaire : 8 (25 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peches-maritimes>

Versement 19850394¹⁰⁷

Ministère : Marine marchande (secrétariat d'état)

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-4 (MAR 9580-MAR 9583) : droit de la mer, rapport Martray (Haut fonctionnaire de la Défense)

1979-1982

Art 5, 21-24 (MAR 9584, MAR 9600-MAR 9603) : CEE (Communauté économique européenne)

. adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ,

. problèmes traités par le Comité scientifique et technique des pêches maritimes (CSTPM),

. retrait du Groenland

1976-1982

Art 6-9 (MAR 9585-MAR 9588) : campagnes de navires océanographiques français et étrangers

1980-1981

Art 10-18, 20, 25-33 (MAR 9589-MAR 9597, MAR 9599, MAR 9604-MAR 9612) : conférences internationales :

. COPACO (Commission des pêches de l'atlantique Centre-Ouest), CIPASE (Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Sud-Est),

OCDE,

. ACP (Association des états caraïbes du pacifique),

. IATTC (Commission inter-américaine du thon tropical),

. COFI (Comité des pêches de la FAO),

. comptes rendus de réunions et documents s'y rapportant , négociations et conventions internationales ,

. rapports avec la Pologne, le Sénégal, les DOM-TOM ,

¹⁰⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-2274>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

. convention sur le saumon ,

. Commission baleinière internationale

1977-1982

Art 19 (MAR 9598) : statistiques des captures de poissons

1978-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780536¹⁰⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Réglementation du domaine public maritime

Art 1-2 : cadastre : corps technique du contrôle des établissements de pêche maritime :

. concours, statut, commissions paritaires

1937-1975

Art 3-5 : statistiques de production des établissements de pêche maritime

1953-1975

Art 6-11 : affaires diverses relatives au domaine public maritime

1906-1973

à noter : Art 8 : commission de visite des gisements coquilliers du littoral

¹⁰⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1918-1955

Art 11 : pêches spéciales

1961-1973

Art 12-13 : peluriers du bureau

1976

Art 14-16 : 'études de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) et autres documents sur les centrales nucléaires et les rejets d'effluents radioactifs

1972-1976

Art 17-19 : prévention des pollutions d'origine tellurique

. projets de textes réglementaires sur les opérations d'immersion

1971-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 1.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800113¹⁰⁹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Droit de la mer : sessions et réunions d'instances internationales, négociations, réglementation

1894-1976

¹⁰⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conventions-internationales-sur-la-peche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 1-4, 6 : Organisation des nations unies (ONU) : comité élargi des fonds marins et comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale

1971-1975

Art 1, 5 : Communauté économique européenne (CEE)

1971-1974

Art 7-12 : conseil et comité des pêches de la Food and agriculture organization (FAO)

1966-1975

Art 13-15 : CIB (Commission internationale baleinière)

1946-1975

Art 15 : CIEM (Conseil international pour l'exploration de la mer)

1965-1967

Art 16-18 : ICNAF (International commission for the north atlantic fisheries)

1966-1971

Art 19-24 : NEAFC (North east atlantic fisheries commission)

1964-1974

Art 25-27 : conseil indo-pacifique des pêches et commission des pêches pour l'océan indien

1950-1972

Art 28-30 : négociations bilatérales entre la France et le Portugal, la Pologne, le Maroc, l'Espagne et le Brésil concernant divers problèmes (guerres de l'anchois basque et de la langouste brésilienne notamment)

1955-1973

Art 31-32 : conférences et rapports sur les ressources en thons et la conservation de l'espèce , aide à la flottille thonière

1968-1972

Art 33-41 : police des pêches, eaux réservées, plateau continental, eaux territoriales : conflits, négociations et réglementation, notamment au niveau de la CEE

1894-1973

Art 42-46 : réunions du conseil supérieur de la pêche, des comités interprofessionnels du thon, de la sardine et de l'anchois, des crustacés, de la grande pêche

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1953-1973

Art 47-50 : infractions à la police des pêches et de la navigation (par quartier maritime) , contentieux à ce sujet , problèmes juridiques posés par les délits de pêche maritime , rapports bimestriels sur l'activité des vedettes garde-pêche

1949-1971

Art 51 : assistance à la pêche : utilisation de l'avion léger et de l'hélicoptère

1961

Art 52 : missions d'étude de la pêche maritime en URSS

1958 et 1963

Art 53-58 : documentation (classée dans l'ordre alphabétique des noms de pays) et informations générales sur les pêches maritimes étrangères

1950-1976

Art 59-61 : textes relatifs aux eaux maritimes étrangères réservées par les pays classés dans l'ordre alphabétique des noms de pays

1950-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 6.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780541¹¹⁰

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-12 (MAR 2671-MAR 2682) : courrier du service

1961-1972

Art 13-16, 19-40 (MAR 2683-MAR 2686, MAR 2688-MAR 2710) : conventions internationales et relations avec diverses instances internationales des pêches maritimes, la Food and agriculture organization (FAO) et l'ONU

1953-1976

Art 17-18 (MAR 2684-MAR 2685) : bilans périodiques d'activité des navires pour les ports du Havre, de Nantes-Saint-Nazaire, de Bordeaux et de Marseille

1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 1.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-2276>

Versement 19790255¹¹¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Réglementation des pêches maritimes :

Art 1-3 : étangs salés :

réglementation de la pêche et de l'exploitation, travaux effectués

1844-1938

Art 4-5 : commission mixte des travaux publics

1878-1974

Art 6-91 : parcs à huîtres et à moules, gisements coquilliers

1890-1977

Art 6-23, 28-38, 44-45, 80-82, 86-89 : réglementation et contentieux concernant la salubrité des coquillages et leur pêche :

- . suspensions et radiations de certificats de salubrité,
- . classement et déclassement de gisements coquilliers,
- . contrôles divers,
- . PV de visites,
- . dossiers particuliers par gisements,
- . écluses à poissons,
- . calamités naturelles,
- . exportation et importation de coquillages

1890-1969

Art 24-25, 46-78 : organisations professionnelles :

comité interprofessionnel de l'ostréiculture et des cultures marines,

comité interprofessionnel de la conchyliculture :

¹¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-des-2277>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- . organisation,
- . nomination des membres,
- . assemblées plénières et réunions, textes divers,
- . réunions des commissions régionales

1932-1977

Art 39-40 : travaux (par gisements)

1948-1971

Art 41, 43, 90-91 : concessions et suppressions d'établissements de pêche

1928-1977

Art 42 : productivité : notes et instructions du commissariat général à la productivité, octroi de subventions par celui-ci

1953-1962

Art 83-85 : plans confectionnés en vue de la réfection du cadastre maritime

1953-1964

Art 93-95 : budgets des pêches maritimes

1970-1977

Art 96-101 : peluriers du bureau

1967-1971

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 101

Métrage linéaire : 10.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830298¹¹²

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-26 (MAR 7976-MAR 8101) : réglementation internationale de la pêche maritime :

- . PV de réunions internationales sur la pêche maritime,
- . commissions baleinières,
- . incidents de pêche,
- . quotas de captures,
- . navires océanographiques

1952-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 2.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation>

Versement 19840622¹¹³

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-27 : réglementation et surveillance des pêches

1924-1973

Art 28-31 : recherche de pétrole dans l'Atlantique et en Méditerranée (étang de Thau)

1955-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 3.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840630¹¹⁴

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-3, 5 (MAR 9216-MAR 9218, MAR 9220) : réglementation de la pêche dans le golfe de Gascogne et la Bidassoa ,

¹¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peches-recherche-de>

¹¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peche-dans-le-golfe-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- . incidents de pêche ,
- . incidents avec des sous-marins

1930-1973

Art 4, 6-7 (MAR 9219, MAR 9221-MAR 9222) : réunions d'instances internationales :

- . commission internationale sur la protection des câbles sous-marins,
- . comité des fonds marins,
- . commission des pêches de l'Atlantique du nord-est

1967-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 0.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840631¹¹⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-9 (MAR 9223-MAR 9231) : réglementation, police et contrôle des pêches :

- . sécurité des navires de pêche
- . assistance, couverture radio

1960-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

¹¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-police-et>

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 0.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850200¹¹⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-113 (MAR 9217-MAR 9829) : pêche industrielle :

- . aides de l'État,
- . réorganisation de la flotte,
- . transformation et commercialisation des produits de la mer,
- . politique des marchés,
- . organisations professionnelles

1945-1984

Art 1-24 (MAR 9717-9740) : pêche industrielle

1971-1984

Art 1-13 (MAR 9717-MAR 9729) : aides à la pêche industrielle :

- . généralités : rapports d'exécution du VIème Plan ,
- . budget des pêches maritimes ,
- . inventaire des aides de l'État dans les pays de la CEE (Communauté économique européenne) ,
- . GFAI (Groupe de financement de l'armement industriel) : PV de séances et programmes d'investissement ,
- . pêche industrielle : aides financières et statistiques ,

¹¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peche-industrielle-1945>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- . aide au maintien en flotte et à l'investissement : armements de Boulogne-sur-Mer, Lorient, La Rochelle, Concarneau ,
- . dossier concernant la société pour le développement des industries de la pêche en Bretagne,
- . aide au carburant et aux économies d'énergie

1971-1984

Art 14-24 (MAR 9730-MAR 9740) : opérations de redéploiement des flottilles de pêche industrielle coordonnées par l'ACTIM (Agence pour la coopération technique et industrielle), en coopération avec les pays concernés ,

- . situation de la pêche thonière
- . études et rapports internationaux sur la pêche industrielle

1962-1984

Art 25-113 (MAR 9741-MAR 9829) : organisations professionnelles et marchés : pêche, transformation et commercialisation des produits de la mer

1949-1980

Art 25-46 (MAR 9741. MAR 9762) : organisation des campagnes de pêche et situation des flottilles : pêche au thon, à la sardine, et autres poissons, pêche aux crustacés, aux coquillages et autres produits de la mer (dossiers comprenant souvent des statistiques)

1957-1980

Art 47-65 (MAR 9763-MAR 9782) : transformation et commercialisation des produits de la mer : enquêtes, études, statistiques sur la manutention, la conservation et la transformation de ces produits ,

marchés : rapports des commissions régionales d'amélioration des circuits de distribution et statistiques de l'ANIA (Association nationale des industries agroalimentaires) ,

- . contrôle des conditions d'hygiène du transport des produits de la mer ,
- . aides à l'équipement ou à la construction d'entreprises de conservation et de transformation des produits de la mer ,
- . fixation des normes françaises et communautaires de commercialisation des produits de la mer , consommation : PV de séances, enquêtes et autres documents du comité national de propagande pour la consommation des produits de la mer (PROMER), 'études sur la distribution et la consommation du poisson

1949-1980

Art 67-75 (MAR 9783-MAR 9791) : mise en place d'une politique communautaire en matière de pêche : négociations et travaux de différentes instances internationales et

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

communautaires pour l'établissement de structures communes, une organisation commune des marchés et une réglementation communautaire

1949-1978

Art 76-79 (MAR 9792-MAR 9795) : FIOM (Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture) : création ,

. comptes rendus du conseil de gestion ,

. interventions

1975-1980

Art 80-84 (MAR 9796-MAR 9800) : mise en œuvre d'une politique des marchés et des prix des produits de la mer

1962-1980

Art 85-113 (MAR 9801-MAR 9829) : organisations professionnelles : PV de séances, rapports d'activité et décisions, budgets du CCPM (Comité central des pêches maritimes), du comité interprofessionnel de la grande pêche, et d'autres organisations professionnelles

1945-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 113

Métrage linéaire : 11.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070121¹¹⁷

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Dossiers relatifs à la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique (CCAMLR) et aux terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

Art. 1-16 : commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique (réunions annuelles ; lutte contre la pêche illégale, non réglementée, non déclarée ; pêche exploratoire, licences CCAMLR ; prévention de la mortalité aviaire ; volet communautaire ; coopération entre les États ; administration de la CCAMLR), 1982-2005

Art. 17-36 : terres australes et antarctiques françaises (conseil consultatif ; réglementation ; gestion des armements ; contrôle des pêches ; coopération avec d'autres États ou organismes ; programmes scientifiques ; protection de la faune et de la flore), 1970-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 36 (10 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservation-de-la-faune>

Versement 20070123¹¹⁸

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Élaboration du droit de la mer

Art. 1-3 : droit international de la mer, 1945-1989

Art. 4-5 : droit européen de la mer, 1963-1972

Art. 6-7 : droits de pêche accordés par le Royaume-Uni à la France, 1964-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1

Nombre d'articles : 7 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080044¹¹⁹

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art. 1-22 : Conseil de l'union européenne des ministres charges de la pêche. 1991-2003

¹¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-elaboration-du-droit-de>

¹¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peches-maritimes-2283>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art. 23 : Présidence française de l'union européenne au premier semestre 1995.
1993-1995

Art. 24-31 : groupe « politique extérieure et intérieure de la pêche ». 1980-2004

Art. 32 : conseil indo-pacifique des pêches. 1948-1996

Art. 33 : comité des pêcheries de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 1996-2004

Art. 34 : comité des pêches (COFI) de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 1985-2003

Art. 35-78 : Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM). 1974-2004

Art. 79-83 : réglementation. 1974-2000

Art. 84-141 : affaires internationales. 1951-2006

Art. 142-174 : gestion des ressources. 1983-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 sauf Art 49-59 : 50 ans

Nombre d'articles : 174 (56 Dimabs)

Métrage linéaire : 17 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840625¹²⁰

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Dossiers sur la pêche

Art 1-2 (MAR 9156-MAR 9157) : incidents de pêche avec l'Espagne ,
zone de pêche norvégienne

1975-1980

Art 3-5 (MAR 9158-MAR 9160) : PV de séances de la CIPASE (Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Sud-Est)

1977-1979

Art 6-8 (MAR 9161-MAR 9163) : réglementation et accords internationaux en matière de pêche

1953-1980

Art 9-10 (MAR 9164-MAR 9165) : dossiers réunis par M. Hery, adjoint au directeur des pêches :

- . assemblée sur l'Antarctique ,
- . droits de pêche de différents pays

1977-1980

Art 11-12 (MAR 9166-MAR 9167) : PV de séances du CCPM (Comité central des pêches maritimes) et du CGPM (Conseil général des pêches en Méditerranée)

1976-1979

Art 13-17 (MAR 9168-MAR 9172) : campagnes de navires de recherche français et étrangers

1975-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

¹²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-international-sur-la>

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840624¹²¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-67 (MAR 9089-MAR 9155) : cultures marines et pêche

cultures marines :

- . réglementation et coordination avec d'autres administrations (en particulier avec le ministère de l'agriculture)

- . instances administratives et organisations professionnelles diverses :

- . membres et financement du comité interprofessionnel de la conchyliculture et des sections régionales conchylocoles ,

conseil supérieur de la pêche.

- . enseignement de la conchyliculture

- . coquillages : immersion en mer, importation, commercialisation, salubrité

aménagements de zones côtières : dossiers du cadastre, schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme de bassins, travaux

1927-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 67

Métrage linéaire : 6.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cultures-marines-et-peche-1927-1981>

Versement 19800483¹²²

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-20 (MAR 5689-MAR 5708) : dossiers de M. Boulard, adjoint au secrétaire général de la marine marchande pour les pêches

1969, 1973-1978

dossiers de principe concernant

les difficultés des pêches et des cultures marines,

les problèmes des coopératives, les aides à la pêche et à la construction,

le plan de relance,

le budget des pêches maritimes

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 2.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-dossiers-de-M-Boulard>

Versement 19790335¹²³

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-12 (MAR 3189-MAR 3200) : entreprises de pêche :

. subventions et aides diverses pour travaux ou essais de matériel dans les parcs de repeuplement de crustacés, les parcs ostréicoles, et pour diverses pêches ,

. plan de relance de la pêche ,

. conférences de la Food and agriculture organization (FAO) sur les investissements dans le secteur de la pêche

1964-1972

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790353¹²⁴

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Documentation et statistiques diverses :

Art 1 (MAR 3907) : commission de simplification des formalités à l'exportation

¹²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-entreprises-de-peche>

¹²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peches-maritimes-et-cultures-marines>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1953-1954

Art 1-4 (MAR 3907-MAR 3910) : publications diverses, dont la marée du mardi

1965-1966

Art 5-14 (MAR 3911-MAR 3920) : carnets de grande pêche :

. publications et statistiques de l'International Commission for the northwest atlantic fisheries,

. statistiques diverses de grande pêche : pêche fraîche et pêche salée

1950-1973

Art 15-27 (MAR 3921-MAR 3933) : DOM-TOM :

. 'études,

. rapports et autres documents concernant les pêches maritimes, l'aquaculture, les industries de la conserve des produits de la mer,

. notes et documentation d'ordre plus général

1949-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790624¹²⁵

Ministère : Marine marchand

Sommaire

Art 1-16 : (MAR 4575-MAR 4590) : statistiques mensuelles de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) :

. listings

1971-1976

Art 17-21 : (MAR 4591-MAR 4595) : pêches maritimes dans les DOM-TOM :

¹²⁵

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- . documentation ,
- . aides diverses accordées à des entreprises ,
- . recherches menées par l'ISTPM (institut scientifique et technique des pêches maritimes) et le FIDOM (Fonds d'investissement pour le développement économique et social des DOM)

1967-1976

Art 22-69 : (MAR 4596-MAR 4643) : statistiques, enquêtes et autres documents sur les pêches maritimes

1948-1976

Art 33-34 : conserves de poissons :

- . statistiques,
- . règlement,
- . prix,
- . tonnages ,
- . autorisations,
- . prix,
- . réglementation de l'importation et exportation de conserves

1964-1967

Art 36-39 : enquête et rapport sur la pêche artisanale

1938-1973

Art 41-58 : enquêtes annuelles auprès des navires pour le répertoire des points de vente en France des produits de la mer (annuaire de la marée)

1970-1973

Art 59-62 : fichiers de la flotte de pêche

1965-1975

Art 63-65 : recueil des espèces et recueil des produits de la mer : . refontes

1966-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 65

Métrage linéaire : 6.50 ml

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840607¹²⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-16 (MAR 8765-8780) : Indemnisation des pêcheurs à la suite de la catastrophe maritime de l'Amoco-Cadiz, 1978-1982

Art 17 (MAR. 8781) : Indemnisation des pêcheurs à la suite de la catastrophe maritime du Tanio, 1980-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 2 ml (6 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-indemnisation-des-pecheurs-a-la-suite-de-la>

Versement 19840612¹²⁷

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1 (MAR 8958) : exploitation des terres australes et antarctiques, rapport Ponchelet, président de la commission des terres australes et antarctiques 1971-1976

Art 2 (MAR 8959) : infractions à la police des pêches aux îles Saint-Paul et Amsterdam 1969-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-exploitation-des-terres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement 20160294¹²⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Pêche maritime aquaculture

Sous-direction : Aquaculture et économie des pêches

Sommaire

Art 1-75 : Conchyliculture et environnement littoral, 1963-2012

Art 76-196 : Économie des pêches, 1965-2012

Art 197-236 : Pisciculture et pêche continentale, 1986-2010

Art 237-270 : Suivi financier de la politique structurelle européenne, 1995-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 270

Métrage linéaire : 36 ml (119 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-aquaculture-et-economie-des-peches-1963-2012>

Versement 20160293¹²⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Pêche maritime aquaculture

Sous-direction : Ressources halieutiques

Sommaire

Art 1-314 : Politique de conservation et de gestion des ressources halieutiques, 1927-2012

Art 315-335: Pêche et environnement, 1972-2011

Art 336-413 : Contrôle des pêches maritimes, 1984-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 413

Métrage linéaire : 61 ml (185 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050310¹³⁰

Ministère : Agriculture, pêche et la ruralité

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sommaire

Dossiers de Jean-Marie Aurand, directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture de juillet 1999 à janvier 2003.

Art. 1-2 : organisation de l'administration de la pêche, situation de la pêche. 1974-1995

¹²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-Conservation-et-gestion>

¹³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-dossiers-du-directeur>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art. 3-20 : préparation et application de la loi d'orientation sur la pêche n°97-1051 du 18 novembre 1997 (mise en place d'un conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire, application des quotas de pêche, droit du travail dans la filière "pêche", nouveau régime des infractions, des saisies et des amendes). 1992-1999

Art. 21-22 : gestion des crises conjoncturelles dans le domaine de la pêche. 1993-1995

Art. 23 : travaux de la commission de suivi des pêches.
1994-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 23 (8 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780064¹³¹

Ministère : Transports

Direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-143 (MAR 521-MAR 663) : contentieux et affaires diverses concernant des concessions d'établissements de pêche maritime ostréicoles, myticoles et autres, et demandes de concessions sans suite

. dossiers classés par quartier maritime du nord au sud du littoral

1939-1971

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 143

¹³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-contentieux-et-affaires>

Métrage linéaire : 14.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Musée national d'histoire naturelle

Producteur du fonds ou collectionneur : Laboratoire des Pêches Coloniales ; Abel Jean Gruvel¹³²

Date : 1868-1982

Histoire :

1912 : Création par le ministre des Colonies, dans le cadre de l'Ecole pratique des hautes études, d'un Laboratoire de Productions Coloniales d'Origine Animale, implanté au Muséum. Directeur : GRUVEL jusqu'en 1941

1920 : GRUVEL devient le premier titulaire de la chaire de Pêches et Productions Coloniales d'Origine Animale.

1942 : Théodore MONOD est nommé professeur au Muséum, titulaire de la chaire des Pêches et Productions Coloniales d'Origine Animale, en remplacement de GRUVEL. Directeur : MONOD jusqu'en 1975

1958 : L'intitulé de la chaire « Pêches et Productions Coloniales d'Origine Animale » est transformé en « Pêches Outre-Mer ».

23-24 mars 1973 : Avant d'abandonner la direction de son laboratoire, MONOD organise deux journées d'études consacrées aux « Eaux et pêches outre-mer, inventaire, écologie, utilisation ».

21 février 1974 : L'Assemblée des professeurs du Muséum décide de transformer la chaire des « Pêches Outre-Mer » en un laboratoire de « Dynamique des Populations Aquatiques ».

1er septembre 1975 : Jacques DAGET est nommé sur le poste laissé vacant par le départ de MONOD. Directeur : DAGET jusqu'en 1984 09 octobre

1975 : DAGET est accueilli à l'Assemblée des professeurs du Muséum et nommé sur le champ gérant de la chaire des « Reptiles et Poissons » en raison du départ à la retraite de son titulaire, Jean GUIBE (prédécesseur : Léon BERTIN).

....

Contexte

Le classement des archives de l'ancienne Chaire et Laboratoire des Pêches et Productions coloniales d'origine animale (« Pêches coloniales » puis « Pêches outre-

¹³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Laboratoire-des-peches-coloniales-puis-d-outre>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

mer ») du Musée national d'histoire naturelle, est l'occasion de redécouvrir Abel Jean GRUVEL qui en fut l'instigateur et le directeur jusqu'à son décès en 1941

...

I. Carrière de GRUVEL

Gruvel est né au Fleix (Dordogne) en 1870. Enfant, sous l'influence d'un oncle ayant servi à Madagascar, il songe aux voyages lointains et nourrit un temps le projet de devenir médecin de la marine ou des colonies. A la Faculté de Médecine de Paris, influencé par ses éminents professeurs, Henri De Lacaze-Duthiers, Yves Delage et Alfred Giard, il s'oriente vers la Zoologie

....

II. Travaux de GRUVEL

« De bonne heure, je me suis senti attiré vers les applications pratiques de la Science et plus spécialement de la zoologie... Mon œuvre coloniale tout entière forme un ensemble dont il est, en quelque sorte, impossible de séparer ce qui est de la science pure de ce qui n'en est que l'application, tellement tout se tient dans une œuvre semblable. Il en est de même pour les applications à l'agriculture, à l'industrie du froid... ». Jusqu'en 1905, GRUVEL se consacre à l'étude des Cirripèdes et à ses cours pratiques en zoologie agricole. En 1906, toutes ses recherches ont été condensées dans un important volume de 470 pages, avec 427 figures, « Monographie des Cirripèdes ou Thécostracés », couronné par l'Académie des Sciences (Prix Jérôme Ponti).

.....

III. Conclusions

Et GRUVEL de conclure dans ses « Titres et Travaux scientifiques » en 1930 : « C'est ainsi que sont étudiées, d'abord scientifiquement, puis techniquement, toutes les questions se rapportant aux faunes marine et fluviale de nos diverses Possessions lointaines, que les possibilités d'exploitation industrielles plus ou moins totales, en sont indiquées et que les espèces menacées de disparition sont protégées dans la plus large mesure possible ».

Modalités d'entrée dans la collection : Les archives des Pêches coloniales proviennent de 3 Versements successifs :

- Le plus important, transféré en 2007 par le Département Milieux et Peuplements Aquatiques (MPA), portait uniquement sur le laboratoire des Pêches et productions coloniales d'origine animale du professeur Gruvel

Le Département a également transféré en 2007 d'autres archives portant sur une période postérieure à celle du professeur Gruvel mais s'inscrivant dans la continuité du Laboratoire qui changea de nom en 1958 pour devenir le Laboratoire des Pêches d'outre-mer avec pour directeur le professeur Théodore Monod

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

En 2011, un reliquat d'archives a été retrouvé à la Bibliothèque d'Ichtyologie du Muséum et adjoint au fonds principal des Pêches coloniales.

Conditions d'utilisation : La reproduction et la publication sont soumises à conditions, consultables sur le site Internet des bibliothèques du Muséum : <http://bibliotheques.mnhn.fr>

Lieu de conservation: Musée national d'histoire naturelle. Direction des bibliothèques et de la documentation

Côtes d'Armor

Versement 1628 W¹³³

Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor

Sommaire

1628 W 1-107: Réglementation de la pêche et des activités maritimes, 1962-2008

Métrage linéaire : 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

¹³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Cotes-d-Armor-Reglementation-de-la-peche-et>

Versement 1636 W¹³⁴

Direction départementale des affaires maritimes des Côtes-d'Armor

Sommaire

Pêche maritime et aquaculture, 1949-2010

1636 W 1 : Bordereaux de demandes d'autorisation pour des Etablissements de Pêche Maritime [EPM] (1962-1971)

1636 W 2-25 : EPM Quartier Paimpol (1949-1983)

1636 W 26-40 : EPM quartier Saint-Brieuc et quartier Saint-Malo (1960-1983)

1636 W 41-48 : Cultures marines, conchyliculture et aquaculture (1961-2001)

1636 W 49-52 : Fichiers des concessionnaires et concessions de cultures marines de la baie de Saint-Brieuc (1956-1991)

1636 W 53-57 : Procès-verbaux de réunions des Commissions des cultures marines (CCM) et Commissions techniques d'évaluation (1984-2004)

1636 W 58-62 : Statistiques de la pêche à pied professionnelle (2003-2007)

1636 W 63-70 : Classement sanitaire des zones de production conchylicole, pollution et parasites (1976-2002)

1636 W 71-72 : Mytiliculture en baie de Saint-Brieuc et zone de Bon Abri en baie d'Hillion et pêche aux ormeaux (1961-1996)

1636 W 73 : Lutte contre les goélands argentés et macreuses (1972-1997)

1636 W 74 : Contrats plan État/Région (1984-1987)

1636 W 75-82 : Extractions d'amendements marins et demandes de concessions minières (1980-2009)

1636 W 83-84 : Chasse marine (1950-1999)

1636 W 84-88 : Coquille Saint-Jacques, campagnes, plans de développement (1974-2005) ; crise de la pêche, mouvement social (1994)

1636 W 89-91 : Coopératives maritimes (1989-2009)

1636 W 92-93 : Permis de Mise en Exploitation, sorties de flotte (1989-2008)

1636 W 94 : Dossier indemnisations tempêtes (1978-1980)

¹³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-Cotes-d-Armor-Peche-maritime-et-aquaculture>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1636 W 94-97 : Naufrages, découvertes d'épaves maritimes et d'engins de guerres (1972-2003)

1636 W 98-99 : Crédit Maritime Mutuel (1978-2008)

1636 W 100-104 : Comités locaux des pêches maritimes et élevages marins (1991-2010)

1636 W 105-117 : Comités nautiques locaux (1968-2007)

1636 W 118-127 : Conseils portuaires (1968-2008)

1636 W 128 : Aquaculture dans les estuaires du Jaudy et du Trieux (1991-1993)

1636 W 129-132 : Rapports de l'Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer [IFREMER] (1987-2005)

1636 W 133-136 : Monographies, 'études et mémoires (1973-2008)

Métrage linéaire : 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Versement 1857 W¹³⁵

Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor

Sommaire

Art. 1-4: Pilotage et coordination des missions de police de pêche, 1988-2023

Art 5: aide économique en faveur des cultures marines, 2008

Métrage linéaire: 0,3.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

¹³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Cotes-d-Armor-peches-cultures-marines-1988>

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Charente-Maritime

Versement 2906 W¹³⁶

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Charente-Maritime

Sommaire

2906 W 1-14: Dossiers relatifs à la pêche, à la pisciculture, à l'aquaculture et la conchyliculture (1963-1999).

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 1912 W¹³⁷

Direction départementale des affaires maritimes de la Charente-Maritime

Sommaire

1912 W 1-22: Cadastre conchylicole de l'île de Ré (XIXe-XXe siècles) : 23 plans ; cadastre conchylicole de l'inscription maritime de La Rochelle (s. d.) : 22 plans. 1930-1986

Métrage linéaire: 16

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

¹³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Charente-Maritime-peche-pisciculture>

¹³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-Charente-Maritime-Cadastre-conchylicole-de>

Versement 3749 W¹³⁸

Direction départementale des affaires maritimes de la Charente-Maritime

Sommaire

3749 W 1-341: Administration du service, établissements de pêche, concessions marines, commissions, urbanisme, 1906-2006

Métrage linéaire: 37

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 4323 W

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

4323 W 1-3: Etablissements de pêche maritime, création, implantation, contrôle (1935-1982).

Métrage linéaire: 0,12

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

¹³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-Charente-Maritime-peche-maritime>

Versement 1911 W¹³⁹

Direction départementale des affaires maritimes de la Charente-Maritime

Service des actions interministérielles de la mer et du littoral

Sommaire

1911 W 1-60: Procès-verbaux de police relatifs à la navigation (1980-1994),
à la pêche (1974-1994),
à la salubrité des coquillages (1987-1992),
à des infractions sur la réglementation sur la pêche commises par des navires étrangers (1971-1996),
dossiers d'affaires juridiques (1984-1997).
1971-1997

Métrage linéaire: 3,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 4116 W¹⁴⁰

Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer

Sommaire

4116 W 1-388 : Station de L'Houmeau : administration de la station ; environnement ; ressources halieutiques : statistiques des pêches, campagnes en mer, stocks et technologies de pêche, programmes de recherche ; centre de recherche sur les écosystèmes littoraux anthropisés ; publications. 1926-2015

¹³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-Charente-Maritime-Etablissements-de-peche>

¹⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Charente-Maritime-Station-de-L-Houmeau>

Métrage linéaire : 54

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 1802 W¹⁴¹

Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

1802 W 1-211: Administration générale, rapports, 'études et colloques, contrôle sanitaire des établissements conchyliques, mytilicoles et ostréicoles (1920-1993), ateliers de mareyage, pêche maritime, analyse des eaux, pêcherie, projet du centre de thalassothérapie Apollo à Saint-Trojan-les-Bains, pêche à l'esturgeon et à la piballe (1961-1989)

1920-1993

Métrage linéaire: 37

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 4187 W¹⁴²

Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

4187 W 1-87: Cadastre des établissements de pêche, quartiers de Marennes et Rochefort: plans.

¹⁴¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Charente-Maritime-peche-maritime>

¹⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Charente-Maritime-Cadastre-des-3826>

1908-[1953]

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 1608 W¹⁴³

Société d'économie mixte pour le développement de l'aquaculture charentaise (SEMDAC)

Sommaire

1608 W 1-244: Création et liquidation (1985-2000),
conseils d'administration (1986-1997),
réunions (1986-1997),
assemblées générales (1988-1997),
rapports d'activité (1987-1996),
comptabilité (1986-1997),
personnel (1986-1997),
salaires (1986-1997),
dossiers de subventions concernant des fermes aquacoles (1983-1997),
Centre régional d'expérimentation et d'application aquacole (1987-1993),
Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (1990),
Section charentaise des producteurs de palourdes (1985),
ostréicultures (1974-1996),
mytiliculture (1991-1994),
vénériculture (1982-1991),

¹⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Societe-d-economie-mixte-pour-le-developpement>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

algues (1988-1995)

1983-2000

Métrage linéaire: 3,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 177 W¹⁴⁴

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Charente-Maritime

Circonscription de La Rochelle

Sommaire

177 W 1: Correspondances diverses adressées et en provenance de l'Ingénieur en chef du Génie rural sur la conchyliculture

1958-1959

Métrage linéaire: 0,05

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

¹⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Charente-Maritime-conchyliculture-1958-1959>

Finistère

Versement 1688W¹⁴⁵

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle : Maritime du Guilvinec, station d'Audierne.

Sommaire

Art 1-42 : administration du quartier, événements de mer, statistiques, organisation de la pêche, centrale nucléaire de Plogoff , registres

Dates extrêmes : 1940-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 4.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

¹⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-Audierne-evenements-de-mer>

Versement 1715W¹⁴⁶

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier : d'Audierne

Sommaire

Art 1-198 : gestion du service, gestion du littoral, gens de mer, pêche, monographies, statistiques, Campagnes de pêches, Affaires économiques , pêcheries, événements de mer, extractions

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1944-2002

Nombre d'articles : 198

Métrage linéaire : 19.80

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1687W¹⁴⁷

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle : maritime de Brest

Sommaire

Art 1-36 : Monographies, statistiques des pêches, campagnes coquillères rade de Brest, aménagement et préservation du littoral, manifestations nautiques

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1945-2004

¹⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-gestion-du-quartier-d-Audierne>

¹⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-d-archives-DDAM-du-Finistere-peches-campagnes-coquillieres>

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 3,60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1676W¹⁴⁸

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier : de Brest

Sommaire

Art 1-4 : plan de relance des pêches, rade de Brest : vocation ostréicole, coquilles, reconstitution fond homardiers

Dates extrêmes : 1960-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

¹⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-plan-de-relance-des-peches>

Versement 1692W¹⁴⁹

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime de Brest

Sommaire

Art 1-74 : administration du quartier – statistiques et 'études – achats ventes navires – infraction et accidents de mer - pêche – ostréiculture – conchyliculture – hydrocarbures

Dates extrêmes : 1920-1997

Communicabilité : voir code du patrimoine

Métrage linéaire : 3.90

Lieu de conservation : Archives départementale du Finistère

Versement 1694W¹⁵⁰

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime : de Brest

Sommaire

Art 1-124 : vie du marin, administration des navires, statistiques monographies 'études, administration du quartier, hydrocarbures, infractions et surveillance, pilotage et remorquage, naufrages et sauvetages, pêche, cultures et extraction en rade, mortalité coquillages

Dates extrêmes : 1910-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

¹⁴⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-infraction-et-accidents-de-mer>

¹⁵⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-hydrocarbures-infractions-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Nombre d'articles : 124

Métrage linéaire : 12.40

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1967W¹⁵¹

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime : de Morlaix

Sommaire

Art 1-55 : administration du quartier, naufrages et accidents de mer , commission nautique locale, coopératives maritimes, cultures marines, pêche

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1900-2003

Nombre d'articles : 55

Métrage linéaire : 5.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

¹⁵¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-naufrages-et-accidents-de-mer>

Versement 1402 W¹⁵²

Direction départementale de l'équipement du Finistère

Sommaire

Pêche

1402 W 1: Statistiques, port d'Audierne, 1972-1985

Métrage linéaire: 0,1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1835 W¹⁵³

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

Pêche

1835 W 1-8: rapports, études, mémoires, thèses, 1985-2009

Métrage linéaire: 0,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

¹⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-peche-1972-1985>

¹⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Finistere-etudes-sur-la-peche-1972-1985>

Versement 1983 W¹⁵⁴

Conseil départemental du Finistère

Sommaire

1835 W 1-34: soutien de la pêche: marées noires, tempêtes .., 1991-2004

Métrage linéaire: 3,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Morbihan

Versement 1446 W¹⁵⁵

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

Quartier maritime de Lorient

Présentation du contenu

Ce Versement du quartier maritime de Lorient s'articule en huit grandes parties :

- Administration générale : on y trouve essentiellement des registres de correspondance ;
- Gens de mer : cette partie regroupe la gestion administrative des marins relevant du régime de la marine marchande, leur formation, le régime disciplinaire et les dossiers du tribunal maritime commercial ;
- Navires et navigation : concerne l'immatriculation des navires rattachés au quartier, la sécurité de la navigation en mer ainsi que les dossiers des disparitions en mer, les naufrages et épaves ;
- Police des activités de pêche : s'y trouvent les autorisations de pêche et de cultures marines ;

¹⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-Finistere-soutien-de-la>

¹⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-quartier-maritime-de-Lorient>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- Cultures marines et environnement : présente les autorisations de pêche et de culture marines ;
- Encadrement économique des structures de pêche : cette partie regroupe toutes les aides européennes et nationales pour réduire ou moderniser la flotte ;
- Tutelle administrative du directeur des affaires maritimes ;
- Statistiques de pêche : présente les monographies publiées par type de pêche.

1919-2001

métrage linéaire: 46 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1741 W¹⁵⁶

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

Quartier maritime de Vannes

Présentation du contenu

Ce Versement du quartier maritime de Vannes s'articule autour de cinq grandes parties :

- Administration générale : on y trouve essentiellement des rapports d'activité, des ordres de service, des registres de correspondance ;
- Gens de mer : regroupe la gestion administrative des marins relevant du régime de la marine marchande, leur distinction honorifique, leur formation, le régime disciplinaire ; et le service de santé ;
- Navire et navigation : concerne l'immatriculation des navires rattachés au quartier, la sécurité de la navigation en mer ainsi que les dossiers des disparitions en mer, les naufrages et épaves ;
- Pêche maritime : s'y trouvent les statistiques, la police de la pêche, la crise de la pêche et le suivi des organisations professionnelles ;

¹⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-quartier-maritime-de-Vannes>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- Eau et biodiversité : regroupe la protection halieutique de la baie de Quiberon-Vilaine, le schéma d'aptitude et d'utilisation de la mer et le schéma de mise en valeur de la mer.

1905-2005

métrage linéaire: 19,40 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 101 W¹⁵⁷

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement s'articule autour de cinq grandes parties :

- Administration générale : on y trouve essentiellement la correspondance et la comptabilité du quartier de Groix. À noter dans cette partie un recueil de chansons de marins dont quelques unes évoquent l'Île de Groix ;
- Gens de mer : regroupe la gestion administrative des marins, leur formation avec le fonctionnement des écoles maritimes et la gestion sociale en relation avec l'établissement national des invalides de la marine ;
- Navire et navigation : concerne l'immatriculation des navires rattachés au quartier, la sécurité de la navigation en mer ainsi que les dossiers des disparitions en mer, les naufrages et épaves ;
- Pêche maritime : s'y trouvent les statistiques, la police de la pêche, la crise de la pêche et le suivi des organisations professionnelles ;
- Cultures marines : cette petite partie rassemble quelques autorisations de concessions d'établissement de pêche notamment pendant la seconde guerre mondiale.

1927-1961

¹⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-peches-maritimes-et-cultures>

métrage linéaire: 11 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 2078 W¹⁵⁸

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

quartier maritime de Vannes

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des documents relatifs aux gens de mer à savoir notamment des rapports détaillés d'accident ou de maladie, des documents relatifs aux navires avec des registres d'immatriculation, d'armement et de désarmement et enfin quelques statistiques de pêche maritime.

1939-1995

métrage linéaire: 5,40 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

¹⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-quartier-maritime-de-Vannes-2636>

Pas-de-Calais

Versement 2836 W¹⁵⁹

Direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Direction interdépartementale des affaires maritimes de Boulogne-sur-Mer

Sommaire

- 1 à 6** : Rapports annuels d'activité et statistiques du port de Boulogne-sur-Mer
- 7 à 11** : Organisation des escales des navires de guerre (français et étrangers)
- 12 à 28** : Autorisations de manifestation nautique
- 29 à 32** : Préparation des visites ministérielles et préfectorales
- 33 à 43** : Gestion de la filière aval des pêches maritimes
- 44 à 45** : Décoration du mérite maritime et de la Légion d'honneur
- 46** : Événements de mer
- 47 à 59** : Participation à diverses commissions et assemblées
- 60** : Domaine public maritime
- 61 à 69** : Pêche maritime et conchyliculture
- 70** : Traversée insolite de la Manche
- 71** : Port de Boulogne-sur-Mer
- 72** : Organisation du trafic en Manche
- 73-74** : Documentation générale
- 75 à 98** : Police des pêches et de la navigation (enquêtes et infractions)
- 99 à 113** : Environnement, réserve naturelle
- 1948-1980

Métrage linéaire: 10, 40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Pas-de-Calais

¹⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Pas-de-Calais-ports-peches-reserve>

Vendée

Versement 2188 W¹⁶⁰

Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée

Délégation à la mer et au littoral

Sommaire

21888 W 1-97: Notes et ordres de service, 1994-2001. Droit au travail, 1989-2001. Coopératives maritimes, 1986-1997. Associations et comités de pêche, 1984-2000. Saint-Gilles-Croix-de-Vie : pontons, 1995-1997. Surveillance du littoral, 1990-1994. Coquillages, 1967-1986. Unité littorale des affaires maritimes (ULAM), 1994-1998. Marins : accidents du travail, retraites, décès, pensions, 1906-1987. Entreprises de pêche : redressements financiers, 1994. Procédures pénales, 1990-1995. Marine marchande : comptabilité, 1960-1970 ; livre des punitions, 1927-1987. Désarmement des bâtiments de commerce : registre, 1955-1957, 1960. Armement : registre, 1978-2002 ; visites de sécurité : registres, 1986-1997.

1906-2002

Métrage linéaire: 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vendée

¹⁶⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Vendee-peche-littoral-1906-2002>

Versement 2186 W¹⁶¹

Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée

Délégation à la mer et au littoral

Sommaire

2186 W 1-285: Contrôles administratifs, 1993-2000. Visites de mises en service des bateaux, 1956-1985. Navires exploités en Afrique sous pavillon français, 1973-1996. Plan Melik, 1991-1994. Statistiques, 1985-1995. Saisons estivales, 1988-1998. Histoire maritime, 1996-2002. Chantiers : plans approbation de la Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance (CNSNP), 1978-1989. Epaves, 1945-2002. Vendée Globe, 1992-2001. Manifestations nautiques, 1992-2001. Rénovation de la Direction départementale des affaires maritimes (DDAM), 1993. Logement de fonction, 1933-2001. Monographies sur la pêche, 1939-1990. Mareyeurs, pêcheurs, 1970-1997. Civelles, carrelets, crabes-nageurs, lançons, 1979-1999. La Faute-sur-Mer : concession de l'estuaire du Lay, 1998 ; aménagement du port, 1997-1999. Chalutage pélagique, 1985-1997. Campagnes sur le thon, 1990-2000. Associations et comités de pêche, 1981-1999. Programme d'orientation pluriannuel (POP), 1984-1994. Elections au Comité local des pêches maritimes (CLPM). Sorties de flotte, 1993-1997. L'Aiguillon-sur-Mer, 1955-1995. Coquillages, 1986-2001. Commission des cultures marines aux Sables d'Olonne, 1993-2008. Ports, 1939-1992. - Jard-sur-Mer, réseau d'eaux fluviales, 1995 ; station d'épuration, 1998. Tempête, 1999. Erika, 1999. Contentieux Aqua Vendée, 1986-2001. Comptabilité, 1948-1981. Coopératives maritimes, 1990-1994.

1933-2008

Métrage linéaire: 28

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vendée

¹⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Vendee-navigation-de-plaisance-peche-1933>

Versement 2410 W¹⁶²

Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée

Délégation à la mer et au littoral

Sommaire

2410 W 1-3: Aquaculture, mareyage, producteurs et coopératives, 1992-2003

Métrage linéaire: 0,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vendée

Versement 2560 W¹⁶³

Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée

Délégation à la mer et au littoral

Sommaire

2560 W 1-27: Quartier maritime de Noirmoutier. - Aides européennes (flotte de pêche, investissements à terre, construction ou acquisitions de navires) : dossiers individuels. Permis de mise en exploitation. Comité interprofessionnel de la conchyliculture, 1982-2000. Enregistrement des procès-verbaux, 1965-2004. Courrier, 1979-2002. Infractions, 1987-2007. Réglementation. Restructuration de l'hôpital local de Noirmoutier, 1985-1993. Centre de marée de Noirmoutier, 1985-1999. Organisation de producteurs des pêcheurs artisans de l'île de Noirmoutier (OPPAN), 1946-2003.

1946-2007

¹⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Vendee-Aquaculture-mareyage-producteurs-et>

¹⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Vendee-peche-littoral-1906-2002>

Métrage linéaire: 3,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vendée

Guadeloupe

Versement 1113 W¹⁶⁴

Direction départementale des affaires maritimes de la Guadeloupe

Sommaire

Art 1-xx: aquaculture, catastrophes naturelles, 1979-1987

Métrage linéaire: x

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Guadeloupe

Réunion

Versement 1041 W¹⁶⁵

Préfecture de la Réunion ; secrétariat général aux affaires économiques (SGAE) ; service du développement et de la production ; bureau de l'industrie et de l'artisanat.

Sommaire

Art 1-88 : Pêche et conchyliculture, industrie, zone industrielle, transports terrestres et maritimes, commerce de gros et de détail. - 1966-1975

Métrage linéaire 8,8 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

¹⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-de-la-Guadeloupe-aquaculture-catastrophes>

¹⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-La-Reunion-Peches-conchyliculture-1966-1975>

Versement 417 W¹⁶⁶

Préfecture de la Réunion.

Sommaire

Art 1-24 - Pêche maritime, conserveries de poissons, lagon et port de Saint-Pierre, pêche au thon, aquaculture, ISTPM, crevettes, langoustes, armements malgaches, coopération régionale dans le domaine de la pêche.. – 1966-1974

Métrage linéaire : 1,9 ml

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Cultures marines

Administration centrale

Répertoire 20090211¹⁶⁷

Ministère : agriculture et pêche

Direction : pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : aquaculture

Bureau : conchyliculture

Sommaire

Réglementation relative à la qualité des eaux. 1935-1991

Art 1 Conventions internationales de protection des eaux. [1970]-1991

Art 2-3 Réglementation nationale. 1975-1991

Art 3 (suite) Instauration de périmètres de protection autour des zones conchylicoles. 1935-1984

Réglementation et contrôle sanitaires des coquillages. 1962-1994

Art 4 Réglementation sanitaire. 1977-1991

Art 4 (suite)-5 Réforme du contrôle sanitaire et technique des coquillages. 1984-1990

Art 5 (suite)-6 Régime des importations de coquillages. 1962-1994

Art 7 Régime des exportations de coquillages. 1970-1993

Protection du littoral et des milieux aquatiques. 1968-2004

Art 7 (suite)-10 Réglementation relative à l'urbanisme et l'aménagement du littoral.

¹⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-La-Reunion-peche-maritime-1966>

¹⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Reglementation-relative-a-la-qualite-des-eaux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1974-1994

Art 10 (suite)-18 Agrément des contrats de rivière et contrats de baie. 1990-2004

Art 18 (suite)-19 Concessions de cultures marines sur le domaine public maritime. 1968-1995

Art 19 (suite) Délimitation du périmètre de rivage. 1973-1979

Gestion des crises sanitaires et environnementales. 1976-1994

Art 19 (suite)-20 Eaux résiduaires dans les zones de cultures conchyliques. 1977-1987

Art 20 (suite)-21 Parasitose de *Bonamia ostreae* sur les huîtres plates élevées en Bretagne. 1981-1988

Art 22-23 Pollution de l'estuaire de la Seine. 1976-1994

Aides au développement des cultures marines. 1966-2003

Art 23 (suite)-28 Culture des coquillages. 1966-2003

Art 28 (suite) Culture des algues. 1989-1991

Organisation économique et professionnelle de la conchyliculture. 1921-1990

Art 29 Réglementation de la vente des coquillages. 1921-1989

Art 30 Organisation de la profession conchylique. 1973-1990

Communicabilité : libre sauf 20090211/1, 4 : 25 ans ; 20090211/5-6, 18-19, 23, 28 : 75 ans

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 30

Support : plan, photo tirage couleur

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090211¹⁶⁸

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : Aquaculture

Sommaire

Réglementation relative à la qualité des eaux. 1935-1991

Art 1 Conventions internationales de protection des eaux. [1970]-1991

¹⁶⁸ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a37844.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 2-3 Réglementation nationale. 1975-1991

Art 3 (suite) Instauration de périmètres de protection autour des zones conchyliques. 1935-1984

Réglementation et contrôle sanitaires des coquillages. 1962-1994

Art 4 Réglementation sanitaire. 1977-1991

Art 4 (suite)-5 Réforme du contrôle sanitaire et technique des coquillages. 1984-1990

Art 5 (suite)-6 Régime des importations de coquillages. 1962-1994

Art 7 Régime des exportations de coquillages. 1970-1993

Protection du littoral et des milieux aquatiques. 1968-2004

Art 7 (suite)-10 Réglementation relative à l'urbanisme et l'aménagement du littoral. 1974-1994

Art 10 (suite)-18 Agrément des contrats de rivière et contrats de baie. 1990-2004

Art 18 (suite)-19 Concessions de cultures marines sur le domaine public maritime. 1968-1995

Art 19 (suite) Délimitation du périmètre de rivage. 1973-1979

Gestion des crises sanitaires et environnementales. 1976-1994

Art 19 (suite)-20 Eaux résiduaires dans les zones de cultures conchyliques. 1977-1987

Art 20 (suite)-21 Parasitose de *Bonamia ostreae* sur les huîtres plates élevées en Bretagne. 1981-1988

Art 22-23 Pollution de l'estuaire de la Seine. 1976-1994

Aides au développement des cultures marines. 1966-2003

Art 23 (suite)-28 Culture des coquillages. 1966-2003

Art 28 (suite) Culture des algues. 1989-1991

Organisation économique et professionnelle de la conchyliculture. 1921-1990

Art 29 Réglementation de la vente des coquillages. 1921-1989

Art 30 Organisation de la profession conchylique. 1973-1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 30

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Support : plan, photo tirage couleur

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120361¹⁶⁹

Ministère : Équipement, transports et mer

Direction : Pêche maritime et cultures marines

Sommaire

Art 1-50 : Développement des cultures marines, 1969-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 5 ml

Nombre d'articles : 50 (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920161¹⁷⁰

Ministère : Équipement, transports et mer

Direction : Pêche maritime et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Art 1-6 : concessions conchyliques : répertoires, interventions, réglementation, 1899-1982

¹⁶⁹ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-detaille-administration-centrale-a37845.html>

¹⁷⁰ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a16200.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 7-14 : 'études et rapports sur l'ostréiculture et l'aménagement du littoral, 1923-1980

Art 15-16 : projets d'établissements en zone insalubre, sinistres, 1940-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 2 (5 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850395¹⁷¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêche maritime et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Art 1-3 (MAR 9613-MAR 9615) : généralités sur le FIDAR (Fonds d'investissement pour le développement et l'aménagement rural), et programme des tranches d'aide à l'aquaculture

1980-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁷¹ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a37841.html>

Versement 19830283¹⁷²

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêche maritime et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Art 1-10 (MAR 7537-MAR 7546) : conchyliculture, 'études, procès verbaux de sections régionales, établissements des pêches maritimes

1924-1981

Art 11-27 (MAR 7547-MAR 7563) : salubrité des coquillages, maladies, calamités, pollution

1937-1980

Art 28-35 (MAR 7564-MAR 7571) : pollution

. Mission interministérielle déléguée de l'eau (MIDE),

. Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE)

1962-1980

Art 36-47 (MAR 7572-MAR 7583) : salubrité des coquillages

. contrôle par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM), mortalité des coquillages

1924-1976

Art 48-57 (MAR 7584-MAR 7593) : prix des huîtres, taxes, aides à la conchyliculture

1926-1977

Art 58-67 (MAR 7594-7603) : importations, immersions de coquillages

1932-1978

Art 68-109 (MAR 7604-7645) : aquaculture, grands travaux, chasse sur le domaine public maritime

1950-1978

Art 110-139 (MAR 7646-MAR 7675) : cadastre des établissements publics maritimes

1908-1977

¹⁷² Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a37839.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 139

Métrage linéaire : 13.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 20110381¹⁷³

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Archives du contrôle sanitaire des établissements et des coquillages

Art 1-3 : Contrats du COMité scientifique de l'action concertée « EXploitation des Océans » (COMEXO), 1961-1966

Art 4 : Conseils d'administration du Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO), 1967-1969

Art 5-23 : Contrats du CNEXO, 1967-1983

Art 24-29 : Rapports du CNEXO, 1970-1984

Art 30-33 : Archives de Philippe Le Lourd et Olivier Le Fauchoux, 1970-1984

Art 34-35 : Archives de G. P. Allen et Jean-Louis Mauvais, 1976-1984

Art 36-38 : Archives de Marc Kempf, 1977-1986

Art 39 : Archives de Jean-Claude Sibuet, 1973-1979

Art 40-43 : Archives du Professeur Lucien Laubier, 1962-1985

Art 44-49 : Archives de Jean Boucher, 1966-1984

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 16 ml

Conditions d'accès : en application des dispositions de l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine.

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁷³ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ifremer-controle-a48737.html>

Versement 20170529¹⁷⁴

Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Art 1-27 : Administration -50 : générale, 1978-2004

Art 28-50 : Coopération internationale, 1979-2004

Art 51 : Collaboration internationale : World aquaculture society (WAS), European aquaculture society (EAS) et AQUA 2000, 1994-2002

Art 52-62 : Projets européens, 1990-2003

Art 63-65 : Projets nationaux, 1991-2004

Art 66-144 : Stations aquacoles, 1978-2005

Art 145-155 : Projets régionaux, 1983-2004

Art 156-159 : Réseaux et outils scientifiques, 1991-2004

Art 160-179 : Collaboration scientifique, 1976-2004

Art 180-193 : Activités et 'études scientifiques spécifiques sur l'aquaculture, 1978-2003

Art 194-201 : Rapports d'activités, 1989-2004

Art 202-207 : Rapports scientifiques et techniques, 1989-2003

Art 208-209 : Rapports et comptes-rendus de missions, 1989-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1976-2005

Nombre d'articles : 209

Métrage linéaire : 34 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁷⁴ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ifremer-fonds-du-a48369.html>

Versement : 20170295¹⁷⁵

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Archives du Centre National pour l'EXploitation des Océans (CNEXO) et de L'Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : Dossiers de chercheurs, conseils d'administration et conseils scientifiques

Art 1-15 : Rapports du CNEXO, 1972-1983

Art 16-93 : Rapports de l'IFREMER, 1984-2014

Art 94-114 : Archives de personnalités d'IFREMER, 1973-2005

Nombre d'articles : 114

Métrage linéaire : 34 ml

Conditions d'accès : en application des dispositions de l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine.

Lieu de conservation : Archives nationales

Finistère

Versement 1675W¹⁷⁶

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier de Brest

Sommaire

Art 1-6 : conchyliculture en rade de Brest

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

¹⁷⁵ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-cnexo-ifremer-1959-a48736.html>

¹⁷⁶ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddam-du-finistere-a37834.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Dates extrêmes : 1952-1971

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1677W¹⁷⁷

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle Maritime de Brest

Sommaire

Art 1-4 : comité interprofessionnel des algues marines section goémon

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1943-1974

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

¹⁷⁷ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddam-du-finistere-a37835.html>

Versement 1671W¹⁷⁸

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier de Brest

Sommaire

Art 1-61 : cultures marines

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1941-1979

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 3,10

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Ille-et-Vilaine

Versement 2353 W¹⁷⁹

Direction régionale des affaires maritimes Bretagne

Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM)/Comité interministériel de restructuration pour la pêche artisanale (CIRPA)

Sommaire

2353 W 1 - 324: Gestion des mesures d'encadrement communautaires et nationales, réglementation et environnement

1934-2004

Métrage linéaire: 33, 6

¹⁷⁸ Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddam-du-finistere-a29773.html>

¹⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRAM-Bretagne-peches-maritimes-cultures-marines>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Versement 3056 W¹⁸⁰

Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

3056 W 1 - 128: Exploitation des cultures marines, suivi et contrôle.

1924-2014

Métrage linéaire: 9,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Morbihan

Versement 1742 W¹⁸¹

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

quartier maritime de Vannes

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des documents relatifs aux concessions de cultures marine

1940-2006

métrage linéaire: 16 ml

¹⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Exploitation-des-cultures-marines-suivi>

¹⁸¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-quartier-maritime-de-Vannes-2632>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1923 W¹⁸²

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

quartier maritime d'Auray

Présentation du contenu

Ce Versement s'articule autour de trois parties

- la pêche maritime : on y trouve notamment les statistiques et les autorisations de pêche ;
- les cultures marines : elles regroupent les concessions, les documents sur l'exploitation des différentes cultures, le contrôle de la salubrité et les statistiques conchyliques ;
- l'environnement lié au littoral, cette partie concerne la pollution du milieu, les calamités agricoles et ostréiques et la protection des espèces.

1937-2009

métrage linéaire: 30 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

¹⁸² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-concessions-conchyliques-repertoires>

Versement 2051 W¹⁸³

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

quartier maritime d'Auray

Présentation du contenu

Ce Versement comporte notamment des registres d'armement et de désarmement des navires et des matricules d'établissement de pêche

1923-1980

métrage linéaire: 2,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 2059 W¹⁸⁴

Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan

quartier maritime d'Auray

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des plans publics du cadastre conchylicole

1930-1980

métrage linéaire: 5,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

¹⁸³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-quartier-maritime-d-Auray-2634>

¹⁸⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Morbihan-quartier-maritime-d-Auray-2635>

Versement 1416 W¹⁸⁵

Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des documents concernant le casier sanitaire des établissements d'expédition conchylicole, ostréicole et mytilicole

1955-1997

métrage linéaire: 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

¹⁸⁵ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Morbihan-coquillages-1955-1997>

Prévention des risques

Historique du service producteur

La notion de Prévention des pollutions et des risques était mentionnée dans les attributions du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement : "...le ministre [...] a pour mission [...] de prévenir, de réduire ou supprimer les pollutions et nuisances de toutes natures.." (décret n°71-94 du 2 février 1971).

Une Direction de la prévention des pollutions et des nuisances (DPPN) est créée en 1975 avec 6 services jusqu'en 1978 : service chargé des problèmes de l'eau, service chargé des problèmes de la mer et des océans, service de l'environnement industriel, service des problèmes de l'atmosphère, service des problèmes de déchets solides, service des problèmes du bruit

A partir de 1981 jusqu'en 1985 cette entité devient direction de la prévention des pollutions avec 3 services et 3 sous-directions (service de l'environnement industriel, sous-direction de la pollution de l'air, service de l'eau, sous-direction des eaux continentales, sous-direction des eaux marines, service des déchets)

De 1986 à 1987, cette direction se compose de 3 services et 4 sous-directions : service de l'environnement industriel, sous-direction de la pollution de l'air, service de l'eau, sous-direction de la coordination et de la programmation, service de l'environnement industriel, sous-direction de la pollution de l'air, sous-direction de la coordination et de la programmation, sous-direction de l'aménagement des eaux, sous-direction de la qualité des eaux continentales et marines, service des déchets

De 1988 à 1992, la direction devient Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (DEPPR) avec une délégation aux risques majeurs rattachée au directeur, et 3 services - celui de l'environnement industriel, celui de l'eau, Service des technologies propres et déchets

A partir de 1993 la DEPPR se transforme en d'une part en direction de l'eau et d'autre part en Direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR). Le service de l'environnement industriel est maintenu et deux sous-directions sont créées : la sous-direction des produits et déchets et celle de la prévention des risques majeurs.

En 2008, deux directions générales sont créées : la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) et la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Elles héritent des attributions de l'ancienne DPPR du ministère de l'écologie et l'ancienne Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) de l'ancien ministère de l'industrie.

La DGEC est composée d'une direction de l'énergie et un service du climat et de l'efficacité énergétique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

La DGPR est constituée d'un service des risques technologiques, un service de la prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement et un service des risques naturels et hydrauliques.

Vous trouverez dans ce chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Risques naturels

Côtes-d'Armor

Versement 1298 W¹⁸⁶

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Côtes-d'Armor

Sommaire

1298 W 8-11 : Marées noires (1967-1979)

1298 W 12 : Tempête (1987)

Métrage linéaire: 0,3.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

¹⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Cotes-d-Armor-forets-marees-noires-tempete>

Finistère

Versement 2121 W¹⁸⁷

Conseil départemental du Finistère

Sommaire

2121 W 1-6: gestion de la pollution d'origine agricole

2121 W 7-24: gestion des déjections animales

1978-2006

Métrage linéaire: 2,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1830 W¹⁸⁸

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

1830 W 1-4 : Pollution par les algues vertes, ramassage : financement, compte-rendus d'interventions, guide des procédures (1970-2004)

1830 W 5-6 : Contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine : bilans par commune (1988, 1989).

Métrage linéaire: 0,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

¹⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-Finistere-pollution-d>

¹⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Finistere-pollution-par-les-algues-vertes>

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en littoral***

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Eau, biodiversité

La notion de Protection de la nature était mentionné dans les attributions du ministre délégué auprès du premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement : "...le ministre [...] a pour mission d'assurer la protection des sites et paysages." (décret n°71-94 du 2 février 1971).

Une Direction de la protection de la nature (DPN), créée en 1975 jusqu'en 1992, était composée d'un service de la chasse et de la faune sauvage, d'un service de la pêche et de l'hydrobiologie et d'un service des espaces naturels.

A partir de 1993, la direction de la protection de la nature devient la Direction de la nature et des paysages. Elle était composée de 3 sous-directions : aménagement du paysage, chasse, faune, flore et espaces naturels

En 1998, la sous-direction aménagement du paysage est devenue sites et paysages. La Chasse, faune, flore est devenue Chasse, faune, flore sauvages. La sous-direction de l'évaluation environnementale et de l'aménagement durable est créée. La sous-direction espaces naturels a été maintenue.

En 2000, l'organigramme est maintenu, seule la sous-direction de l'évaluation environnementale et de l'aménagement durable disparaît.

En 2008 : la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) hérite des attributions des anciennes directions de la nature et des paysages et de l'eau du ministère de l'écologie et celles concernant l'habitat et l'urbanisme du ministère de l'équipement.

Elle est composée d'une direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, d'une direction de l'eau et de la biodiversité et d'un service des affaires générales et de la performance.

Espaces naturels

National

Versement 20070642¹⁸⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

20070642/1, 3, 5, 6, 9, 14, 16-17, 21-22, 24-25, 38: Séances du Conseil national de la protection de la nature (CNP) sur les réserves naturelles Dune Marchand (Nord), de Roque-Haute (Hérault), de Camargue (Bouche du Rhône), de Cap Sizun et Sept Iles (Finistère et Côtes-du-Nord), parc national ou régional dans les Mont d'Arrée (Finistère), la baie d'Audierne (Finistère), l'île Saint Nicolas et les Glénans (Finistère), l'archipel de la Molène (Finistère), la presqu'île de Cadoren Ouessant (Finistère), le golf du Morbihan, la tourbière de Venec (Finistère), Ilots de Banneg, Balaneg et Trielen (Finistère), île de Groix (Finistère), réserve naturelle de Saint-Brieuc (Côtes du Nord), réserve naturelle d'Iroise (Finistère), Saint-Nicolas-des-Glénans (Finistère), Parc National Marin de la Mer d'Iroise (Finistère), marais de Séné (Morbihan), PNR du Morbihan, parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale (Nord-Pas-de-Calais, dune de Marquenterre (Somme), Projet de réserve naturelle en Baie de Somme, baie du Mont-Saint-Michel (Manche), Cap d'Antifère (Seine-Maritime), estuaire de la Seine (Seine-Maritime et Eure), réserves naturelles: pointe d'Arcay (Charente-Maritime), la baie d'Yves (Charente-Maritime), Ile d'Oléron (Charente-Maritime), réserve naturelle sous-marine à Cerbère (Pyrénées-Orientales), sauvegarde de la Camargue (Bouches-du-Rhône), protection de l'île de Bagaud (Var), Avant projet de création du parc national des Iles d'Hyères (Var), réserve naturelle de la presqu'île de Caravelle (Martinique), réserve naturelle des îlets de Sainte-Anne (Martinique), projet d'arrêté fixant la liste des tortue marines protégées dans le département de la Martinique, Parc national de Guadeloupe, Grand Cul de Sac Marin (Guadeloupe), réserve marine de l'île de Saint Barthélémy (Guadeloupe), réserve naturelle des Iles Petite Terre (Guadeloupe), réserve naturelle de l'île de Saint Martin (Guadeloupe). Avis sur les suggestions présentées par la société réunionnaise pour l'étude et la protection de la nature dans le but de protéger les fonds marins de l'île de la Réunion. Demande présentée par la France à la conférence des parties de la Convention de Washington, concernant les tortues marines produites par la ferme CORAIL (La Réunion), projet de création de réserve naturelle sur les formations récifales de la côte ouest et sud de la Réunion (Réunion),

¹⁸⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseil-national-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

réserve naturelle de l'îlot Bouzi (Mayotte), réserve naturelle nationale du lagon de Mayotte (Mayotte)

1951-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 0,5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080058¹⁹⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-4 : Réserves naturelles (RN) : législation, méthodologie, synthèses de gestion et études. 1976-2004

Art 4 (suite)-5 : Espaces naturels, réserves naturelles : gestion, 'études (classement par département), 1985-2000

Art 6-10 : Réserves naturelles volontaires (RNV) : création et gestion (classement par département), 1997-2000

Art 10 (suite)-12 : Protection de biotope : législation, décisions, arrêté de protection de biotope (APB) (classement par département), 1975-2005

Art 12 (suite) : Réserves biologiques domaniales (RBD) et non domaniales, forêts biologiques domaniales (FBD) : arrêtés d'aménagement, 1979-1987

Art 13-156 : Réserves naturelles : textes de classement, consultations locales et nationales, 'études, enquêtes, plans, cartes, contentieux (classement par département), 1962-2002

Art 157-159 : Réserves naturelles : projets de classement.(classement par département), 1973-2002

¹⁹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reserves-naturelles-1973>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 159

Métrage linéaire : 53.00 ml (159 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960018¹⁹¹

Ministère : Environnement

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Parcs nationaux

Sommaire

Art 1-13 : Généralités, 1965-1992

Art 14-92 : Dossiers ou projets de création, 'études, aménagements :

(14) **Camargue**, 1993

(15-22) **île de Porquerolles**, 1971-1984

(23-28) **Port-Cros**, 1961-1978

(29-30) **Guadeloupe**, 1969-1979

(40-42) **Écrins**, 1971-1981

(43-72) **Mercantour**, 1966-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-nationaux-1953>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement 20080436¹⁹²

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire :

Art 1-4 : Législation, réglementation, 1960-1974

Art 7-11 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), 1997-2004

Art 29 : Mission de l'environnement rural et urbain (MERU) : protection du **littoral**, 1971-1976

Art 64-68 : Parc naturels régionaux (PNR) : chartes constitutives, dossiers financiers, gestion, 'études, 1968-1992

Communicabilité libre

Métrage linéaire 25 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation Archives nationales

Cotes 20150743/1-20150743/95¹⁹³

Date 1953-2008

Nom du producteur Bureaux des parcs nationaux et des réserves

Importance matérielle et support 11,1 ml (37 cartons DIMAB)

Localisation physique Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Description

Cotes : 20150743/1-20150743/13

¹⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-espaces-naturels-1960>

¹⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Parcs-nationaux-et-1231>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1953-2008

Secrétariat d'instances consultatives

Cotes : 20150743/14-20150743/34

1977-2008

Création et suivi des réserves naturelles

Cotes : 20150743/35-20150743/60

1959-2008

Création et suivi des parcs nationaux

Cotes : 20150743/61-20150743/75

1973-2009

Création et réforme des parcs naturels marins

Cotes : 20150743/76-20150743/95

1988-2008

Développement et valorisation des compétences de gestionnaire des parcs et réserves

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Ille-et-Vilaine

Versement 1896W¹⁹⁴

Direction régionale de l'environnement de Bretagne

Service nature et paysages

Sommaire

Art 1-8 : grands sites naturels et parc national marin d'Iroise (Finistère), 1987-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

¹⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-grandes-sites-naturels-et-Parc>

Littoral et milieux marins

National

Versement F/46/1-F/46/983¹⁹⁵

Ministère : Marine marchande

Sommaire

F46/608-F46/658 : Délimitation du domaine public maritime : requête, enquête, cartes, relevés (XIXème siècle-1957)

Métrage linéaire : 16

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20144637¹⁹⁶

Ministère : Marine marchande

Sommaire

Art 1-6 : Documents témoins conservés., 1870-1992

Art 7-33 : Fonctionnement de l'administration., 1960-1988

Art 34-41 : Réformes des services des affaires maritimes, 1967-1998

Art 42-45 : Implication du ministère de la mer dans une politique environnementale, établissement de la loi de protection du littoral, 1954-1990

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 4,10 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-delimitation-du-domaine>

¹⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-Marine-marchande-1870-1998h>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement 19930445¹⁹⁷

Ministère : tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-93, 143-145, 153 (tour 589-681, 731-733, 741). Aménagement du littoral : Dossiers de demande de prêts, de concession, projets, 1964-

Art 94-142, 177 (tour 682-730, 765) : Collection d'études reçues ou commandées par le service, 1964-1980.

Art 146-150 (tour 734-738) : Protection et aménagement du littoral des grands lacs de Savoie et de Haute-Savoie, 1968-1979.

Art 151 (Tour 739) : Ports fluviaux : Projets d'aménagement, 1973-1976.

Art 152 (tour 740) : Parc national de port Cros, 1973-1977.

Art 154-176 (tour 742-764) : Plan d'urbanisme Directeur pour les départements concernés, 1965-1970

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-du-tourisme-etudes-et-d-amenagement>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement 20090316¹⁹⁸

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-Direction : Milieux aquatiques et gestion de l'eau

Sommaire :

Art 828-859 : Conseil supérieur de la pêche (CSP), 1986-2007

Art 860-882 : Rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel, 1996-2002

Art 883-929 : Affaires internationales : protection du littoral, convention Oslo Paris (OSPAR) sur la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord, 1984-2003

Communicabilité libre

Métrage linéaire : 30

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-agences-de-l-eau-1310>

Versement 19930565¹⁹⁹

Ministère : tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-23 : Photographies du littoral : Sites touristiques, équipements de loisirs ou de plaisance (diapositives) vers 1980.

Art 24-28 : Diapositives de ports. Classement alphabétique par nom de ville. Art 29 : Diapositives concernant la plaisance et le littoral dans les DOM TOM.

Art 30 : Plaisance : Diapositives d'équipement pour la plaisance à l'étranger.

Art 31-37 : Photographies, négatifs, planches contact illustrant le littoral (art 23-25 tirages couleur)

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860098²⁰⁰

Ministère : Urbanisme, Logement et Transports

Direction : Urbanisme et paysages

Sous-direction : Planification

Sommaire

Stations et zones touristiques

Art 1-14 (AFU 9390-AFU 9403) : **aménagement du littoral**, (dont La Grande Motte dans l'Hérault)

projets et concessions,
enquêtes d'utilité publique,
par région :
1961-1982

¹⁹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-du-tourisme-photographies-du-littoral>

²⁰⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Stations-et-zones-touristiques-1961-1982>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 15-17 (AFU 9404-AFU 9406) : aménagement des zones touristiques, études techniques et environnement
1972-1982

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 20120083²⁰¹

Ministère : Equipement

Direction : Architecture et urbanisme

Sommaire

Art 1-51 : Politique de protection du littoral, 1960-1992

Art 52-99 : Politique de protection de la montagne, 1977-1992

Nombre d'articles : 99

Métrage linéaire : 11 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-protection-du-littoral>

Versement 19990352²⁰²

Ministère : Équipement, Logement, Transports et Mer

Direction : Architecture et urbanisme

Sommaire

Dossiers établis par les Directions départementales de l'équipement (DDE) portant sur la mise en œuvre des servitudes de passage le long du littoral établies par la loi du 31 décembre 1976.

Art 1-4 : rapports, notes et cartes sur l'État et les programmes d'établissement des servitudes littorales par régions et départements, 1978-1984.

Art 5-9 : projet de tracé du passage pionnier le long du littoral de la Manche, dossiers et plans indicatifs par communes, 1981-1985.

Art 10-12 : dossiers d'approbation des modifications ou suspensions des servitudes littorales établies dans le département des Côtes-du-Nord, 1985-1986.

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1 (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 19970192²⁰³

Ministère : Tourisme

Direction : Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-13 : Etudes concernant le littoral les dunes les plages la protection et l'aménagement du littoral, 1972, 1976-1988

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-mise-en-oeuvre-des-servitudes-de-passage-le-long>

²⁰³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagemnt-du-littoral-1972-1988>

Versement 19910509²⁰⁴

Ministère: Tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-11 : Etudes générales, études sur le tourisme de plein air, le camping sauvage, le camping sédentaire : Correspondance, rapports, enquêtes, 1974-1986.

Art 12-14. Aménagement des plages : Études générales et projets, 1967-1987.

Art 15-20. Aménagement du littoral : Études, projets, enquêtes, plans. Classement par régions, 1972-1989.

Art 21-27 : Statistiques camping-caravaning, 1977-1982.

Art 28 : Colloque de l'association des élus du littoral, congrès de l'association des stations du littoral en cours de modernisation, 1985-1987

Métrage linéaire: 9

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930445²⁰⁵

Ministère: Tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-93, 143-145, 153 (tour 589-681, 731-733, 741). Aménagement du littoral : Dossiers de demande de prêts, de concession, projets, 1964-1978.

²⁰⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-amenagement-des-plages>

²⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-du-tourisme-amenagement-du-littoral>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 94-142, 177 (tour 682-730, 765) : Collection d'études reçues ou commandées par le service, 1964-1980.

Art 151 (Tour 739) : Ports fluviaux : Projets d'aménagement, 1973-1976.

Art 152 (tour 740) : Parc national de Port Cros, 1973-1977.

Métrage linéaire: 50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990367²⁰⁶

Ministère: Tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-73 : Etudes concernant le littoral et le tourisme fluvial, 1969-1985

Métrage linéaire: 24

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-du-tourisme-littoral-et-tourisme>

Versement 19920097²⁰⁷

Ministère: Tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art. 1-2 : loi Littoral du 3 janvier 1986 : préparation, textes d'application (1979-1986).

Art. 3-12 : comités, commissions, groupes de travail, colloques, Conseil supérieur du tourisme (1974-1988).

Art. 13 : informatisation des offices de tourisme : études, budget, correspondance (1986-1987).

Art. 14-21 : plans VII à X : préparation des contrats de plan, dossiers régionaux, contrats Etat-régions (1985-1988).

Art. 22-28 : budgets (1973-1989), questionnaires parlementaires.

Art. 29-43 : contrats de station par région (1978-1989).

Art. 44-64 : aménagement touristique du littoral : dossiers techniques, études, devis (classement par région) (1969-1990).

Art. 65-82 : aménagement touristique du littoral : études, notes, rapports (classement thématique) (1975-1990).

Art. 83-128 : Etudes : Économie touristique littorale, stations touristiques, pays côtiers, plages et rivages, tourisme nautique, plaisance, tourisme fluvial, hébergements, patrimoine naturel, patrimoine maritime, équipements et animation de loisirs, transports, assainissement, aquaculture, tourisme de santé, inventaire des communes littorales, endigage, aménagement et urbanisme, mercatique, informatique, écologie du littoral (1976-1987).

Art. 129 : dossiers étranger : Espagne, Égypte : réunions, comptes rendus de missions, études (1979-1981).

Métrage linéaire: 63

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-du-tourisme-amenagement-touristique-du>

Versement 19920099²⁰⁸

Ministère: Tourisme

Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art. 1-7 : tourisme fluvial : réglementation, contrats de plan, inventaire des voies d'eau, groupes de travail, réunions (1964-1988).

Art. 8-10 : plaisance, études, notes, réunions (1965-1974).

Art. 10 : activités nautiques, camping nautique, activités à l'étranger (1977-1982).

Art. 11-19 : études, tourisme fluvial, plaisance, économie du tourisme, fiscalité, gestion hôtelière, généralités (1971-1990).

Art. 20 : Réseau d'information pour l'économie du tourisme (RIET) : organisation en Poitou-Charentes et en Corse, comptes rendus (1985-1986), programme littoral du SEATL : réunions, budget (1976-1978).

Art. 21 : tourisme en Corse, études (1972-1978), mission régionale, projets d'aménagement (1973-1979).

Art. 22 : contrats de plan, contrats de station, contrats de valorisation de stations littorales anciennes (1983-1987).

Art. 23-27 : IXe plan (1980-1989).

Métrage linéaire: 9

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-du-tourisme-amenagement-touristique-du-4017>

Versement 19960228²⁰⁹

Ministère: Tourisme

Agence française d'ingénierie touristique

Sommaire

Archives du Service d'études et d'aménagement touristique du littoral, prédécesseur de l'AFIT

Art 1-12 : Photographies aériennes des servitudes de passage des piétons dans certains départements du littoral, 1975-1980

Art 13-17 : p 181lans des schémas d'aménagement du littoral, 1975-1980

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-du-tourisme-photographies-du-littoral-4019>

Versement 19920538²¹⁰

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)

Art 1-2 : Conseils d'administration, dossiers de séances 1976-1992

Art 3-5 : Activités : colloques, voyages, installation à la corderie royale de Rochefort-sur-Mer, projets et rapports, rapports d'activités : 1970-1991
1970-1992

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030479²¹¹

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)

Art 1-97 : Dossiers d'acquisition de terrains classés par sites, 1977-2002
classement par commune

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 97

Métrage linéaire : 10 ml (33 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l>

²¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-de-l-espace-littoral-et-des-1657>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement 20150741²¹²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Aménagement, logement et nature

Direction : Eau et biodiversité

Sommaire

Art 1-32 : Protection des espaces littoraux et marins, 1978-2011

Art 33-72 : Protection des espèces, 1979-2008

Art 73-90 : Gestion du patrimoine immobilier du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), 1979-2008

Art 91-99 : Négociation de la Planification spatiale maritime (PSM), 2004-2013

Art 101-103 : Politique maritime intégrée (PMI), 2005-2011

Art 104-105 : Gestion du domaine public maritime et du littoral, 2004-2009

Art 106-109 : Projet de rétablissement du caractère maritime du port du Mont-Saint-Michel (Manche), 1991-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 -1 à 3

Nombre d'articles : 109

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Protection-du-Littoral-et-des-milieus-marins>

Versement 20120362²¹³

Ministère : Équipement

Direction : Transport maritime, ports et littoral

Sommaire

Art. 1-47 : Océanologie, protection des espaces maritimes, 1955-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 47

Métrage linéaire : 5 ml (16 cartons)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060160²¹⁴

Ministère : Marine marchande

Centre national pour l'exploitation des océans

Sommaire

Dossier d'André Giraud, vice-président du comité scientifique d'action concertée " exploitation des océans "

Art. 1 : création du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO)
1965-1967

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 1

²¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Oceanologie-protection>

²¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-creation-du-CNEXO-1965-1967>

Métrage linéaire : 1.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20130453²¹⁵

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Art 1 : Historique et fonctionnement de la Base Océanologique de Méditerranéen 1971-1979

Art 2-3 : Contrats CNEXO physiologie hyperbare, 1971-1985

Art 4-5 : Piles à combustibles COMEX/CNEXO, 1979-1983

Art 6 : Services des engins – STSM et STEP, 1971-1977

Art 7 : Commandes et contrats, 1962-1982

Art 8-15 : Robotique sous marine, 1986-2001

Art 16-27 : Archimède, 1952-1983

Art 28-41 : Archimède, 1963-1991

Art 42-48 : PLA2 6000, 1981-185

Art 49-58 : SAGA, 1968-2001

Nombre d'articles : 58

Métrage linéaire : 18 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Base-Oceanologique-de-Mediterranee-1952>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Versement n° 20060156²¹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Milieux aquatiques et gestion de l'eau

Sommaire

Art 1 : minutiers chronologiques, 1991

Art 2-5 : stratégie de protection, réseau de surveillance, 1974-2003

Art 6-10 : protection du littoral, 1964-2003

Art 10-19 : événements de mer, naufrages, accidents (Amoco-Cadiz, Erika ...), plans POLMAR : bilans, rapports, 1976-2003

Art 20-22 : Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), 1979-2004

Art 23-26 : déchets en mer, 1949-2003

Art 27-36 : droit international de la mer, 1969-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 4 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mer-protection-du>

Versement 19920558²¹⁷

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Art 1-4 : Réglementation sur la pêche fluviale

1896-1981

Art 5 : Conseil supérieur de la pêche

1960-1979

Art 6-7 : Fédérations des associations de pêcheurs professionnels, 1948-1981

Art 7 : Direction générale de la protection de la nature et de l'environnement

. Réunion, 1971-1972

. Journée de la pêche, 9 mars 1981

Art 8-17 : Exploitation de la pêche :

. réserves, 1972-1986

. baux et adjudications, 1922-1986

. établissements de pisciculture, 1890-1985

Art 18-24 : Espèces, saumon, 1889-1984

. lutte contre le rat musqué, 1935-1977

. enquêtes diverses, 1877-1984

Art 25 : Enseignement de la pêche

1900-1936

Art 25 : Relations internationales

1780-1978

Art 26-81 : Pollution : projets de loi (Art 28), procès-verbaux

1900-1988

Art 82 : Contentieux pêche et pollution

1899-1969

²¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peche-pollutions-1896>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Art 83-88 : Correspondance de la direction générale des eaux et forêts

1960-1989

Art 89-93 : Médailles d'honneur de la pêche et de la pisciculture, mérite agricole

1973-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 93

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19980051²¹⁸

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Architecture et urbanisme

Sous-direction : Politiques nationales d'aménagement

Sommaire

Application de la loi de protection du littoral, schémas d'aménagement, interventions par communes

Art 1 : outils administratifs et réglementaires, 1971-1981

Art 2-3 : littoral du Nord-Pas-de-Calais, 1974-1988

Art 4 : littoral picard, 1980-1987

Art 5-11 : littoral normand, 1960-1988

Art 12-16 : littoral breton, 1976-1989

Art 17 : littoral des Pays-de-Loire, département de Loire-Atlantique, 1976-1986

Art 18-19 : littoral vendéen, îles d'Yeu et Noirmoutier, 1974-1987

Art 20-26 : littoral charentais, île de Ré et d'Oléron, 1968-1987

Art 27-29 : littoral aquitain, 1971-1988

Art 30 : littoral méditerranéen, département du Var, 1975-1986

Art 31-34 : littoraux des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM), 1975-1987

²¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Application-de-la-loi-de-protection-du-littoral>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 3.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830480²¹⁹

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Ports et navigation maritimes

Sommaire

Art 1-5 (PM 1314-PM 1318) : congrès, associations, publications
congrès internationaux de navigation, congrès portuaire international, association
des grands ports français

. Articles publiés concernant les ports maritimes et les voies navigables
1961-1975

Art 1 (PM 1314) : tarification, organisation et réglementation du pilotage
1961-1969

Art 2-4,11-13, 30 (PM 1315-PM 1317, PM 1324-PM 1325, PM 1343) : littoral

- . lutte contre la pollution,
- . lutte contre la mer et les dommages causés par les inondations maritimes,
- . commission de coordination des recherches de corrosions et de salissures marines
- . transport de matières dangereuses et d'hydrocarbures,
- . commission technique de la prospection et de l'exploitation des hydrocarbures en mer
- . enquête du Conseil de l'Europe sur la protection et l'aménagement des zones côtières en Europe ,
- . valorisation des façades maritimes françaises,
- . profondeur des ports : problèmes posés par l'adhésion de la France à la convention sur le plateau continental : PV des séances de la comMission interministérielle,
- . loi du 3 décembre 1968 sur l'exploration et l'exploitation du plateau continental,
- . aménagement touristique du littoral : comMission interministérielle et service d'étude (dossiers des séances, rapports),
- . inventaire des ports de plaisance, fiches signalétiques des ports des Alpes-

²¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-congres-portuaires-ports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Maritimes,

. protection des sites (Mont-Saint-Michel) et inscription à l'inventaire

1928-1974

Art 5 (PM 1318) : problèmes sociaux : conflits, incidents et grèves, conflits du remorquage

convention concernant les inscrits maritimes

1961-1976

Art 5 (PM 1318) : conditions de navigation dans certaines parties du littoral : réglementation,

études et réglementation concernant les aéroglisseurs marins

1966-1973

Art 5-10, 14-15, 34 (PM 1318-1323,1327-1328,1347) : ports

. ports francs : proposition de loi tendant à leur création

. ports autonomes maritimes : loi du 29 juin 1965 : études préliminaires, documents parlementaires, séances du Conseil des Ministres et du Conseil d'Etat, décrets d'application

. ports maritimes : plans et autres documents les concernant, administration et régime (décrets),

organisation des ports maritimes de commerce

. ports des colonies (Algérie et Tunisie) : création, concessions, règlements, tarifs

1880-1969

Art 13 (PM 1326) : législation, réglementation :

correspondance et autres documents provenant de la Direction des ports maritime et voies navigables

1915-1970

Art 16-29 (PM 1329-PM 1342) : domaine public maritime : réglementation, concessions (de jetées promenades et de ponts transbordeurs entre autres), gestion

dossiers classés par département et par port

1880-1965

Art 31 (PM 1344) : contentieux, en particulier pour les contraventions de grande voirie

dossiers classés par département

1919-1960

Art 32-33 : aéronautique civile et création d'aéroports sur le domaine public maritime, mesures générales

dossiers classés par département et par port

1920-1951

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950346²²⁰

Ministère : Equipement transports et tourisme

Direction : Ports et navigation maritimes

Sommaire

Art 1-10 : études, projets de textes sur les servitudes de passage, utilisation des crédits, interventions

1971-1985

Art 11-24 : protection du littoral :

. enquête nationale de 1983, groupe de travail sur les parcs et réserves, lutte contre la pollution

1974-1988

. conservatoire du littoral : mise en place, rapports

1963-1984

Art 25-56 : domaine public maritime :

. réglementation, 1956-1985

. réservation de terrains privés : arrêtés par département, 1970-1979

. délimitations des rivages, 1970-1986

. concessions d'endigage, 1972-1987

. incorporation des lais et relais : enquêtes, dossiers par département, 1970-1984

. exploitation des fonds marins : études et réglementation sur les recherches d'hydrocarbures, demandes de permis exclusifs, 1955-1973

. cultures marines, chasse : réglementation, délimitation des lots de chasse, 1951-1985

. occupation du domaine par les ouvrages de télécommunications, 1974-1985

. travaux de défense contre la mer : études, dossiers par département, 1969-1989

. affaires ponctuelles, 1979-1985

Art 57 : police, sauvetage en mer

1967-1980

²²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-protection-du-littoral-domaine-public-maritime>

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 6 (18 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Alpes-Maritimes

Cotes 0677W 0001 à 0677W 0109²²¹ , daté du 01/01/1924 au 31/12/1980

Direction départementale des affaires maritimes des Alpes-Maritimes

Quartiers de Nice, Cannes et Antibes

Sommaire

Généralités

Secrétariat à la marine marchande .- Inscription maritime de Marseille :
correspondance, notes, circulaires

Administration principale de l'inscription maritime, quartier de Nice : correspondance

Direction régionale de l'inscription maritime : procès-verbaux de conférences
concernant l'organisation du service

Personnel

Registres de route, matricules des marins, pensions

Procédure disciplinaire

Protection du littoral

Demandes d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime

Délimitation du rivage

Marine marchande, plaisance et pêche

Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance :
dossiers d'approbation de modèles de navires

Contrôle annuel des navires : procès-verbaux de visite

Registre des entrées et sorties des bateaux dans le port de Nice

Registres de matricules des bateaux

Registres d'armement et de désarmement des navires

²²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Sommaire-DDAM-Alpes-Maritimes-protection-du-littoral-marine-marchande-plaisance>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Registre des ventes de bateaux

Contentieux

Incidents en mer

Distinctions honorifiques

1924-1980

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 109

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Bouches-du-Rhône

Versement 3187 W²²²

Service maritime et de la navigation des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-47 : gestion du domaine public maritime, 1949-2004

Métrage linéaire : 4,70 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

²²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-Bouches-du>

Versement 3220 W²²³

Service maritime et de la navigation des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-6 : gestion du domaine public maritime, 1961-2005

Métrage linéaire : 0,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Calvados

Versement 3188 W²²⁴

Conseil départemental du Calvados

Sommaire

Art 1-21: Archives du Syndicat Mixte Calvados Littoral Espaces Naturels (fermé le 31/12/2014): Procédure de création du syndicat (réunion, délibération...), registre de délibération, des arrêtés du personnel, dossiers de séance, dossiers syndicaux, séance et procédure de dissolution

1984-2015

Métrage linéaire: 2,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

²²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-Bouches-du-2329>

²²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-du-Calvados-Syndicat-Mixte>

Versement 2490 W²²⁵

Conseil départemental du Calvados

Sommaire

Art 1-41: Dossiers de travaux sur le littoral, défense contre la mer
1987-2001

Métrage linéaire: 5,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

Charente-Maritime

Versement 2893 W²²⁶

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

2893 W 1-39: Etudes, documents relatifs à l'élaboration du schéma de mise en valeur de la mer (1979-2001).

Métrage linéaire: 7,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

²²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-du-Calvados-travaux-sur-le>

²²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-schema-de-mise-en-valeur>

Versement 4194 W²²⁷

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

4194 W 1-2: Service littoral. Plaisance, étude générale économique, éléments pour un débat, photos de plages.

1991-2004

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 4196 W²²⁸

Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime

Service maritime

Sommaire

4196 W 1-4: Défense contre la mer ; carnets de nivellement.

2001-2008

Métrage linéaire: 0,70

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

²²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-littoral-1991-2004>

²²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Charente-Maritime-Defense-contre-la-mer-2001>

Versement 1 W-dépôt 1-457²²⁹

Conservatoire du littoral

Sommaire

Administration et fonctionnement du service, comptabilité, personnel, rapports et études, activités, données sur les sites, inventaire des carrières du littoral.

1965-2007 **Métrage linéaire:** 23,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 2 W-dépôt 1-78²³⁰

Conservatoire du littoral

Sommaire

Dossiers d'acquisitions:

fiche récapitulative,

dossier de mise en paiement (relevé de factures),

acte de vente,

mandat spécial,

avis du domaine,

attestation du notaire,

délibération du Conseil d'administration,

relevé d'identité bancaire,

attestation de publication et d'enregistrement à la conservation des hypothèques

1993-2007

²²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-du-littoral-fonctionnement-1965>

²³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-du-littoral-acquisitions-de>

Métrage linéaire: 8,70

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 3 W-dépôt 1-87²³¹

Conservatoire du littoral

Sommaire

Dossiers d'acquisitions:

fiche récapitulative, dossier de mise en paiement (relevé de factures),

acte de vente, mandat spécial, avis du domaine,

attestation du notaire,

délibération du Conseil d'administration, relevé d'identité bancaire,

attestation de publication et d'enregistrement à la conservation des hypothèques.

2006-2012

Métrage linéaire: 8,70

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

²³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-du-littoral-acquisitions-de-3849>

Versement 4 W-dépôt 1-170²³²

Conservatoire du littoral

Sommaire

Dossiers d'acquisitions:

fiche récapitulative, dossier de mise en paiement (relevé de factures),
acte de vente, mandat spécial, avis du domaine,
attestation du notaire,
délibération du Conseil d'administration, relevé d'identité bancaire,
attestation de publication et d'enregistrement à la conservation des hypothèques.

2010-2016

Métrage linéaire: 8,70

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Corse-du-Sud

Versement 1240 W²³³

Préfecture de la Corse-du-Sud

Sommaire

1240 W 83 - 84: acquisitions par le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres de la pinède de Palombaggia : dossier d'enquête d'utilité publique : correspondance, rapport, infraction au code de l'urbanisme

1991

²³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-du-littoral-acquisitions-de-3850>

²³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Corse-du-Sud-Acquisition-par-le>

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Corse-du-Sud

Côtes-d'Armor

Versement 1273 W²³⁴

Direction départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor

Sommaire

1273 W 1-18: Ports et littoral maritimes. • 1868-1980

Arrêtés d'occupation temporaire, péages locaux (1868-1967)

Statistiques portuaires (1951-1980)

Métrage linéaire: 1,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Versement 1778 W²³⁵

Conseil général des Côtes-d'Armor

Sommaire

1778 W 1-4: Enlèvement d'amendements marins, ramassage des algues vertes, travaux de défense contre la mer, aménagement d'infrastructures portuaires et documentation concernant la DDE.

²³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Cotes-d-Armor-Ports-et-littoral-maritimes>

²³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-Cotes-d-Armor-travaux-de-defense>

1978-1994

Métrage linéaire: 0,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Finistère

Versement 1009 W²³⁶

Direction départementale de l'équipement du Finistère

Sommaire

1994 W 1-382: Gestion du littoral: ports, île d'Ouessant.

1901-1987

Métrage linéaire: 38

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1833 W²³⁷

Direction départementale de l'équipement du Finistère

Sommaire

1833 W 1: Aménagement du littoral,

1941-1968

²³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-gestion-du-littoral-1901-1987>

²³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-amenagement-du-littoral-1941-1968>

Métrage linéaire: 0,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 46S²³⁸

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

Art 1-6 : extractions de matériaux, travaux maritimes, 1860-1911

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.70 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Gironde

Versement 3423 W²³⁹

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Archives de M. Philippe Saint Marc, président

1967-1970

Métrage linéaire: 4,9

²³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-extractions-de-materiaux-travaux>

²³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3424 W²⁴⁰

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Archives de l'Organisme régional d'étude et d'aménagement d'aire métropolitaine (OREAM). Archives de M. Burlatchargé de mission

1970-1980

Métrage linéaire: 14,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3426 W²⁴¹

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Etudes et rapports

1968-1986

Métrage linéaire: 6,75

²⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3926>

²⁴¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3935>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3427 W²⁴²

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Aménagement de la côte Aquitaine dans les Pyrénées-Atlantiques

1972-1991

Métrage linéaire: 12,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3457 W²⁴³

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Documents figurés : plans, photographies, films, diapositives

1992

Métrage linéaire: 4,6

²⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3928>

²⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3929>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3458 W²⁴⁴

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Dossiers de Michel Marty, architecte urbaniste : plans de camping, assistance architecturale, plans des plages

1975-1985

Métrage linéaire: 7,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3460 W²⁴⁵

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Tourisme intérieur : dossiers constitués par les architectes Dryjski (M. et Mme), recrutés sur contrat Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)

1965-1981

²⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3930>

²⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3931>

Métrage linéaire: 1,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3461 W²⁴⁶

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Avis sur les permis de construire des communes côtières. Autorisation de défricher
1977-1988

Métrage linéaire: 5,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3462 W²⁴⁷

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Dossiers divers
1970-1988

Métrage linéaire: 8,6

²⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3932>

²⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3933>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3463 W²⁴⁸

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Dossiers divers

1971-1982

Métrage linéaire: 4,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3464 W²⁴⁹

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Dossiers divers

1968-1986

Métrage linéaire: 1,3

²⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3934>

²⁴⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3935>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3467 W²⁵⁰

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Dossiers et documentation divers, études, dossiers de campings
1971-1986

Métrage linéaire: 4,6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 3470 W²⁵¹

Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA)

Sommaire

Pistes cyclables

plans des plages

Dossiers de communes du Bassin d'Arcachon : zone d'activité commerciale (ZAC), dossiers de travaux...

Fonctionnement de la mission.

²⁵⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3936>

²⁵¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-d-amenagement-de-la-3937>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Dossiers d'aménagement.

1985-1991

Métrage linéaire: 5,7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 4607 W²⁵²

Service maritime et de navigation de la Gironde

Subdivision d'Arcachon

Sommaire

Affaires et études générales,
dossiers des communes et des ports,
travaux de défense contre la mer,
environnement et urbanisme,
domaine public maritime
1887-2002

Métrage linéaire: 18,3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

²⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-de-la-Gironde>

Hérault

Cote : 1103 W²⁵³

Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon

Importance matérielle (ml) : 77,57 ml

Dates : 1963-1980

Présentation du producteur

Après quatre ans de réflexion menée notamment par le ministre de la Construction Pierre Sudreau, l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon est décidé par le gouvernement de Georges Pompidou le 18 juin 1963. Le décret 63-580 du 18 juin 1963 entérine la création de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon dont l'objectif est "d'assurer dans les quatre départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales la coordination des actions entreprises pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon" (décret n°63-580, art 1). Le gouvernement veut alors apporter à l'économie de la région, déséquilibrée par la prédominance de la viticulture, d'autres activités, notamment celles liées au tourisme. "La Mission est chargée de définir le programme général d'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon, d'en déterminer les moyens d'exécution et d'en suivre la réalisation par l'Etat, les collectivités locales et par tout organisme public ou privé agissant avec l'aide de l'Etat ou son contrôle". (décret 63-580, art 6).

La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est la première "Administration de mission" créée en France, responsable unique de l'opération dont elle est chargée. Elle relève directement du Premier ministre et dispose d'une liberté très grande, notamment dans l'utilisation des moyens financiers très importants dont elle bénéficie. Elle joue, à l'égard de tous les acteurs qui y participent, administrations ordinaires de l'Etat, collectivités locales et entreprises privées, le rôle de chef de file.

Dès l'origine, la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est présidée par le conseiller d'Etat Pierre Racine.

Elle siège dans les locaux de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) sis à Paris. La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est représentée localement par le Service régional d'études de la Mission à Montpellier.

²⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-du-littoral-du-Languedoc-Roussillon>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Les grands travaux incombant à l'Etat (routes, ports, boisement) sont étudiés par les différentes administrations, décidés par la Mission interministérielle mais toujours réalisés par l'administration compétente sur des crédits délégués par la Mission. L'aménagement des stations nouvelles (équipement et vente des terrains aux constructeurs) est concédé par l'Etat et les communes concernées aux départements qui ont eux mêmes délégué leur responsabilité à des sociétés d'économie mixte. La Mission exerce alors un contrôle administratif et financier sur ces différentes sociétés d'économie mixte dont elle oriente et soutient l'action.

Les quatre sociétés d'économie mixte créées en 1964 sont :

- la Société d'aménagement du département de l'Hérault (SADH), responsable de l'aménagement de la Grande-Motte et de Carnon ;
- la Société d'équipement du Biterrois et de son littoral (SEBLI) pour le Cap-d'Agde ;
- la Société d'économie mixte d'Equipement et d'aménagement de l'Aude (SEMEAA) pour les stations audoises de Gruissan et Port-Leucate ;
- la Société d'études et d'aménagement des Pyrénées-Orientales (SEMETA) pour Port-Barcarès.

Par ailleurs, la Mission interministérielle a développé l'action d'un organe de coordination interdépartementale dans le domaine particulier de la démoustication : l'Entente interdépartementale pour la démoustication (EID).

La Mission Racine, créée au départ pour une durée de trois ans a été régulièrement prorogée pour prendre fin le 31 décembre 1982.

Présentation du contenu

Les documents conservés dans ce fonds reflètent plus particulièrement l'aspect politique et décisionnel, ce qui constitue son principal intérêt. Dans la première partie du plan de classement intitulé "Fonctionnement de la Mission", le chercheur pourra trouver des dossiers concernant l'origine du projet et la création de l'institution ainsi que la désignation et la composition de ces membres. Le fonctionnement proprement dit de la Mission est reflété par les comptes-rendus de réunion (1963-1980) mais également par de nombreuses notes rédigées à la fois par le service parisien et l'antenne régionale de Montpellier concernant les activités mais également l'évolution des chantiers. Une correspondance importante couvrant pratiquement l'ensemble de la période de vie de la Mission (1963-1979) complète cette présentation.

Ce fonds explique et complète celui du service régional du service d'études de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, Montpellier, constitué notamment de dossiers illustrant les activités de terrains : documents d'urbanisme, dossiers de grands travaux et d'aménagements routiers, assainissement du littoral et des étangs (démoustication), développement des stations touristiques.

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Cotes : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W ; 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W

Préfecture de l'Hérault - Environnement, risques naturels et technologiques (1941-2013) 1941-2013 ²⁵⁴

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la **protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral"**, études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

²⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-littoral-1941-2013>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Cote : 931 W art. 3-372 ; 932 W art. 1-96 ; 933 W art. 1-29 ; 1007 W art. 1-488 ; 1219 W art. 1-6 ; 1424 W art. 1-174 ; 1583 W art. 1-163 ; 1621 W art. 1-57²⁵⁵

Importance matérielle (ml) : 91,73 ml

Dates : 1961-1989

Nom du producteur

Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon -
Antenne de Montpellier

Présentation du contenu

Les archives du service régional d'études de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon illustrent parfaitement les activités de terrain dudit service ; elles reflètent également les rapports que le service régional d'études entretient avec ses partenaires, notamment l'agence pour l'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon (qui deviendra à partir de 1977 agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon) mais aussi les différentes sociétés d'économie mixte, organismes de terrain chargés de mettre en œuvre la politique définie par la Mission interministérielle.

Ce fonds contient tous les comptes rendus de la Mission interministérielle ainsi que ceux de l'agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du littoral.

Le chercheur trouvera de nombreux documents d'urbanisme (schéma directeur d'aménagement du littoral, plan d'urbanisme directeur (PUD), plans d'occupation des sols (POS) mais aussi les dossiers d'acquisition foncières, préalables aux aménagements des stations touristiques.

Le fonds comprend également les dossiers de grands travaux tels que les aménagements routiers, l'assainissement du littoral et des étangs (opérations de démoustication), de nombreux dossiers relatifs à l'implantation des campings, au développement d'un habitat de loisirs ainsi qu'à la création des ports de plaisance.

Ce fonds compte de nombreux documents iconographiques intéressants : des clichés pris avant, pendant et après les travaux permettent de suivre l'évolution des opérations d'aménagement. Le chercheur trouvera également des photographies de diverses inaugurations, notamment celles du voyage du général De Gaulle sur le littoral le 24 octobre 1967.

L'ensemble de ce fonds couvre la période d'activité de la Mission Racine

La Mission interministérielle étant également chargée d'assurer la protection des sites et paysages, le chercheur pourra trouver de nombreux dossiers relatifs à la protection de l'environnement : classement des sites.(1963-1982).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

²⁵⁵ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-du-littoral-du-Languedoc>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versements 2082 W ; 2223 W²⁵⁶

Conseil général de l'Hérault

Organismes partenaires de l'Entente interdépartementale de démoustication

Sommaire

Dossiers du Centre d'études pour la protection du littoral (CEPREL), Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon (COSEL), Institut des aménagements régionaux et de l'environnement (IARE). 1981-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

²⁵⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Entente-interdepartementale-de-demoustication>

Versements 1026 W ; 1305 W ; 2082 W ; 2223 W²⁵⁷

Conseil général de l'Hérault

Entente interdépartementale de démoustication

Sommaire

Dossiers de l'Entente interdépartementale de démoustication: missions et activités, 1909-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Ille-et-Vilaine

Versement 1079 W²⁵⁸

Préfecture de Bretagne

Sommaire

1079 W 1 - 65: Aménagement du littoral breton et des îles

1960-1982

Métrage linéaire: 7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

²⁵⁷ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Entente-interdepartementale-de-demoustication-2349>

²⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Bretagne-Amenagement-du-littoral>

Landes

Référence à demander en salle de lecture

1396 W 1-50²⁵⁹

Documents concernés

Aménagement du littoral landais : gestion du domaine public maritime, ensemble portuaire du Capbreton, suivi et protection du littoral

Période concernée

1935-2004

Volume des documents

49 boîtes

4,30 ml

Organisme responsable de l'accès des documents

Archives départementales des Landes

Provenance des documents

Institution(s) concernée(s)

Direction départementale de l'Équipement - Service maritime

Contenu des documents

Le Versement apporte de nombreuses informations sur la gestion du domaine public maritime, ainsi que sur l'ensemble portuaire de Capbreton et les aménagements effectués sur le littoral landais. Les dossiers commencent pour la majorité dans les années soixante dix ; certains remontent aux années soixante, et, en moins grand nombre aux années cinquante et quarante. Deux articles remontent aux années trente font exception 1396 W 20 et 35. Leurs pièces antérieures à 1940 n'ont pas été reclassées en série S, afin de ne pas rompre l'unité du dossier.

Modalités de consultation (dont durée d'incommunicabilité et année de libre accès aux documents)

Archives publiques

Selon les modalités de la loi sur les archives du 15 juillet 2008.

²⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-des-Landes-Amenagement-du-littoral-landais>

Versement 1200 W²⁶⁰

Conseil départemental des Landes

Sommaire

Art 1-53: établissements classés, littoral, eaux, chasse, pêche, 1951-1986

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Landes

Loire-Atlantique

Versement 2003 W²⁶¹

Port autonome de Nantes - Saint-Nazaire. Service maritime et de la navigation de la Loire-Atlantique

Présentation du contenu

Ce versement concerne la police des voies navigables et du littoral, l'entretien des cours d'eau et l'aérodrome de Saint-Nazaire-Montoir.

Mode de classement

2003 W 1-325 : voies navigables, **littoral et port**, aérodrome de Saint-Nazaire-Montoir

Dates extrêmes

1940-1997

Métrage linéaire : 26,40 ml

²⁶⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-des-Landes-etablissements>

²⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-de-la-navigation-Loire>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

Manche

Versement 1047 W²⁶²

Préfecture de la Manche

Sommaire

1047 W 60-61 : Environnement, littoral, rivières (1970-1973)

1047 W 83-103 : Agriculture(1972-1980)

Métrage linéaire: 2,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

²⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Manche-littoral-rivieres>

Versement 1269 W²⁶³

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1269 W 1-160. Littoral, ports, service fluvial, associations syndicales (1948-1978)

Métrage linéaire: 12,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

Versement 1332 W²⁶⁴

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1332 W 1-80. Travaux de défense contre la mer, associations syndicales (1828-1997)

Métrage linéaire: 7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

²⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-littoral-ports-1948-1978>

²⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-Travaux-de-defense-contre-la>

Versement 1340 W ²⁶⁵

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1340 W 1-18 : Police portuaire (1947-1991)

1340 W 19-90 : Port de Granville (1921-1992)

1340 W 91-130 : Gestion du domaine public maritime (1942-1992)

1340 W 131-302 : Travaux de défense contre la mer, associations syndicales (1925-1995)

1340 W 303-384 : Phares et balises, établissements de pêche, bases aériennes (1944-1995)

Métrage linéaire: 35

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

Versement 1345 W ²⁶⁶

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1345 W 15-24 : Défense contre la mer (1991-1998)

1345 W 29-42 : Protection de l'environnement (1985-1995)

Métrage linéaire: 1

²⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-port-phares-et-balises-1921>

²⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-Defense-contre-la-mer-1985-1998>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

Versement 1375 W²⁶⁷

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1375 W 1 : Projet d'usine marémotrice (1963-1992)

1375 W 2-6 : Défense contre la mer (1944-1996)

Métrage linéaire: 0,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

Versement 1378 W²⁶⁸

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1378 W 1. Mouvements de la mer sur la côte Ouest du Cotentin (1968)

1378 W 2-3. Centrale EDF de Flamanville, enquête d'utilité publique (1976)

1378 W 4. Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Jobourg (1976)

1378 W 5. Tourisme et aquaculture sur le littoral de la Manche (1975)

²⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-Defense-contre-la-mer-1944-1996>

²⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-Defense-contre-la-mer-1968-1976>

Métrage linéaire: 0,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

Versement 1819 W²⁶⁹

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1619 W 1-246. Littoral du Sud-Manche, port de Granville, baie du Mont-Saint-Michel, phares et balises (1899-2004)

Métrage linéaire: 28

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

²⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Manche-Littoral-1899-2004>

Morbihan

Versement 1560W²⁷⁰

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Subdivision de Vannes maritime

Sommaire

1560 W 1-397 : gestion du domaine public maritime du rivage de la mer, ports maritimes, 1903-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 397

Métrage linéaire : 49,50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1910 W²⁷¹

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement comporte des documents relatifs à la **protection des landes**, à l'aménagement forestier et à la police de la chasse.

1939-2004

métrage linéaire: 23 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

²⁷⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-gestion-du-domaine-public>

²⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Morbihan-fonctionnement-protection-ds-landes>

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 2218 W²⁷²

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan

Présentation du contenu

Ce Versement comporte trois parties.

La première partie concerne la gestion de l'aménagement forestier. On y trouve la réglementation forestière avec notamment les relations avec les groupes forestiers et les autorisations de défrichement ; les aides financières aux travaux de boisement et de reboisement et les travaux de défense contre les incendies.

La deuxième partie concerne la **protection des landes et des dunes**.

La troisième partie concerne la météorologie.

1941-2013

métrage linéaire: 12,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Vendée

Versement 2173 W²⁷³

Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée

Délégation à la mer et au littoral

Sommaire

²⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-Morbihan-dunes-meteorologie-1941-2013>

²⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Vendee-Associations-syndicales-travaux-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

2173 W 1-247: Associations syndicales, travaux de défense contre la mer, digues, ponts, canaux, pont à péage de l'île de Noirmoutier, centre de marées des Sables-d'Olonne, régie départementale des passages d'eau, chemins départementaux.

1923-2001

Métrage linéaire: 27,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vendée

Guyane

Versement 1303 W²⁷⁴

Direction générale des territoires et de la mer de la Guyane

Direction maritime, littorale et fluviale

Sommaire

Aménagement des fleuves et du littoral, 1828-2015

Métrage linéaire: 17,65

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives territoriales de la Guyane

²⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Direction-Maritime-Littorale-et-Fluviale-Guyane-3555>

Mayotte

Versement 160 W²⁷⁵

Direction de l'équipement de Mayotte

Sommaire

160 W 1-4: Autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à Mayotte, 1997-2000

Métrage linéaire: 0,08

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Mayotte

Réunion

Versement 1043 W²⁷⁶

Préfecture de la Réunion; secrétariat général aux affaires économiques ; bureau de la programmation économique et du fonds de développement

Sommaire

Fonds européen de développement, aménagement du bras de la plaine, port de la Pointe des Galets, route du littoral

1963-1976

Métrage linéaire 2,70 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

²⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Direction-de-l-equipement-de-Mayotte>

²⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-La-Reunion-amenagement-du-littoral>

Versement 2204 W²⁷⁷

Conseil général de la Réunion ; direction des infrastructures départementales ; direction de l'eau ; service grand projet ILO.

Sommaire

Irrigation du littoral Ouest de l'île, pour les travaux de transfert de Mafate, transfert de Salazie, conduite maîtresse 1re et 2e tranche et les antennes 0 à 8. Le fonds est composé de la façon suivante : Fonctionnement du service (règlement intérieur, rapport annuel) (2006-2012), subventions (formulaire de demande, convention de financement) (2000-2006), dossiers marchés (pièces contractuelles signées, avenants, actes de sous-traitance, décompte général et définitif) (1987-2011), rapports d'études (1983-2011)

1983-2012

Métrage linéaire 26,23 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

²⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-La-Reunion-irrigation-du>

2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Acteurs privés

National

Antoine Serge, haut fonctionnaire

Référence

20080615²⁷⁸

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonds Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de l'environnement.

Dates extrêmes

1949-2005

Noms des principaux producteurs

Serge Antoine

Importance matérielle

427 boîtes, 144 cartons, 42 ml.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Quelques jalons dans la carrière de Serge Antoine

²⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral
- En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.
- En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine y occupe diverses positions
 - notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) - qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire.
- Il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir.
- La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.
- Serge Antoine participe aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002), où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire.
- Serge Antoine est en grande partie à l'origine du Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la **Méditerranée**. Il devient vice-président de ce plan d'action pour la Méditerranée, dit « **Plan Bleu** ». La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.²⁷⁹
- Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sont les thèmes de réflexion et d'action débattus aux sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996). Serge Antoine qui participe à ces conférences contribue à la formation de la Fédération mondiale des cités unies (FMCU).

²⁷⁹ Art 180-366 : Protection de la Méditerranée, 1950-2005

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...
- Serge Antoine s'engage personnellement dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.
- En 1992 Serge Antoine participe au sommet de Rio, en tant que conseiller spécial de la France.
- Il est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.
- Il encourage les initiatives de coopération culturelle par la création d'un réseau de bibliothèques de la Méditerranée, l'organisation de colloques, de forums. Il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisées par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).
- Décès en mars 2006.

Bernard Vuillet

Archiviste au ministère, 2008

Présentation du contenu

Serge Antoine, décédé en mars 2006, a consacré toute sa carrière de haut fonctionnaire à la cause de l'environnement. Son épouse et fidèle collaboratrice, consciente de l'importance de la documentation et des dossiers constitués, décide de les donner au ministère de l'Écologie pour les mettre pleinement à la disposition des chercheurs et du public.

Ces archives, représentant 42 mètres linéaires, sont d'une richesse exceptionnelle : elles reflètent toute l'activité et la réflexion de Serge Antoine qui a tenu des postes de haute responsabilité dans l'administration française et dans les instances internationales.

De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral. Les dossiers conservés retracent les débats et les aspects du remodelage administratif de la France.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Précurseur et homme de convictions, Serge Antoine déploie une énergie inlassable. En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine, qui a œuvré à sa création, y occupe diverses positions – notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) – qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire. Fort de ses relations avec les cabinets ministériels, avec les responsables politiques, il se bat pour faire admettre les exigences écologiques. Il participe aux groupes de réflexion, tels que « prospective et environnement » ou « environnement et aménagement du territoire », multiplie les interventions dans les colloques, écrit des articles dans les revues spécialisées qu'on retrouve dans le fonds d'archives. Les dossiers montrent aussi comment, des préoccupations environnementales, la pensée de Serge Antoine s'élargit à la protection du patrimoine culturel et s'intéresse même à l'aménagement du temps et des loisirs.

Très tôt, Serge Antoine envisage les problèmes à l'aune de l'international. Pour l'aménagement du territoire, par exemple, sa réflexion s'étend d'emblée à l'horizon européen. Passionné de prospective et ouvert à la coopération internationale, il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, classées à part du fonds Serge Antoine, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir auxquels participent des experts venus d'Europe et d'ailleurs.

La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

La dimension internationale, Serge Antoine va pleinement la mettre en pratique en participant aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, ces sommets mondiaux, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002) où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire. A travers ces dossiers réunis par un témoin et acteur de premier plan, on peut suivre les préparatifs à ces forums, puis leur déroulement et les orientations prises.

C'est à la conférence de Stockholm en 1972 que Serge Antoine commence à évoquer l'intérêt d'une coopération multilatérale pour la préservation de la Méditerranée. Il est en grande partie à l'origine de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la Méditerranée, initiative qui conduit au rapprochement des États riverains signataires des accords de

Barcelone (1975). Serge Antoine est considéré à juste titre comme le « père du Plan Bleu », ce Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui ne s'attache pas seulement à lutter contre les sources de pollution, mais entend établir un développement intégré et une gestion attentive des ressources à l'échelle du bassin. Le Plan Bleu, dont Serge Antoine est l'organisateur et le fervent ambassadeur auprès des autorités politiques comme auprès de la communauté scientifique, tant en France qu'en Europe et dans tout le monde méditerranéen, occupe la plus grande part de ce fonds d'archives. La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

A l'immensité de la tâche correspondent la diversité et la technicité des dossiers que Serge Antoine a patiemment étudiés, annotés, complétés. Aux côtés des textes officiels, des rapports publiés et des communications, l'historien a la chance de trouver, dans ce gisement documentaire, les notes préparatoires, les échanges, les projets qui éclairent sur le travail en profondeur effectué en amont des déclarations solennelles et des rencontres diplomatiques.

Pour s'investir dans tant de projets à la fois et gérer cette masse d'informations, Serge Antoine, distingue les domaines d'intervention tels que la protection du littoral, l'état de la pollution marine, la gestion des ressources en eau, l'évolution de l'agriculture et de la forêt méditerranéenne, le changement climatique... Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sur le pourtour de la Méditerranée figurent parmi les principaux thèmes de réflexion et d'action. « Le fait urbain, déclare Serge Antoine, est pour moi au cœur de la problématique des sociétés contemporaines. Cela m'est apparu à maintes reprises et, en particulier, lors de la conférence de Vancouver en 1976 sur l'habitat et les établissements humains. » Les sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996), montrent bien que la pensée du visionnaire s'applique au-delà du bassin méditerranéen. Serge Antoine contribue à la formation de la Fédération mondiale des Cités unies (FMCU).

En tant que vice-président du Plan Bleu, il entretient des relations avec les instances internationales (UNESCO, OCDE...) et les représentants des gouvernements, dont les dossiers se font l'écho. Relations avec les bailleurs de fonds que sont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale, avec la Commission européenne dans le cadre du programme Euro-Méditerranée qui institue un partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Contacts également avec les Organisations non gouvernementales associées aux travaux du Plan Bleu, avec les organismes liés à la protection et au développement de la Méditerranée comme l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), Environnement, développement et action (ENDA), ou encore le Mediterranean Aspen Institute.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

Pour Serge Antoine, le travail pour la protection et le développement de la Méditerranée se traduit aussi par un engagement personnel dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

Toujours à l'avant-garde des idées, il fait siens le concept d'écodéveloppement formulé par Ignacy Sachs (professeur à l'École des hautes études en sciences sociales) vers 1974, et la notion de développement durable officialisée par le rapport Brundtland en 1987. Désormais, comme le montrent ses dossiers, s'impose une stratégie d'écodéveloppement et de développement durable qu'il tend à mettre en œuvre avec ses partenaires méditerranéens.

En 1992, le sommet de Rio, auquel Serge Antoine participe en tant que conseiller spécial de la France, nourrit sa réflexion et donne un nouveau dynamisme au Plan Bleu. Serge Antoine est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

Comme le prouvent ses interventions et écrits, il a depuis longtemps une conception globale du développement. Il ne considère pas l'environnement comme un domaine, mais associe sa protection au développement économique et social et au respect des pratiques culturelles.

Dès son entrée au ministère, cet homme de dialogue et d'ouverture agit pour instaurer une éducation à l'environnement ainsi que pour une meilleure connaissance réciproque entre les cultures. Il encourage les initiatives de coopération culturelle (création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, organisation de colloques, de forums), il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisés par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

Au terme de cette fructueuse carrière consacrée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, les archives laissées par Serge Antoine revêtent un caractère exceptionnel. Les dossiers permettent de suivre les étapes de la réflexion d'un précurseur, les engagements et les actions d'une personnalité influente, pendant près d'un demi-siècle où l'écologie s'est peu à peu imposée comme le principal enjeu de notre survie. Par ses hautes fonctions, par ses relations avec le monde

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

scientifique, politique et associatif, et surtout par l'envergure de sa pensée, il nous conduit au cœur de décisions qui engagent notre avenir.

L'entrée des archives de Serge Antoine aux Archives nationales s'inscrit dans la continuité de l'œuvre du militant et pédagogue qui déclarait : « je suis le père du Plan Bleu, mais nous en sommes tous propriétaires ».

Bernard Vuillet, archiviste au ministère, 2008

Binet Eric, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien d'Eric Binet, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024



Extrait de l'entretien 55 mn

Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué régional à l'architecture et à l'environnement (DRAE) en Corse 1989 à 1991. Directeur de l'environnement de Languedoc-Roussillon 1992-1997 puis des Pays de la Loire jusqu'en 2003. Voir Curriculum vitae²⁸⁰

Importance matérielle

80 Mo

Durée

2h45 mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et les différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE de Corse. Ce fonds comporte, en format numérique²⁸¹, l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

²⁸⁰ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

²⁸¹ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

Blaise Louis, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien de Louis Blaise, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024



Extrait de l'entretien 26 mn

Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué régional à l'architecture et à l'environnement, d'abord en Nord-Pas-de-Calais de 1980 à 1983 puis en Rhône-Alpes de 1983-1990 Voir Curriculum vitae²⁸²

Importance matérielle

²⁸² Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Louis-Blaise-Delegue-regional-a-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

75 Mo

Durée

2h33mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et les différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE du Nord-Pas-de-Calais. Ce fonds comporte, en format numérique²⁸³, l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

²⁸³ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Louis-Blaise-Delegue-regional-a-l>

Groussard Jean-Claude, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien de Denis Grandjean, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué régional à l'architecture et à l'environnement de Bretagne (1979-1986) Voir Curriculum vitae²⁸⁴

Importance matérielle

²⁸⁴ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Jean-Claude-Groussard>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

63 Mo

Durée

2h10 mn



Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

Extrait de l'entretien 35 mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et le différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE Bretagne. Ce fonds comporte, en format numérique²⁸⁵, l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

²⁸⁵ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Jean-Claude-Groussard>

Raffin, Jean Pierre, président d'honneur de France nature environnement

Référence

2021-0232²⁸⁶

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Collection de diapositives couleur de France nature environnement réalisées par Jean-Pierre Raffin

Dates extrêmes

1978-1996

Noms des principaux producteurs

Jean-Pierre Raffin

Importance matérielle

133 diapositives couleur

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales (don en cours de réalisation)

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique de la conservation

Jean-Pierre a réalisé et conservé chez lui une collection de diapositives couleur conservées dans de bonnes conditions. Toutes les diapositives sont numérotées, datées et décrites

²⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Collection-de-diapositives-couleur-de-France-nature-environnement-realisees-par>

Évaluation, tris et éliminations

L'ensemble des diapositives ont été conservées

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond à celui réalisé par Jean-Pierre Raffin

Cotes : 20210232/1

1978-1986

Marées noires suite aux naufrages de l'Amoco Cadiz (16 mars 1978) entre Locquémeau et Landrellec (Côtes-d'Armor), et du Tanio (7 mars 1980) au large de l'île de Batz (Finistère)

Sources complémentaires

versement 217AS : Activités de France nature environnement, 1941-2003

versement 20210231 : Collection d'affiches FNE, 2009-2018

versement 20210198 : Conseil d'administration, assemblées générales, réseaux, publications, 1967-2021

Présentation du contenu

Ce fonds concerne des diapositives relatives à l'ours et les **marées noires**.

« Marée noire. Lors de l'Assemblée générale de la FFSPN (maintenant surnommée France Nature Environnement) consacrée à « la valeur économique du littoral », les associations réunies à Brest les 3 et 5 février 1978, ayant en mémoire la marée noire du Torrey Canyon (1967), avaient interrogé le représentant du Préfet maritime sur les mesures prévues en cas d'éventuelle marée noire. Il leur fut répondu qu'improbable, compte tenu de la qualité des pétroliers en circulation, tout avait été prévu pour y pallier cependant. Les faits démontreront le contraire un mois et demi après.

Alors secrétaire général de la FFSPN et enseignant-chercheur en écologie à l'Université Paris 7-Denis Diderot (co-fondateur de l'enseignement de cette discipline, en 1970, dans cette université), j'ai alors demandé, après le naufrage, aux collègues universitaires et associatifs bretons ce que pouvaient faire des biologistes parisiens pour les aider. La réponse a été d'examiner une partie du littoral des Côtes d'Armor pour relever les impacts sur la flore et la flore marine de la zone intertidale et sur la frange littorale terrestre contigà¼e. C'est ainsi que j'ai monté une équipe de biologistes de différentes disciplines. Les clichés illustrent essentiellement une première mission en mai 1978. Sur place nous nous sommes dits qu'il serait intéressant d'assurer un suivi pour observer comment se reconstitueraient les milieux touchés. Ce qui a été fait pour certains sites jusqu'en 2009. Mais se posait deux questions : comment évaluer sans avoir l'état des lieux avant la marée noire ? (c'est ainsi que nous avons préconisé à la suite de la marée noire de l'Amoco Cadiz, la mise en place d'observatoires du milieu littoral où¹ serait suivie l'évolution de la diversité biologique sur le long terme. Cette proposition n'a pas été retenue par les

pouvoirs publics) ; comment évaluer la part due au pétrole ou aux produits de nettoyage utilisés largement sur les milieux rocheux des hauts de plage qui par ruissellement fluaient vers les zones sableuses de ces plages ou vers les zones vaseuses ? Cela était d'autant plus vrai que nous ignorions, de plus, la nature des produits détergents utilisés, faute que les autorités responsables du nettoyage ne se soient manifestement souciés d'en faire l'inventaire et de conserver une trace de ce qui avait été utilisé, où et quand.

L'improvisation qui a présidé aux opérations de nettoyage du printemps 1978 et l'usage de détergents (dont les collègues britanniques ayant vécu la pollution du Torrey Canyon nous avait fait savoir qu'ils pouvaient avoir un impact sur la flore et la faune pire que le seul pétrole) a amené les biologistes et associatifs bretons à préconiser une anticipation des futures marées noires. Cela concernait notamment le matériel de récolte du pétrole (les seuls engins efficaces avaient été les tonnes à lisier des paysans du littoral et pelles et seaux pour un ramassage « à la chinoise » moins vulnérant pour le milieu vivant que les engins lourds de travaux publics) et l'installation de fosses dédiées réellement imperméabilisées permettant un stockage sécurisé avant traitement des déchets. Ce sera inscrit dans le plan POLMAR mais non mis en œuvre, ce qui fait qu'après le naufrage de l'Erika (12 décembre 1999) l'on constatera la même improvisation qu'après celui de l'Amoco Cadiz et le doublement d'une pollution marine par une pollution terrestre

Jean-Pierre Raffin (enseignant-chercheur, co-fondateur (1970) de l'enseignement de l'écologie à l'Université Paris 7-Denis Diderot. Secrétaire général (1972-1982) puis président de la FFSPN (1982-1986).

Bibliographie

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours, Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie : comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin. Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 : La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 : Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969

Rivière Georges, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien de Louis Blaise, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024



Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement du Nord-Pas de Calais, Champagne-Ardenne et Midi-Pyrénées, novembre 1984- avril 1990 Voir Curriculum vitae²⁸⁷

Importance matérielle

60 Mo

Durée

2h04 mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et les différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE du Nord-Pas-de-Calais. Ce fonds comporte, en format numérique²⁸⁸, l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chronothématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

²⁸⁷ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Entretien-de-Georges-Ribiere-Delegue-Regional-a-l-Architecture-et-a-l->

²⁸⁸ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Entretien-de-Georges-Ribiere-Delegue-Regional-a-l-Architecture-et-a-l->

Singelin Patrick, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien de Patrick Singelin, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement de Bretagne (1986-1992). Voir Curriculum vitae²⁸⁹

Importance matérielle

²⁸⁹ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Patrick-Singelin-personnalite-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

304 Mo

Durée

3h02 mn



Extrait de l'entretien 36 mn

Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et les différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE de Bretagne. Ce fonds comporte, en format numérique²⁹⁰, l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

²⁹⁰ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Patrick-Singelin-personnalite-de>

Alpes-Maritimes

Aubert Maurice, professeur

Versement 233J 1-2²⁹¹

Fonds du professeur Maurice Aubert

Présentation du contenu

Docteur en médecine à la Faculté de Lyon, Docteur de l'université de Marseille en sciences naturelles, Maurice Aubert se consacre à l'étude des relations entre le milieu marin et l'Homme et ouvre ainsi la voie à un nouvel ordre de recherche : l'Océanographie médicale.

Sur son initiative est fondé en 1960, avec le concours de l'INSER et de la ville de Nice, le Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale, le CERBOM. dont il a assuré la direction jusqu'en 1992. À la cessation d'activité de cet organisme en 1996, il fonde à Cagnes-sur-Mer l'Université Internationale de la mer , l'UIM dont il est élu président. Cet organisme qui poursuit l'activité du CERBOM prépare les étudiants à divers métiers de la mer tels que l'océanographie, la biologie marine, l'aquaculture etc... et réalise des recherches scientifiques en partenariat avec les institutions publiques et privées.

Les travaux de Maurice Aubert ont porté sur la microbiologie marine, l'eutrophisation, la distribution et l'impact des métaux lourds en milieu marin, la modélisation de la diffusion des micro-organismes en mer, la découverte des antibiotiques issus du phytoplancton ainsi que celle des médiateurs chimiques qui règlent les équilibres inter-espèces océaniques.

Chef de mission scientifique et capitaine du navire océanographique du CERBOM il a conduit de nombreuses campagnes de recherche dans l'ensemble de la Mer Méditerranée, en Mer Noire, en Atlantique et en Mer du Nord.

L'ensemble de ses travaux a fait l'objet de deux cent cinquante trois publications scientifiques.

Le fonds documentaire déposé par le professeur Maurice Aubert se compose de publications sur des travaux de recherche scientifique réalisés par le déposant et ses collaborateurs sous l'égide du CERBOM puis de l'UIM.

Note : base Archives privées

Historique du producteur

Professeur Maurice, fondateur du CERBOM et l'UIM.

Modalités d'entrée

Don

²⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-professeur-Maurice-Aubert>

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Autre(s) instrument(s) de recherche

Base de données Internet des Archives départementales

<http://www.basesdocumentaires-cg06.fr/os-html/apri/home.html>

Description physique

0.30 ml

Lieu de conservation

Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 201J 1-9²⁹²

Fonds du professeur Maurice Aubert

Présentation du contenu

Ce dépôt fait suite au fonds du professeur Maurice Aubert conservé sous la cote 201J. Comportant 2 articles il vient donc en complément du premier dépôt et se compose de publications sur des travaux de recherche scientifique réalisés par le déposant et ses collaborateurs sous l'égide du C.E.R.B.O.M. puis de l'I.U.I.M.

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

²⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-professeur-Maurice-Aubert-depot>

Associations

National

Société nationale de protection de la nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société nationale de protection de la nature

1.3 Autres formes du nom

SNPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1854 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Une société d'acclimatation.

La Société impériale zoologique d'acclimatation a été fondée en 1854 par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, titulaire de la chaire de zoologie des mammifères et des oiseaux. Elle se proposait alors de concourir à l'introduction, à l'acclimatation et à la domestication des espèces d'animaux utiles ou d'ornement, au perfectionnement et à la multiplication des races nouvellement introduites ou domestiquées et se donnait pour seul objectif de

« ... peupler nos champs, nos forêts, nos rivières, d'hôtes nouveaux ; d'augmenter le nombre de nos animaux domestiques, cette richesse première du cultivateur ; d'accroître et de varier les ressources alimentaires, si insuffisantes, dont nous disposons aujourd'hui ; de créer d'autres produits économiques ou industriels ; et, par là même, de doter notre agriculture, si longtemps languissante, notre industrie, notre commerce et la société tout entière de biens jusqu'à présent inconnus ou négligés, non moins précieux un jour que ceux dont les générations antérieures nous ont légué le bienfait » (Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, Bull. SZA, 20 janvier 1854).

Aux yeux de l'homme du XIX^e siècle, la nature constituait un capital inépuisable dont il était nécessaire de mettre en œuvre les ressources.

Ainsi durant ses premières années d'existence, la Société chercha à introduire le yack ou la chèvre angora dans les élevages français, à améliorer l'élevage du ver à soie, à populariser la consommation de la viande de cheval, du riz, de l'igname,... avec un succès des plus mitigé. Pour cela il lui fallait un lieu pour recevoir les animaux et les plantes amenés de l'étranger et que l'on se proposait d'acclimater ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

des soins pour les conserver ; un laboratoire pour les expérimentations... Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, après avoir dirigé la Ménagerie zoologique du Muséum, avait reconnu la nécessité de former un Jardin zoologique d'acclimatation. Forte du soutien de l'empereur Napoléon III et des élites de l'époque, la Société impériale zoologique inaugure en 1860 le Jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne.

Le constat précoce de la destruction de la nature par l'homme

Mais, dès l'origine, cette société savante s'inquiète également des destructions causées par l'homme. De plus, les préoccupations qui avaient présidé à sa fondation, sous l'influence même des naturalistes, savants et amateurs, qui l'animaient, se sont modifiées en même temps que progressait la connaissance de la nature et que la civilisation industrielle et technique étendait son emprise. Les naturalistes constatent en effet que le « progrès » met à mal de nombreuses espèces sauvages et en conduit certaines jusqu'à l'extinction tout en faisant peser sur les ressources naturelles le risque de la surexploitation. Ainsi de plus en plus de voix s'élèvent pour demander la protection des animaux dits « utiles » (et notamment des oiseaux insectivores), l'arrêt de la destruction des forêts (y compris dans les colonies), une exploitation des ressources plus mesurée et rationnelle (pêche, chasse, bois, mines,...), la fin de la notion de « nuisible ».

Des combats pionniers

Progressivement, sous l'influence notamment de figures marquantes, la Société d'acclimatation délaisse puis abandonne son projet initial pour se consacrer à la cause de la protection de la nature qu'elle envisage d'un point de vue scientifique. Les combats et les réalisations sont nombreux (voir « La SNPN en dates ») :

élaboration de la Convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture (1902),

protection du castor du Rhône (1909),

fondation de la LPO et de la réserve des Sept-Îles (1912),

création des réserves de Camargue (1927), de Néouvielle (1935), du Lauzanier (1936),

organisation des deux premiers Congrès internationaux de protection de la nature (1923, 1931),

lutte contre le commerce des plumes d'oiseaux,

repeuplement des cours d'eaux français en poissons, aménagement des barrages et autres seuils pour permettre leur franchissement par les migrateurs,

sauvegarde de l'éléphant d'Afrique et plus largement de la grande faune,

soutien aux projets de parcs nationaux,...

Vers la SNPN

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Forte de cet héritage qui en fait la mère de la protection de la nature en France, la Société d'acclimatation décide en 1960 de changer son nom en **Société nationale de protection de la nature** et, tout au long du XX^e et du XXI^e siècles, elle poursuit son action avec constance :

soutien à la création des parcs nationaux à qui elle confie la gestion de ses réserves du Lauzanier (Parc du Mercantour) et du Néouvielle (Parc des Pyrénées) ;

première campagne publique pour la protection de la nature (1961)

campagne Vanoise (1969-1971) ;

gestion et défense de la réserve de Camargue ;

gestion de la réserve de Grand-Lieu depuis 1985 ;

opération « Message à la mer »

campagne pour le droit de gîte (1977)

participation à la fondation et aux travaux de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ;

initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement ;

campagne « Amnistie pour les éléphants »

Sources <http://www.sn timer.com>

2.3. Lieu

Siège social : 9 rue Cels, 75014 Paris

Adresse postale actuelle : 44 rue d'Alésia 75014 Paris

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La protection des zones humides

La SNPN a participé à la création de la convention de Ramsar de 1971 sur les zones humides et assure aujourd'hui sa politique de sensibilisation. L'action de la SNPN en faveur de ces milieux remarquables est quotidienne : elle gère deux réserves nationales en zones humides et œuvre, depuis 2007, à la préservation des milieux humides d'Île-de-France. Enfin, elle coordonne et anime le laboratoire d'idées « Zones humides » qui émet des avis et fait des propositions pour la préservation de ces milieux.

La protection des espèces et des milieux menacés

Les actions que la SNPN effectue pour la sauvegarde de la biodiversité s'inscrivent dans la durée : participation à des campagnes pour la protection des grands mammifères, préservation d'habitats menacés et restauration des milieux dégradés, sensibilisation des citoyens à la nature de proximité.

L'éducation, la sensibilisation

À travers ses actions d'animation, ses sorties éducatives et son réseau d'adhérents, la SNPN contribue à une meilleure connaissance de la nature et à son respect. Envie de sorties ou d'animations nature ?

Sources <http://www.snpn.com>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

mai 2021

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.5 Sources

<http://www.snpn.com>

Présentation du contenu :

Fonds d'archives versés aux Archives nationales

Activités de la Société nationale de la protection de la nature, 1835-2018

Versement 232AS²⁹³

Cotes : 232AS/18-232AS/26

1926-2010

Réserve naturelle de la **Camargue**

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de la SNPN situés au siège de l'association ont été inventoriés par Rémi Luglia et l'équipe de la SNPN

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE).

Mode de classement

Le plan de classement du fonds correspond à l'inventaire.

Accroissement

Les dossiers concernant le « projet Life Lac Grand Lieu », le Bureau MAR ainsi que les dossiers de l'ancien directeur scientifique de la SNPN Michel Brosselin concernent le 2ème don aux Archives nationales de la SNPN .

Bureau MAR. En réaction à l'assèchement et au drainage des zones humides qui inquiètent et mobilisent les défenseurs de la nature et de la sauvagine, le Bureau MAR (pour la racine commune aux mots désignant les MARécages en français, MARshes en anglais, MARismas en espagnol et MARemma en italien) est créé en 1962, à l'instigation de Luc Hoffmann (1923-2016), dans le cadre de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). En France, son action est animée par Michel Brosselin (1936-1980) puis par la Société nationale de protection de la nature (SNPN) quand celui-ci en devient le directeur scientifique en 1970. Relayé dans plusieurs pays, conjugué à celle d'organisations cynégétiques, le lobbying du bureau MAR aboutira à l'élaboration et à la signature en 1971, dans la ville iranienne de Ramsar, de la convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les dossiers de création, les PV d'assemblée générale, les comptes rendus des comités directeurs et scientifiques, les dossiers concernant les zones humides, les espèces, les réserves naturelles de la **Camargue**, de Grand-Lieu ainsi que les actions d'éducation à l'environnement.

Modalités d'entrée

Don

²⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Activites-de-la-Societe-nationale-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine. Trois articles sont soumis à l'autorisation de la SNPN. 20210530/11, 20210530/37 et 20210530/38 : 75 ans à compter de la date du document plus récent.

Description physique

56 boîtes d'archives, 5,60 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Bouches-du-Rhône

Réserve naturelle nationale de Camargue²⁹⁴

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Réserve naturelle nationale de Camargue

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1927– aujourd'hui

2.2 Histoire

Société nationale de protection de la nature

Réserve naturelle nationale de Camargue

Créée en 1927 et classée en réserve naturelle nationale en 1975, la Réserve Camargue couvre 13 200 ha au cœur de la Camargue. Son vaste territoire d'un seul tenant, situé sur les communes des Saintes-Maries-de-la-Mer et d'Arles (Bouches-du-Rhône), bénéficie d'une protection intégrale.

L'originalité et l'intérêt patrimonial international de la Réserve naturelle nationale de Camargue réside dans la diversité de ses habitats et des espèces qui les occupent (en particulier les 283 espèces d'oiseaux dont 269 d'intérêt patrimonial) sur un espace vaste et non morcelé, ainsi que dans son fonctionnement écologique.

Sources <http://www.snnpn.com>

2.3 Lieux

Salin de Badon, 13200 Arles

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Les trois missions principales de la SNPN sur la Réserve naturelle nationale de Camargue sont de protéger la nature, en favorisant l'expression de la faune et de la flore, de la gérer, par le biais de suivis scientifiques, et de faire découvrir cette nature exceptionnelle grâce à des sites d'accueil permanents.

²⁹⁴ *Inventaire d'archives* <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Reserve-naturelle-nationale-de-Camargue>

Protéger la nature

La SNPN a participé à la création de la convention de Ramsar de 1971 sur les zones humides et assure aujourd'hui sa politique de sensibilisation. L'action de la SNPN en faveur de ces milieux remarquables est quotidienne : elle gère deux réserves nationales en zones humides et œuvre, depuis 2007, à la préservation des milieux humides d'Île-de-France. Enfin, elle coordonne et anime le laboratoire d'idées « Zones humides » qui émet des avis et fait des propositions pour la préservation de ces milieux.

Une protection réglementaire

Créée en 1927 sous le nom de « Réserve zoologique et botanique de Camargue », la Réserve naturelle nationale de Camargue a été officiellement classée en Réserve naturelle le 24 avril 1975 par arrêté ministériel.

Une réglementation stricte est appliquée sur le site, qui se doit d'être respectée par ses usagers et qui est définie dans l'arrêté de création de la Réserve.

Cet arrêté définit la protection de la nature comme mission prioritaire, en fixant les modalités de son application.

La gestion actuelle vise à favoriser l'expression de toutes les communautés animales et végétales qui se succèdent au cours des saisons et des années dans un contexte de forte irrégularité climatique.

Une tâche délicate dans un delta très artificialisé, endigué et dominé par les activités économiques.

C'est pourquoi la Réserve naturelle nationale de Camargue possède une protection intégrale.

Autres mesures de protection

Au-delà du classement en Réserve naturelle, d'autres mesures de protection concernent également le site de la Réserve naturelle nationale de Camargue : Site classé (1942), Site inscrit (1963), Diplôme du Conseil de l'Europe (1966), Réserve de Biosphère « MAB » Gestion de la réserve

Le plan de gestion

Depuis 1991, la gestion de la Réserve naturelle nationale de Camargue est définie par un plan de gestion définissant les objectifs et actions à mener sur une période de cinq ans. Le plan de gestion des réserves naturelles est structuré de la manière suivante :

Un diagnostic du site : administration, environnement, patrimoine naturel, cadre socio-économique et culturel, histoire, pédagogie et définition d'enjeux de conservation;

La gestion du site : objectifs à long terme, objectifs du plan, opérations et programmation du plan de travail;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Une évaluation du plan de gestion écoulé : évaluation annuelle du plan de travail et évaluation quinquennale du plan de gestion.

Pour consulter le plan de gestion actuel, rendez-vous dans la Documentation.

L'équipe gestionnaire

Composée de douze personnes, l'équipe de la réserve se partage différentes tâches liées à la gestion de son vaste territoire protégé :

la protection du territoire (surveillance, entretien...) assurée par un garde-technicien, qui participe aussi aux opérations de suivi, et des chargés de mission;

le suivi scientifique (dénombrements, échantillonnages, traitement des données...) assuré par des chargés de mission scientifique et chargés d'étude

l'accueil du public et l'animation assurés par des hôtesses d'accueil, une responsable de pôle et une équipe de bénévoles de la SNPN;

la partie administrative assurée par un directeur(gestion du personnel, communication, représentation...) et une assistante administrative et financière (comptabilité, gestion de l'accueil...).

La méditation territoriale et scientifique assurée par une personne sous l'autorité de la direction

Les suivis scientifiques

La gestion de la Réserve s'appuie sur une longue tradition de suivis scientifiques, véritables mémoires des lieux. Il s'agit de suivre en permanence de nombreux paramètres : météo, niveaux d'eau, salinité, végétation, inventaire des insectes, reptiles et amphibiens, nombre d'oiseaux, de poissons et de lapins, etc.

Toute valeur exceptionnelle prise par l'un des paramètres est rapidement analysée afin d'en comprendre la variation et de permettre une intervention éventuelle.

Les données scientifiques collectées sont intégrées dans nos bases de données et peuvent également être localisées géographiquement, permettant la production de cartes diverses (thématiques, évolutives ou interprétatives).

Ces cartes constituent un outil d'aide aux décisions de gestion de la Réserve et un support de communication utile vis-à-vis des partenaires institutionnels.

Chaque année, les différents suivis et études effectués sur le territoire de la Réserve font l'objet d'un compte-rendu présenté au Conseil scientifique.

Depuis 2021, la Réserve publie une newsletter pour communiquer sur ses actualités scientifiques. Vous pouvez vous y abonner ici.

Ces actions sont menées à bien en étroite collaboration avec les organismes de recherche et de gestion en Camargue. Deux Conseils de la Réserve encadrent ce travail de terrain : le Conseil de direction et le Conseil scientifique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Les conseils de la réserve

Le Conseil de direction est présidé par le Préfet des Bouches-du-Rhône. Il comprend des membres de droit et des membres nommés pour une durée de trois ans.

Il est consulté :

sur les conditions d'application de la réglementation de la Réserve;

sur l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion de la Réserve;

ainsi que sur le programme d'information et d'éducation du public.

Le Conseil scientifique est présidé par le Professeur François RAMADE, Président honoraire de la Société Française d'Écologie et de la SNPN, et comprend 15 membres nommés pour une durée de cinq ans.

Il est chargé :

de formuler un avis sur toutes les mesures intéressant la gestion et l'aménagement de la Réserve;

d'inciter, de coordonner les études et recherches scientifiques exécutées à l'intérieur de la Réserve ou intéressant directement celle-ci et de rechercher les moyens financiers correspondants;

de proposer des modifications éventuelles de la réglementation de la Réserve.

La gestion d'autres sites naturels en Camargue

La SNPN gère également d'autres sites naturels en Camargue, comme les Étangs et Marais des Salins de Camargue (EMSC) ou les cabanes de Romieu, seule ou en co-gestion.

Elle participe notamment à la rédaction du plan de gestion du site et à la concertation mis en place avec les acteurs du territoire dans ce cadre en partenariat avec le CPIE Rhône-Pays d'Arles.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site internet Concertation sur les Étangs et Marais des Salins de Camargue.

L'éducation, la sensibilisation

Vitrine exemplaire de la nature en Camargue, la Réserve naturelle nationale de Camargue se visite en toutes saisons. Elle offre sur une partie importante de son territoire de nombreuses possibilités d'accueil et de balades. Des sorties guidées et des chantiers natures sont également proposées.

Sentiers nature...

Plusieurs sentiers nature jalonnent la Réserve naturelle nationale de Camargue, répartis en trois lieux principaux : la Capelière, la Digue à la mer et la plage.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Au total, ce sont plusieurs dizaines de kilomètres de chemins divers ouverts au public.

Découvrir !

... à la Capelière

La Capelière est le centre d'information sur la nature de la Réserve naturelle nationale de Camargue qui a ouvert en 1979. Vous y trouverez tous les renseignements nécessaires à votre séjour. C'est également le centre administratif de la Réserve.

Le mas de la Capelière est un ancien mas camarguais entouré de marais au bord du Vaccarès.

Sur place, vous pourrez parcourir le sentier nature d'1,5 km qui présente les différents paysages que l'on rencontre en Camargue : marais, forêt, pelouse, sansouire et roselière. Tout au long du sentier, des observatoires et plateformes d'observation vous permettront de contempler discrètement la faune environnante. Une aire de pique-nique est également aménagée pour profiter d'une pause ombragée ou pour déjeuner entouré du chant des oiseaux.

... sur la Digue à la mer et la plage

Construite au 19ème siècle pour isoler le delta du Rhône de l'influence de la mer, la digue à la mer permet l'accès à 20 km de sentiers pédestres et cyclables sur le littoral de la Réserve depuis le parking de la Comtesse (limite est de la Réserve) ou de Rousty (limite ouest de la Réserve). Côté sud, la large plage de la Réserve vous offre une vue spectaculaire sur la Méditerranée et les dunes de la Réserve, milieux très fragiles et protégés. Côté Digue à la mer, le chemin passe entre de belles étendues sauvages de sansouires et des lagunes.

Vous verrez également le phare de la Gacholle, construit en 1882 et automatisé en 1967. Détruit partiellement pendant la guerre 39-45, il a été remis en état en 1947. Les bâtiments sont aujourd'hui utilisés par la Réserve nationale de Camargue en tant qu'espace d'accueil du public, tenu par des bénévoles de la SNPN et aménagé depuis 2002.

Un point d'observation vers les étangs et sansouires est présent, ainsi qu'un espace de repos et de pique-nique accueillant pour tous les visiteurs.

Animations et chantiers

Pour en savoir plus sur la Camargue, nous proposons aux adhérents de la SNPN des sorties mensuelles, des stages ornithologiques ainsi que des chantiers d'été que vous pouvez retrouver en cliquant ici

Sources <http://www.snpn.com>

Gaël Hemery, directeur

2.7 Organisation interne

L'équipe en Camargue

Direction

Gaël Hemery, directeur

Pôle Administratif et maintenance

Christelle Boudoux, assistante administrative et financière

Pôle Gestion Scientifique, Protection et Surveillance

Luc Belenguier, conservateur de la Réserve naturelle nationale de Camargue

Emmanuelle Migne, chargée de mission scientifique (hydrologie)

Silke Befeld, chargée d'étude scientifique

François Lescuyer, garde-technicien

Hélène Bloch, chargée de mission Plan de Sauvegarde du Vaccarès

Pôle Accueil, Sensibilisation des publics et Ancrage territorial

Florianne Jussiau, responsable accueil et sensibilisation des publics

Ana Vodanovic, agent d'accueil

Laurence Moyne, agent d'accueil

Fanny Ricque, chargée de médiation scientifique et territoriale

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

....

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

4.6 Dates de création

2024

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<https://www.snnpn.com/reservedecamargue/>

Présentation du contenu conservé par la réserve naturelle

Documents administratifs et fonctionnement : (1931-2016), 7 ml

Conseil d'administration SNPN : Comptes rendus, correspondance (1996-2002), 0,10 ml

Conseils scientifiques : Comptes rendus, études (1979, 1984-1995, 2005) 1,90 ml

Rapports de garde (1931-1971) 0,10 ml

PV d'infractions (1931-1971) 0,50 ml !

Chrono courrier départ (1975-1977), 0,10 ml

Correspondance (1956-1964), 0,10 ml

60 ans de la réserve : correspondance (1988), 0,10 ml

Contentieux sur le bail des taureaux, la chasse, le braconnage : référés ..., correspondance .. (1968-2012) 1, 20 ml

Relation avec l'Agence régionale pour l'environnement (ARPE), fédération des chasseurs : correspondance (1998-2011), 0,40 ml

Comptabilité : factures (2006-2016) 2,70 ml³

Dossiers de l'activité : 1935-2014 7,60 ml

Gestion de la réserve

Plan de gestion (1988-2005), 0,80 ml

Niveaux de salinité Vaccarès : cartes (1996-2009) 0,30 ml

Limnigraphes (1992-2000) 0,80 ml)

Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) Camargue : dossier de travail, 1995 (0,20 ml)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Directives habitat II : consultations sites Bouches-du-Rhône dont Camargue : consultation des élus (1998) 0,20 ml

Météorologie : graphiques d'enregistrements (1988-1997), bulletin annuel (1935) 0,6 ml

La protection des espèces animales et des milieux

Dossiers sur les invertébrés, castors, baguage, enquêtes de contamination (1988-2014), 1,70 ml

Minutes « Badon » : comptage d'oiseaux (1988-20010) 1.90 ml

167 planches d'insectes répertoriés dont principalement papillons (sans date)4

Publications :

Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône par M. Poule, ingénieur des ponts et chaussées, 1835

Publications et revues de la SNPN, 2 ml

Varia :

25 affiches couleur tout format

A énumérer

x Vidéos

4 VHS, 24 Cédérom et DVD

A énumérer

1 bande « Le - La Drôme : je la préfère nature », Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), 19875

Années extrêmes : 1931-2015

Métrage conservé : 10 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au salin de Badon

Accroissement : Fonds non clos.

Stockage bureautique

Non renseigné

Mode de classement et état de conservation. : La plupart des archives sont conditionnées dans des boîtes archives, et sont le plus souvent identifiées.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Très bon état de conservation global

Localisation physique : Au siège de la réserve

Modalités d'accès : Communication libre après demande préalable d'autorisation aux adresses électroniques suivantes contact@snpn.fr ou gael.hemery@snpn.fr

Sources complémentaires

Répertoire numérique détaillé du versement 232AS : Société nationale de la protection de la nature : activités de la SNPN , fonctionnement du bureau MAR, gestion de réserves naturelles, 1855-2018

Autres instruments de recherche

Archives publiques conservées aux Archives nationales

19960018/14: Dossiers ou projets de création, études, aménagements, 1993

20070642/1, 3, 7 11, 23 : Séances du Conseil national de la protection de la nature (CNP) sur la Camargue, 1951-1997

19880603/1-52. Environnement ; Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (1976-1988).

20050530/1-38. Environnement ; Direction de la nature et des paysages ; Sous-direction des espaces naturels (1968-2001).

2008052 : Soutien financier du programme communautaire LIFE (CEE) pour des opérations en France, 1991- 2000

20130372/1-62. Ministère de l'Environnement : création et gestion des parcs nationaux et des réserves (1987-2010).

20150743/1-95. Parcs nationaux et réserves (1953-2008).

20150845/1-422. Ministère chargé de l'Environnement ; Sous-direction des espaces naturels : financements européens ; réseau Natura 2000 (1980-2009).

Archives publiques conservées aux Archives départementales

2882 W : DDE Bouches-du-Rhône : vues aériennes dont notamment la Camargue, 1953-2001

3193 W : DIREN PACA : aménagement des eaux, réserves naturelles dont notamment la Camargue, 1957-2000

3241 W : DIREN PACA : réseau hydraulique dont notamment la Camargue, 1969-2011

3188 W : DIREN PACA : parcs naturels et suivi environnemental dont notamment la Camargue, 1986-2002

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Archives privées conservées aux Archives nationales

20080615/1-2080615/427 : fonds Serge Antoine, 1949-2005

217 AS : Activités de France nature environnement, 1941-2013

2021-0198/1-151 : Fonctionnement de France nature environnement et ses réseaux, 1967-2021

2021-0231/1-36: collections d'affiches de France nature environnement, 2009-2018

2001-0135/1-73. Fonds de l'Association pour les espaces naturels, ASPEN [127AS], (1961-2000).

20030503/1-166. Fonds de la Fédération des parcs naturels régionaux de France, FPNRF (1963-2004).

Calvados

Syndicat de défense contre la pollution atmosphérique autour de la zone portuaire de Caen

Cote 1J/409²⁹⁵

Syndicat de défense contre la pollution atmosphérique autour de la zone portuaire de Caen

Modalités d'entrées

Don n°2019-5731

Présentation du contenu

Statuts, correspondance, communiqués de presse, journal de bord, rapports, procès verbal de constat, photographies, assignation à comparaître, jugements et pièces annexes, coupures de presse.

1957-1994

Métrage linéaire: 0,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

²⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Syndicat-de-defense-contre-la-pollution>

Côtes-d'Armor

De la source à la mer

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

De la source à la mer

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1996-aujourd'hui

2.2. Histoire

L'Association de la Source à la Mer a été créée le 19 Mars 1996, consécutivement à la prolifération et échouages massifs des algues vertes.

2.3. Lieu

Mairie, 2 Quai de Courcy, 22520 Binic-Etables-sur-Mer

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

« L'association a pour objet de protéger, de conserver et de restaurer les espaces, ressources, milieux et habitats naturels, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres fondamentaux écologiques, l'eau, l'air, les sols, les sites, le littoral, les paysages et le cadre de vie, de lutter contre les pollutions et les nuisances [algues vertes, PLU, qualité de l'eau et notamment qualité de l'eau brute et de l'eau potable], contre l'aliénation des chemins ruraux et de randonnée et, d'une manière générale d'agir pour la sauvegarde de ses intérêts dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire et de l'urbanisme » (site internet de l'association, <https://www.delasourcealamer.org/>)

3. Zone des relations

Partenariats

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Eau, rivières de Bretagne

Bretagne vivante

Vivarmor

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE), Juliette Daquin (historienne, université de Rennes 2)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de

révision ou de dissolution

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<https://www.delasourcealamer.org/>

Présentation du contenu conservé par l'association

Administration et composition :

PV de Conseils d'administration 1996-Aujourd'hui : tous archivés en papier ou sur un drive depuis 5/6 ans

Rapports d'activités et financiers : un par an, archivés

Impossibilité à ce stade d'estimer la quantité d'archives en ml car elles sont conservées dans des boîtes inégales en termes de taille. Les membres de l'association sont favorables à s'y plonger pour constituer leur fond d'archives et pouvoir le mobiliser lors d'événements, de demandes de membres, de besoin de consultation sur un dossier historique, etc...

Fonctionnement et activités : (1996-aujourd'hui).

L'association prend en charge la rédaction de bulletins, désormais 3 par année (auparavant sur un rythme de 4 par année).

Les bulletins d'informations font entre 13 et 14 pages en moyenne recto verso et l'association décompte 102 bulletins depuis sa création. Ils sont publiés par mail, et imprimés à hauteur d'une centaine de tirages, 70 tirages sur les années récentes.

Aujourd'hui, l'association envoie autant ou un peu plus de bulletins par mail que par la poste, avec quelques exceptions d'envois mixtes sur demande des adhérents (un envoi papier et mail).

L'association veille ainsi à la vie locale qui a trait à l'environnement (par exemple en assistant à des réunions municipales) en effectuant une veille des enjeux environnementaux locaux, en organisant des événements à destination d'une part du public local mais aussi saisonnier.

Protection, conservation des milieux

Dans les archives peuvent se retrouver des rapports et des synthèses, la plupart du temps rédigés en réaction à un phénomène ou une actualité au local, par exemple concernant le remblayage d'une ancienne carrière à Binic en 2025-2026.

Se trouvent aussi dans les archives les PLU de Binic et Etables accompagnés de rapports.

De même, le bulletin est aussi un moment de rédaction pour l'association et ses membres qui trouvent un espace pour effectuer des rapports ou des synthèses explicatifs d'une actualité locale, d'une pollution, d'un enjeu de mobilisation.

Campagne " Relevés de taux nitrate"

Concernant les relevés de taux de nitrates, l'association effectue lors de chaque bulletin (tous les 3 mois donc) une veille des taux de nitrates à dans l'Ic. Cette veille systématique se trouve généralement en deuxième page du bulletin, concerne le bassin de l'Ic et s'accompagne la synthèse le jour de l'AG.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

L'association n'effectue pas elle-même les prélèvements pour deux raisons : une première qui est le temps et l'argent que coûte la réalisation de prélèvements + de traitement ; une deuxième qui est la fiabilité des prélèvements déjà effectués par le département. Les prélèvements répertoriés par l'association et publiés dans le bulletin sont issus des Côtes-d'Armor, via la revue institutionnelle Inf'Eaux22, croisé par l'actualité publiée par l'ARS. L'association se charge d'interpréter les résultats et de les expliquer. Marie-Françoise, une des membres du CA se proposait d'effectuer les relevés pendant un temps mais l'association a préféré concentrer ses moyens sur l'explication des résultats fournis par le département.

Education à l'environnement

L'association mène des actions d'éducation à l'environnement.

Un de leurs actions historiques consiste à organiser et encadrer une balade de l'Ic, de 2014 à 2022. Cette sortie sur une journée au bord de l'IC était proposée aux scolaires du bassin versant de l'Ic pour découvrir le milieu aquatique et le milieu terrestre avec des interventions de deux structures environnementales : Eaux et Rivières de Bretagne et Bretagne Vivante. Le portage de cette animation était assuré par le SMEGA (Syndicat Mixte Environnemental du Goelo et de l'Argoat) puis après par SB2A (Saint-Brieuc Armor Agglomération)

Contexte supplémentaire : La réalisation de cette action d'éducation à l'environnement a pris fin en 2022 suite à une coupure des subventions par SB2A. Le budget « eau » de la région est depuis réparti dans l'enveloppe par rapport aux risques donc la répartition et l'allocation d'un budget pour la qualité des eaux a été orienté plutôt en Ille-et-Vilaine et sur la maison de la baie pour les côtes d'Armor. L'association ne peut donc pas assurer cette mission seule, notamment pour des enjeux de responsabilité du portage car aucun des membres n'est habilité à intervenir seul auprès des scolaires.

L'association est en réflexion sur le sujet car souhaiterait reprendre ce type d'action. Elle a initié en 2025 un événement sur les bocages avec les écoles, accompagné d'une exposition en prestataire avec l'association Forêt-Bocage 22. Suite au succès de l'opération, l'association pense renouveler l'événement tous les ans, par exemple en 2026 sur la thématique de l'eau.

L'association mène aussi des actions de sensibilisation auprès du public adulte par la diffusion de documentaires avec débats (par exemple dans le cadre du mois du documentaire en novembre). Pour ce faire, elle est en partenariat avec l'association du cinéma d'Etables.

En 2026, l'association a renoué avec son activité d'éducation à l'environnement historique par l'organisation d'une balade de l'Ic, tout public cette fois, accompagnée de l'intervention d'une ancienne salariée de Bretagne Vivante. L'association a eu l'occasion d'y convier des élus.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Enfin, une autre action d'éducation à l'environnement que l'on croise dans les archives est celle du kiosque, action menée durant l'été pour un public non-local, parfois sans connaissance sur les algues vertes.

Le kiosque est proposé depuis 4 ans maintenant, par Dominique. Il consiste en la réalisation d'animations sur le bord de la plage, de distribution de flyers, de jeux (avec des lots de livres à la clé) et de goûters.

L'action prend place sur l'esplanade de la plage. La première année, l'association organisait quatre kiosques par été puis l'événement a pris un rythme d'une fois juillet et une fois août. L'archivage de l'événement se base principalement sur les actions de communication qui le caractérise (vidéos et photos pour documenter l'événement).

Documentation

- Bulletins d'info – Voir plus haut, bulletin n°103 à venir. Tous les bulletins sont archivés au moins en version numérique sur un drive.
- Items : une grande flamme utilisée pour visibiliser l'association lors d'événements comme le kiosque + drapeaux/fanions à venir. L'association possède aussi des archives concernant un collectif des victimes (peut-être à préciser par Dominique et Joëlle). Une casquette « Eau secours » réalisé pour une mobilisation avec d'autres associations locales.
- Affiches : l'association a conservé les affiches du kiosque et les affiches pour les événements ainsi que quelques affiches réalisées avec ERB et quelques affiches d'autres associations partenaires.
- Photographies, diapositives, vidéos : conservées plutôt pendant les événements organisés et répertoriés sur les moyens de communication.

Dates extrêmes

1996-2026

Métrage linéaire conservé

Environ 3 ml.

Stockage bureautique conservé

X PC x Go (comprends notamment les comptes rendus des Assemblées générales (20xx), des vidéos et des publications, disponibles sur le site de l'association)

En ligne, il est possible de retrouver tous les bulletins plus les compte-rendu de réunions ainsi que du CA pour ce qui est des réunions et CA récents, sinon ils sont archivés en format papier.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives, situées dans un environnement sain, ;
urgence de répertoire pour enjeu d'histoire/mémoriel/ pour éviter d'avoir les archives

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

et l'histoire qui repose sur un individu (président).

Localisation physique

Les archives sont pour le moment stockées chez Joëlle, la vice-présidente de l'association.

Modalités d'accès

Sur demande :

Tel : 02 96 73 65 25

Courriel : delasourcealamer22@gmail.com

Sauvegarde du Trégor-Goëlo Penthière

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Sauvegarde du Trégor - Goëlo Penthièvre

1.3. Autres formes du nom

Sauvegarde du Trégor

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1976 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Depuis 1976, l'association Sauvegarde du Trégor défend le patrimoine naturel et culturel du Trégor, sur le département des Côtes d'Armor et une partie du département du Finistère.

2.3. Lieu

Siège social : Ti An Holl place d'Auvelais 22310 Plestin-les-Grèves

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

Protéger l'eau et l'environnement de Morlaix jusqu'à la Rance.

Fondée en 1976, Sauvegarde du Trégor est une fédération d'associations de défense de l'environnement local. Elle fédère une dizaine d'associations, dont certaines en sommeil aujourd'hui. Elle fonctionne également par groupes d'adhérentes par communes. Elle compte environ 200 adhérent·es (membres des associations locales ou de groupes) et se concentre sur l'action directe et judiciaire. Son financement repose principalement sur des événements ponctuels et sur les adhésions de ses membres, reflet de son approche indépendante.

2.6. Textes de référence

Statuts

2.7 Organisation interne

Bureau du conseil d'administration dont :

Yves-Marie Le Lay, président (également de Dour ha Douar)

Brigitte Debreu-Milon, secrétaire (présidente de Sauvons les Arbres)

Alain Stephan, trésorier

Claude Fustier, vice-président (président de Treduder Nature Patrimoine)

3. Zone des relations

Fédération et affiliations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Fédération : Associations fédérées dont Plestin Environnement, Treduder Nature Patrimoine, Sauvons les Arbres, Quatre pour tous, Dour a Douar, Association de l'île blanche, Plougasnou, Association des Riverains de l'Anse de Primel (liste non exhaustive).

Affiliations : Cap pour tous, Force 5, AEDD, Défense des victimes des marées vertes (liste non exhaustive)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE), Clémence Hallé (humanités environnementales, Université Rennes 2)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Créée en 1976, modifiée en 2020

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Sources

4.8. Source

<https://www.sauv-tregor.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'association

(le métrage/ activités ne peut être calculé pour l'instant)

Documents rangés par activités (1976-aujourd'hui) :

Sauvegarde du patrimoine naturel :

- Lutte contre les marées vertes (dont documents des associations fédérées) ;
- Affaire Morfoisse et défense des victimes des marées vertes
- Autorisations d'exploitations d'élevage (dont attaques juridiques) ;
- Lien et actions avec les associations de victimes des pesticides sur la thématique ;
- Lutte pour la préservation des dunes et contre les enrochements / l'artificialisation du littoral ;
- Application de la loi littorale (dont archives de procès, plaidoiries, jugements, tribunal administratif) ;
- Extraction de sable (dont Peuple des Dunes) ;

Sauvegarde du patrimoine culturel.

Documents de fonctionnement au sein de chaque activités (numérisation à partir de 2010) :

- PV des assemblées générales
- Compte-rendus de réunions
- Rapports d'activités et bilans financiers

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- Actions en justice et contentieux
- Actions auprès d'établissements scolaires (dont Lycée général de Concarneau, Lycée agricole de Morlaix, actions en cours)

Communication vers l'extérieur :

- Bulletins d'info et fiches (papiers et numériques)
- Publications numériques diverses de l'association dont photographies, vidéos
- Tracts et appels à mobilisations
- Affiches papier et numérique : une vingtaine

Dates extrêmes

1976 - aujourd'hui

Métrage linéaire conservé

Environ 5 ml. : 6 caisses en plastique comprenant des doubles

Stockage bureautique conservé

1 disque dur et 3 PC (comprends notamment les comptes rendus des Assemblées générales et le fonctionnement de l'association depuis 2010, les publications et la communication disponibles sur le site de l'association)

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives, situées dans un environnement sain. La plupart des documents disposent d'un conditionnement.

Localisation physique

Au domicile du président puis Archives départementales des Côtes d'Armor (à partir de 2027)

Modalités d'accès

Sur demande :

Courriel : sauv.tregor@proton.me et sklerijen@lilo.org

Puis Archives départementales des Côtes d'Armor (2027)

Huglo-Lepage (cabinet d'avocats)

Versement 120J 1-38²⁹⁶

Archives du cabinet d'avocats Huglo-Lepage, 1978-1988

Présentation du contenu

Affaires consécutives au naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz : dossiers des collectivités et des marins-pêcheurs, synthèses des expertises, documents juridiques et conclusions récapitulatives de première instance

Historique du producteur

Cabinet d'avocats Huglo-Lepage

Modalités d'entrée

Dépôt

Conditions d'accès

Accès soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise à autorisation

Autre(s) instrument(s) de recherche

État sommaire

Description physique

30 ml

Mots-clefs

Matières :

accident, contentieux, dommage, hydrocarbure, mer, navigation, pollution, procédure

Noms de lieu :

Bretagne, Côtes d'Armor, Manche, New York, Paris

Noms de personne :

Amoco-Cadiz, Huglo, Josselin, Arzel

²⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-cabinet-d-avocats-Huglo-Lepage>

Finistère

Abers nature

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Abers Nature

1.3 Autres formes du nom

Consommation et Environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1988 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association « Consommation et environnement » a été créée en 1988 par un groupe de bénévoles préoccupés par les problèmes qu'engendrait la société sur son environnement (déchets, méfaits de l'agriculture intensive ...).

En 1992, elle devient « Abers Nature ». Les objectifs de l'association sont alors peu à peu centrés sur la reconquête de la qualité de l'eau (notamment sur l'aber Benoît), la gestion de la nature et la sensibilisation à l'environnement.

En 2000, l'association obtient l'agrément au titre de la protection de l'environnement par la préfecture du Finistère.

2.3 Lieux

Siège social

68 avenue de Waltenhofen, 29860 Plabennec

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association : La protection de l'environnement, la gestion des zones humides et l'éducation à l'environnement.

Moyens de l'association : des enquêtes, des informations (exposés, débats, spectacles), des propositions écrites ou orales, et des actions d'aide sur le terrain en ce qui concerne la défense et la protection de l'environnement.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association

Fonds "Abers Nature"

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, demande d'agrément..., (à partir de 1988).

Comptabilité : demandes de subvention, salaires, factures... (1988-2003).

Études et inventaires réalisés par l'association : zone humide de Kérivin, de Lanorven, landes de Lanveur, zones humides de la communauté de communes de Plabennec et des Abers, inventaire de la faune et de la flore des zones humides... (1999-2006).

Dossiers de l'activité : gestion de la zone humide de Lanorven (plan de gestion, cartographie, inventaire floristique et ornithologique, contrat nature, bilan, convention de gestion..., 1996-2006), contrat restauration entretien-CRE sur l'Aber Benoît et les cours d'eau du pays des Abers - Côte des légendes (projets, études, dossiers de demande de subvention, fiche de renseignement..., 1999-2000), programme bocage

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Plabennec Leader + (comité de pilotage environnement, projet de protection et valorisation des zones humides de la communauté de communes de Plabennec et des Abers, compte-rendu de réunion, correspondance..., 2000-2006), programme d'action de sensibilisation et d'éducation à l'environnement de l'association (2005-2006), actions inter-association (collectif eau pure Léon Trégor, 1998-2002).

Revue de presse sur l'association, les municipalités... (1988-2000).

Documentation : Syndicat de l'*Elorn* et de la rivière de Daoulas (1998), charte intercommunale de développement et d'aménagement du territoire (1998), études agropédologiques, contrat de baie programme pour la rade de Brest, études sur l'Aber Benoît de Jean-Yves Piriou (1990-1995).

Documents iconographiques : 150 photographies non légendées sur la nature, les zones humides, la flore, des fêtes de l'association... (2000-2005), photographies sur un CD-Rom (inventaire de l'entomofaune de la zone humide de Kérivin, 2006), plaquettes de l'association (à partir de 1998), exposition sur les zones humides.

1988-XXI^e siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,40 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association à Plabennec.

Origine

Abers Nature

Accroissement

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable

(adresse électronique : abers.nature@laposte.net)

Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Agir ensemble pour Combrit Sainte Marine

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1995 – aujourd'hui

2.2 Histoire

Cette association créée en 1995 a obtenu l'agrément au titre de la défense de l'environnement en 2001.

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Combrit.

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

L'association « Agir ensemble pour Combrit Sainte Marine » a pour but la réflexion et l'action sur tous les sujets concernant la commune de Combrit Sainte-Marine et ses habitants, ses entreprises notamment en ce qui concerne les points de vue écologique, politique, sociologique, culturel et historique, la protection et la sauvegarde de l'environnement, l'étude et la protection du patrimoine et tout autre sujet d'intérêt collectif de la population concernée.

Ses moyens d'action sont notamment les publications sous quelque forme que ce soit, cours et conférences ; l'organisation de toutes manifestations jugées utiles au but de l'association.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://arbannour.free.fr>

Fonds "Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, liste des adhérents, compte-rendu d'assemblée générale, bulletin d'adhésion, commissions internes, lettre d'information inter-adhérents... (à partir de 1995).

Comptabilité : bilan financier, relevés et livres de compte... (à partir de 1995).

Dossiers de l'activité concernant l'environnement : dune (publication sur le plan de prévision des risques, articles de presse, correspondance, photographies, cassette vidéo VHS), urbanisme (motocross, plan, articles de presse, projet, compte-rendu de réunion, correspondance), lotissement de Pen Diry (articles de presse, plan, projet, photographies, vidéo mp4 "La France défigurée 20 ans après" émission diffusée sur France 2), publication de la revue "Ar Bannour" (correspondance, inscription CPPAP, dépôt BNF), polder, abattage d'arbres,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

plan d'occupation des sols et plan local d'urbanisme, décharges, animations... (1983-2003).

Documentation : "Ar Bannour" (revue publiée par l'association, 15 numéros et un hors série, 1996-1999).

1983-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,60 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association.

Origine

Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Association pour la protection des dunes de Porspoder

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

1.3 Autres formes du nom

APDP

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1983 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Protection des Dunes de Porspoder a été fondée en octobre 1983.

Elle a reçu le 2 septembre 2003, l'agrément au titre de la protection de l'environnement pour les actions qu'elle mène dans la commune de Porspoder.

2.3 Lieux

Siège social

Porspoder

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Protéger les dunes de Porspoder dans le cadre du décret n° 79-716 du 25 août 1979 relatif à la protection et à l'aménagement du littoral ;

Eviter qu'aucune délimitation quelle qu'elle soit ne soit faite sur ces dunes et qu'aucune construction en dur n'y soit édifiée à l'avenir

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://apdp29.pagesperso-orange.fr>

Fonds "Association pour la Protection des Dunes de Porspoder" (APDP).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, procès-verbaux de réunion, compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale... (à partir de 2000).

Dossier de l'activité : protection des dunes de Porspoder (retrait du camping (correspondance avec la mairie, la communauté de communes du pays d'Iroise, le préfet), participation au plan local d'urbanisme de Porspoder, convention de pturage sur les dunes, dossiers des trophées de la vie locale..., à partir de 2000).

Documents iconographiques : 100 photographies des dunes de Porspoder (à partir de 1983).

1983-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : apdp29@orange.fr)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Association pour la protection des dunes de Porspoder

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

1.3 Autres formes du nom

APDP

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1983 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Protection des Dunes de Porspoder a été fondée en octobre 1983.

Elle a reçu le 2 septembre 2003, l'agrément au titre de la protection de l'environnement pour les actions qu'elle mène dans la commune de Porspoder.

2.3 Lieux

Siège social

Porspoder

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Protéger les dunes de Porspoder dans le cadre du décret n° 79-716 du 25 août 1979 relatif à la protection et à l'aménagement du littoral ;

Eviter qu'aucune délimitation quelle qu'elle soit ne soit faite sur ces dunes et qu'aucune construction en dur n'y soit édifiée à l'avenir

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://apdp29.pagesperso-orange.fr>

Fonds "Association pour la Protection des Dunes de Porspoder" (APDP).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, procès-verbaux de réunion, compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale... (à partir de 2000).

Dossier de l'activité : protection des dunes de Porspoder (retrait du camping (correspondance avec la mairie, la communauté de communes du pays d'Iroise, le préfet), participation au plan local d'urbanisme de Porspoder, convention de pturage sur les dunes, dossiers des trophées de la vie locale..., à partir de 2000).

Documents iconographiques : 100 photographies des dunes de Porspoder (à partir de 1983).

1983-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : apdp29@orange.fr)

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé et de ses environs

1.3 Autres formes du nom

ASRIPE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1971 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé (ASRIP) est créée en août 1971.

Le 6 janvier 1991, son nom est modifié. Elle devient l'association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé et de ses environs (ASRIPE).

En 2006, elle obtient l'agrément d'association de protection de l'environnement.

2.3 Lieux

Siège social

Pont L'Abbé

Chez un ancien président de l'association

Quimper

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Sauvegarder l'intérêt écologique de la rivière (ornithologie, géologie, flore...) contre toute pollution et atteinte à son environnement (déboisement, remblais, urbanisation, bruits...);

. Défendre le patrimoine historique, éducatif et culturel ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

. Action sur les communes : Pont L'Abbé, Plogastel Saint Germain, Plonéour Lanvern, Tréméoc, Saint Jean Trolimon, Plomeur, Plobannalec, Loctudy, L'Ile Tudy, Combrit, l'anse de Pouldon.

Moyens d'action :

- . Publication d'une étude circonstanciée sur tous les aspects de la rivière, d'un bulletin et d'articles dans les revues déjà existantes (SEPNB, Site et monument) ;
- . Conférences et projections ;
- . Expositions ;
- . Organisation de concours, de manifestations relatives à son objet ;
- . La possibilité d'agir en justice

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Fonds "Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs" (ASRIPE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, les décisions du conseil d'administration pour les actions en justice... (à partir de 1971).

Dossiers de l'activité : actions en justice contre des particuliers et des municipalités pour le respect de la loi littorale et du domaine public maritime (permis de construire, certificat d'urbanisme, station d'épuration, le chemin du Pouldon, sentier côtier, le polder de Combrit, le port de Loctudy, le plan d'occupation des sols de Pont L'Abbé..., à partir de 1973), mise en réserve de chasse du Pouldon (1972-1983), conservatoire du littoral (correspondance au moment de l'achat de terrains, 1980-

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1984), participation à l'élaboration du plan d'occupation des sols de Pont L'Abbé (1975-1980), correspondance sur l'association (membres du comité d'honneur, M. Brissaud l'administrateur de Kérazan, ambassade des Etats-Unis et du Canada..., 1971-1991), ornithologie (relevés ornithologiques, remblais pour la nidification des sternes au Dourdy, recensement des oiseaux d'eau pour l'atlas Wetlands, à partir de 1971), Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt écologique faunistique et floristique, Bretagne Vivante (études sur la faune et la flore autour de la rivière de Pont L'Abbé, mesure de protection, correspondance..., 1995-2007).

Revue de presse sur l'association, les municipalités... (à partir de 1971).

1971-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,75 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président et chez un ancien président de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la sauvegarde du Pays Fouesnantais

1.3 Autres formes du nom

ASPF

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1972 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Sauvegarde du Pays Fouesnantais (ASPF) a été créée en 1972, par un groupe de Fouesnantais inquiets des projets d'urbanisation des marais littoraux de Beg-Meil.

Elle obtient en 2002 l'agrément « association de protection de l'environnement ».

L'ASPF fait partie de l'Union des associations de défense du littoral (UADL) et participe aux ateliers du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Fouesnant.

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Buts de l'association :

Entreprendre toutes actions et susciter toutes initiatives, coordonner toutes campagnes ayant pour but la préservation des sites, la protection de l'environnement naturel du Pays Fouesnantais et de son littoral ;

Veiller à ce que le développement du Pays Fouesnantais se réalise de façon harmonieuse et dans le respect des composantes de toute nature qui en constituent la richesse ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Défendre les intérêts collectifs tant moraux que matériels des habitants et résidents du Pays Fouesnantais, pour tout ce qui concerne les objectifs mentionnés ci-dessus ;

Se constituer partie civile pour toute action judiciaire relative à des faits portant atteinte ou entraînant un préjudice direct aux intérêts que l'association a pour objet de défendre.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.aspfasso.fr>

Fonds "Association pour la Sauvegarde du Pays Fouesnantais" (ASPF).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration... (à partir de 1942).

Dossiers de l'activité : actions en justice et défense du littoral (le sentier côtier de Beg Meil jusqu'au Cap Coz, les marais de Moustierlin, les plan d'occupation des

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

sols de Mousterlin, Fouesnant, Beg Meil et du Cap Coz, le plan local d'urbanisme de Fouesnant-Mousterlin, les permis de construire et projets immobiliers (Tipiak, Bouygues, Mona Lisa, Ker Elo...), les algues vertes, la station d'épuration de l'anse du petit moulin, l'eau et l'assainissement, les chemins ruraux, les zones humides et les carrières..., à partir de 1972), Union des Associations de Défense du Littoral (compte-rendu d'assemblée générale, recours contre les municipalités, correspondance..., à partir de 2005), Contrat territorial Odet-Aven (enquête publique, études, correspondance..., à partir de 2005).

Documentation : bulletin de l'association (à partir de 2000).

Documents iconographiques : 200 photographies des marais, de la côte de Beg Meil, Fouesnant, Mousterlin (1972-2002).

1972-XXI^e siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 4,70 m

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde du Pays Fouesnantais

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Baie de Douarnenez Environnement

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Baie de Douarnenez Environnement

1.3. Autres formes du nom

BDZE

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2010 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Jean Hascoët, ancien enseignant et fondateur de l'association

Nicole le Gall, ancienne mareyeuse et fondatrice de l'association. Prendre la suite du Groupement maritime de la baie et lutter contre les marées vertes.

2.3. Lieu

10 impasse des filets bleus, 29100 Douarnenez - Treboul

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

Défendre et protéger l'environnement et la qualité de la vie sur l'ensemble du territoire maritime et terrestre de la baie de Douarnenez, de la baie des Trépassés et de la chaussée de Sein ; les communes concernées sont : Camaret-sur-mer, Lanveoc, Crozon, Telgruc-sur-Mer, Argol, Saint-Nic, Trégarvan, Dineault, Plomodiern, Ploëven, Plonévez-porzay, Cast, Quéménéven, Locronan, Kerlaz, Le Juch, Douarnenez, Pouldergat, Gourlizon, Guengat, Plogonnec, Poullan-sur-mer, Beuzec-cap-sizun, Goulien, Cléden-cap-sizun, Plogoff, Ile de sein, Audierne, Plouhinec ; Entreprendre toutes actions et susciter toute initiative ayant pour objet la préservation des espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques, la protection du littoral dans le respect du patrimoine culturel, naturel et architectural, la prévention des pollutions des risques et des nuisances sur son territoire ; Lutter contre les algues vertes ; intervenir sur les questions d'architecture et d'urbanisme, sur les projets d'urbanisation et de construction dans les zones sensibles des communes concernées ;

Défendre les intérêts collectifs tant moraux que matériels des habitants et résidents de son territoire pour ce qui concerne les objectifs mentionnés ci-dessus ;

Agir en justice pour le respect du droit, particulièrement dans les domaines de la défense de la nature, de l'environnement, de l'urbanisme littoral et de la qualité de la vie

Sources <https://asso-info.fr/baie-de-douarnenez-environnement-bdze>

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

L'association dispose d'un Conseil d'administration de plus de 10 membres.

Membres du bureau du conseil d'administration

Nicole le Gall, trésorière, Odile Bruneau, secrétaire, Jean Hascoët, Président

3. Zone des relations

Affiliation

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Eau et Rivières de Bretagne

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteurs : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE), Clémence Hallé (humanités environnementales, Université Rennes 2)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

03 / 07 / 2010

Changements de statuts en 2014

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Sources

4.8. Sources

<https://www.baiedouarnenezenvironnement.com/>

<https://www.facebook.com/p/Baie-de-Douarnenez-Environnement-100064359172478/>

<https://asso-info.fr/baie-de-douarnenez-environnement-bdze>

Présentation du contenu conservé par l'association (papier et numérique depuis 2010)

Activités :

- Lutte contre les marées (pollutions agricoles)
- Application de la loi littorale (ex : GR 34)
- Pollutions maritimes (coquillages, bactéries, poissons) dont mesures
- Interventions en milieu scolaire, associatif, culturels, et politiques, visites de fermes
- Réunions et enquêtes publiques (participations et organisations)

Fonctionnement :

- CR d'AG, de Conseils d'administration, de réunions
- Rapports d'activités et financiers
- Études, rapports sur la qualité de l'eau dans la baie de Douarnenez

Recours en justice :

- Recours gracieux, Contentieux, mémoires juridiques, etc.

Documentation :

- Lettres d'informations
- Publications diverses de l'association dont photographies et vidéos

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

- Coupures de presse et presse
- Affiches : une cinquantaine

Dates extrêmes

2010 - aujourd'hui

Métrage linéaire conservé

Environ 2 ml

5 cartons : 1 presse, 1 fonctionnement, 1 affiliation, 1 divers, 1 annexes

Stockage bureautique conservé

Site internet (comprend la quasi totalité de la production de

l'association) : <https://www.baiedouarnenezenvironnement.com/>

1 petit disque dur

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives, situées dans un environnement sain, malgré le manque d'espace de stockage.

La plupart des documents disposent d'un conditionnement.

Localisation physique

chez Jean Hascoet

Modalités d'accès

Sur demande :

Tel : 06 77 62 58 03

Courriel : bdze29@gmail.com

Beva e bro Daoulas

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Beva e bro Daoulas

1.3 Autres formes du nom

Association logonnaise pour la défense de l'environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1976 – 2001

2.2 Histoire

En 1976, Jean Salaün participe à la création de l'association Logonnaise pour la défense de l'environnement, qui deviendra l'association Beva e bro Daoulas. Cette association a obtenu l'agrément « environnement et urbanisme ». Elle est dissoute en 2001.

2.3 Lieux

Chez un membre de l'association

Logonna Daoulas

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Jean Salaün a été le président de l'association Beva e bro Daoulas de 1976 à 2001, c'est à dire de sa création à sa dissolution.

Au sein de cette association, Jean Salaün qui a également été président de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1984 à 1988, puis de 1990 à 1991, a œuvré pour la protection du domaine public maritime en collaboration avec la SEPNB.

En effet, l'association Beva e bro Daoulas a pour but la défense du littoral, notamment sur des dossiers comme le comblement de la rade de Brest et l'étang du Moulin Mer.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Jean Salaün.

Fonds "Beva e bro Daoulas".

Dossiers sur des atteintes au domaine maritime : comblement de zones humides dans la rade de Brest (jugement, mémoire d'avocat, procès-verbaux de réunion de la commission départementale des rivages et de la mer, rapport, correspondance..., 1978-1995), la domanialité publique de l'étang du Moulin-Mer (acte de vente, enquête, correspondance..., 1995-2005).

1978-2005

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,06 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Beva e bro Daoulas

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Bretagne Vivante – Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

1.3 Autres formes du nom

SEPNB

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1958 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Société pour l'étude et la protection de la nature (SEPNB) est créée en décembre 1958 afin de prolonger l'action des « Cercles Géographiques et Naturalistes du Finistère », formés en novembre 1953.

Fondée à une époque où l'écologie ne concernait encore que quelques initiés, la SEPNB a joué un rôle précurseur en créant des réserves ornithologiques sur le littoral. Son champ d'action s'est rapidement élargi à tous les problèmes de défense de l'environnement se posant sur l'ensemble des cinq départements de la Bretagne historique.

En 1968, l'association SEPNB est reconnue d'utilité publique.

En 1998, la SEPNB change de nom et devient Bretagne Vivante-SEPNB.

En 2009, à l'occasion de ses 50 ans, l'association a réactualisé son projet associatif, et s'est dotée d'un plan d'action sur trois ans déclinant les actions qu'elle se fixe d'entreprendre en priorité.

Portée par près de 3000 adhérents, de nombreux militants et une quarantaine de salariés, l'association gère aujourd'hui un réseau de plus de 100 espaces naturels protégés, répartis sur les cinq départements de la Bretagne historique.

2.3 Lieux

Siège social

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Sections locales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Trégor-Goëlo, Concarneau-Trégunc, Crozon, Douarnenez, Pays de Morlaix, Quimper-Pays Bigouden, Quimperlé, Rade de Brest, Fougères, Rance-Emeraude, Rennes, Chteaubriant, Estuaire-Loire-Océan, Nantes, Belle-Ile, Brocéliande-Lanvaux, Kreiz Breizh, Pays de Lorient, Pays de Vannes

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Bretagne Vivante est une association régionale active qui est intégrée à des réseaux scientifiques (programmes européens) et institutionnels (commissions régionales et départementales).

But de l'association :

Sauvegarder dans les départements des Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire Atlantique, Morbihan et éventuellement dans les départements limitrophes faisant biogéographiquement partie de la même région naturelle que la Bretagne, la faune et la flore naturelles en même temps que les milieux dont elles dépendent (roches, paysages, sols et eaux) lorsque leur conservation s'impose par suite d'un intérêt scientifique, économique ou esthétique caractérisé ;

Développer le goût et l'intérêt pour les sciences naturelles, la géographie et la protection de la nature ;

Réaliser des études scientifiques ;

Protéger de l'extinction les espèces animales et végétales menacées ;

Veiller à la protection de l'environnement en étant compétent et capable d'intervenir dans différents domaines indissociables et complémentaires de la protection de la nature (protection des espèces et des espaces), domaine traditionnel d'action de la SEPNE : les déchets, la gestion des ressources naturelles, l'utilisation de l'espace, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'énergie, l'impact des aménagements.

Moyens d'action de l'association :

Obtenir en propriété, par achat, ou à défaut en location des terrains et les ériger en réserves ou parcs naturels ;

Aménager et mettre en valeur les différentes sortes de parcs et réserves de l'association, de les surveiller et de les entretenir à l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Créer dans ces parcs et réserves, ou en dehors mais dans le cadre de la zone d'influence de la société, des stations scientifiques, musées, parcs faunistiques ou botaniques et en assurer la gestion avec l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Mener toute action en justice, se constituer partie civile, réclamer des dommages et intérêts dans l'intérêt de la conservation de la nature ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Entreprendre toutes recherches, mener toute enquête, donner tout avis, poursuivre toutes études se rapportant directement ou indirectement à toutes ces questions ;

Faire fonctionner une ou plusieurs bibliothèques de Sciences Naturelles et de géographie ;

Publier périodiquement son bulletin « Penn ar Bed », des mémoires, ainsi que des brochures, affiches, tracts, cartes postales, etc... se rapportant à l'étude ou la protection de la nature, au besoin en collaboration avec des sociétés ou établissements poursuivant en tout ou partie des buts analogues ;

Assurer des missions d'éducation à l'environnement pour tous types de publics ;

Gérer des centres d'éducation à l'environnement avec ou sans hébergement et restauration ;

Organiser des actions de formation ;

Participer à différentes instances de concertation avec les pouvoirs publics.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003.

<http://www.bretagne-vivante.org>

Fonds "Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne" (SEPNB). Finistère

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, décrets, compte-rendu et extrait de délibération du conseil d'administration, rapport d'activité... (à partir de 1958).

Comptabilité : bilan comptable, grand livre de compte, subventions, budgets des réserves naturelles, budget des réserves nationales... (à partir de 1963).

Etudes réalisées par l'association sur les zones humides, les goélands, l'Amoco-Cadiz, la faune, la flore, les réserves naturelles, le parc éolien... (à partir de 1975).

Revue de presse sur l'association, la faune, la flore, les atteintes à l'environnement... (à partir de 1989).

Dossiers de l'activité : affaires juridiques et contentieux (Amoco Cadiz, Tanio, Erika, la chasse, la ligne haute tension Brennilis-Pleyber Christ, le sentier littoral du Pouldon - Loctudy..., à partir de 1978), la gestion des 110 réserves naturelles (études, convention de gestion, compte-rendu de réunion, rapport d'activité et financier, actes notariés, plan de gestion, annuaires et travaux des réserves, dossiers des réserves naturelles nationales (Glénan, Molène, Iroise, Groix, Falguerec-Séné, Venec), bilan des animations, projets de réserves, dossiers spécifiques à Goulien, au Cragou et au Bois Joubert, correspondance..., à partir de 1957), le suivi des oiseaux et des mammifères marins (sternes, goélands, oiseaux mazoutés, oiseaux échoués, belugas, phoques..., à partir de 1950), l'Erika (suivi de chantier de nettoyage, compte-rendu de Bretagne Vivante et de la préfecture, conseils et protocole technique plan Polmar, organisation de Bretagne Vivante, études post Erika, suivi des oiseaux et soins..., 2000-2001), Unité Mobile de Soins pour Oiseaux Mazoutés - UMSOM (rapports, dossier technique, correspondance..., à partir de 2000), programmes européens (Life, Natura 2000, Interreg, contrat nature, programme Morgane : phragmite aquatique, archipels et îlots marins, mulette, sterne..., à partir de 1990), partenariats (conservatoire du littoral, conservatoire botanique de Brest, opération "grands sites nationaux", commission départementale des sites 29, communauté urbaine de Brest, DIREN, réserves naturelles de France..., à partir de 1977), dossiers sur les sites naturels du littoral et du continent en Bretagne, les routes départementales, la faune, la flore, l'eau, les déchets, les zones humides, le littoral, l'agriculture, les différentes interventions de Bretagne vivante... (1985-2005), les animations (fiches et outils pédagogiques, documents de préparation, réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne - REEB, colloque Life landes, les 40 ans de l'association, à partir de 1995).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Documentation : Bretagne Vivante dispose d'un centre de documentation dans ses locaux, ouvert au public le jeudi de 14h à 18h, "bulletin de liaison SEPNB" (1980-1999), "Bretagne vivante" (revue trimestrielle de l'association, à partir de 2000), "Penn ar Bed" (revue de l'association, à partir de 1953), 7 publications de Bretagne Vivante (1999-2010), "atelier technique des espaces naturels" (revue, 1987-2007), "la lettre des réserves" (revue de Réserves naturelles de France, à partir de 1990).

Documents iconographiques : 60 affiches sur Bretagne Vivante-SEPNB, les réserves naturelles et l'environnement (à partir de 1960), photothèque (2400 photographies des réserves naturelles et de l'Erika au siège de l'association, 30000 diapositives et 4200 photographies numérisées à la photothèque chez un membre de l'association sur la flore, la faune, les oiseaux, les oiseaux marins mazoutés, les milieux divers, les grands sites, les réserves naturelles, dont le fonds d'Edouard Lebeurier de 4000 diapositives naturalistes, à partir de 1950).

Enregistrements audiovisuels : 35 cassettes vidéo VHS sur les îles, les réserves naturelles..., dont 32 pour le service animation de l'association, à partir de 1990. 1950-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 70,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège social de l'association :

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Origine

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature et de l'environnement

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : contact@bretagne-vivante.org)

Bibliographie

Maurice Le Demézét, Bruno Maresca, "La protection de la nature en Bretagne, la SEPNB (1953-2003)", Presses Universitaires de Rennes, collection "Espace et territoires", 2003.

Les amis des chemins de ronde du Finistère

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Les amis des chemins de ronde du Finistère

1.3 Autres formes du nom

ACR

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1994 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association des amis des chemins de ronde en Finistère a obtenu en 1999 l'agrément « protection de la nature et de l'environnement ». Elle a pour but la promotion et la défense des sentiers côtiers et de leur environnement naturel.

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Moëlan-sur-Mer

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet :

De participer, sur tout le littoral du Finistère, à la création ou à la sauvegarde des « chemins de ronde », c'est-à-dire des chemins publics côtiers, des servitudes de passage établies conformément à la loi du 31 décembre 1976 et des sentiers divers, parallèles ou perpendiculaires à la mer et permettant d'y accéder et de la longer.

De veiller au maintien de l'aspect naturel des sentiers côtiers et à la sauvegarde de leurs abords,- landes, dunes, zones humides, plages, domaine public maritime, milieu littoral en général,- contre les excès de la circulation automobile et ceux de l'urbanisation, notamment.

D'introduire tous recours, gracieux ou contentieux, contre toutes initiatives privées ou actes administratifs qui, par leur non-conformité avec les lois et règlements en vigueur, compromettraient ou ruineraient l'assiette matérielle ou juridique, l'entretien,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

la conservation des chemins de ronde, ou encore porteraient une atteinte de quelque gravité que ce soit à l'environnement naturel de ces chemins.

De prendre part à toutes actions de préservation des richesses biologiques du milieu naturel, -en particulier de la faune et de la flore.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://amischeminsderonde.free.fr>

Fonds "Les amis des chemins de ronde du Finistère" (ACR).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, agrément au titre de la protection de la nature... (à partir de 1994).

Dossiers d'actions en justice : servitude de passage des piétons le long du littoral, permis de construire, plan d'occupation des sols, plan local d'urbanisme, décharges sur le littoral finistérien... (à partir de 1993).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Revue de presse sur l'association, la protection du littoral, les municipalités... (à partir de 1994).

Documentation : "journal des amis des chemins de ronde", texte de loi, publications sur la protection et l'aménagement du littoral, l'environnement... (à partir de 1994).

Documents iconographiques : 500 photographies sur des atteintes à l'environnement sur le littoral finistérien (1994-2008).

1993-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 3,30 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association

Origine

Les amis des chemins de ronde en Finistère

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

Groupe maritime de la baie de Douarnenez

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association Loi 1901

1.2. Forme autorisée du nom

Groupement Maritime de la Baie de Douarnenez

2. Zone de description

2.1. Dates d'activité

Avril 1982 – 2003

2.2. Histoire

Association née de la volonté de professionnels du port de Douarnenez de créer une activité d'élevage de moules en filières en Baie de Douarnenez

2.3. Lieu

Nouvelle Criée du Port 29100 Douarnenez

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

Une volonté d'intérêt général de revitalisation de l'environnement portuaire par le développement d'activités maritimes nouvelles. L'association s'est également fixé comme objectifs de jouer tout à la fois un rôle d'observatoire écologique de la baie et un rôle d'atelier expérimental. Premier objectif de l'association : suivre, mener ou faire mener les études nécessaires au développement des activités maritimes du secteur, susciter ou réaliser des expériences aquacoles ou autres, et notamment la mytiliculture.

2.6. Textes de référence

Statuts

2.7. Organisation interne

Lors de sa création le Conseil d'Administration était composé de 10 membres dont un membre de droit : le Comité Local des Pêches de Douarnenez en qualité

Président : Yves Péron, patron-pêcheur

Vice-Président : Jean Peuziat, député

Secrétaire : Bernard Uguen, secrétaire du Syndicat des Mareyeurs

Trésorier : Pierre Grégoire, professeur école de pêche

Autres membres : Nicole Le Gall, mareyeur

Henri Urien et F. Colin, marins-pêcheurs

MM. Tanguy et Soisson, Chantiers Navals de Cornouaille

Renouvellement du Conseil d'Administration en avril 1991

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes

Comité Local des Pêches, Affaires Maritimes, Interprofession ou familles associées portuaire, Ville de Douarnenez, Centre d'Animation et de Culture Maritime, Eau et Rivières de Bretagne, Bretagne Vivante, CLCV,....

4. Zone du contrôle

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

4.1. Identification de la notice

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE), Clémence Hallé (historienne, Université de Rennes 2)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF)

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

1982

4.8. Sources

Mémoires d'adhérent.es

Activités de l'association

1982

Expérience mytiliculture sur longue ligne

1983

Opération de nettoyage de plage en collaboration avec l'association Chlorophylle

1984

Création d'un récif artificiel en baie par l'immersion d'un ancien chalutier

1984

Réalisation d'un montage audio-visuel sur la Baie et organisation d'un débat sur l'avenir de la Baie rassemblant acteurs économiques et représentants des collectivités locales.

1985

Interrogation publique sur les incidences de la récolte de plus en plus intensive de goémon dans les eaux de l'Île de Sein et ses conséquences sur la pêche côtière.

1988

Proposition de création d'une « Maison de la Baie » qui regrouperait tous les partenaires tant du milieu touristique que du milieu pêche.

Les préoccupations environnementales prennent de l'ampleur au fil des ans

1991

Opposition au projet de bassin à flot dans la Ria du Port-Rhu (Port-Musée) et création de l'Association pour la Défense du Site du Port-Rhu et du Littoral

Douarnenez ayant la compétence d'agir en justice.

1991

Organisation à Douarnenez de l'Université d'Hiver du Littoral de Bretagne.

Mise en place d'une coordination régionale d'associations : GRAL Bretagne pour mieux défendre le littoral

1993

Problématique Nitrates/ Algues Vertes. Le Groupement s'inquiète face aux nombreux projets de création et d'extension d'élevages intensifs porcins sur le bassin versant de la Baie de Douarnenez.

1997

Nitrates/Algues Vertes : la pétition lancée durant l'été recueille 4500 signatures

1999 – Octobre

Organisation des Etats Généraux de la Baie : « Protection et mise en valeur de la Baie de Douarnenez »

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

2000

Création d'une Commission Algues Vertes réunissant des représentants du Groupement Maritime, du Comité Local des Pêches, de la CLCV, d'Eau et Rivières, de Bretagne Vivante.

2003

Participation au Comité de pilotage du Programme Bassin Versant Algues Vertes.

Présentation du contenu

Documents de fonctionnement

PV d'AG, bilans d'activités et financiers, CR de réunions, Lettres d'info, Revue, Communications extérieures, coupures de presse, photographies, documentation diverse

Dates extrêmes

1982-2003

Métrage linéaire conservé

Environ 3 ml

Stockage bureautique conservé

1 clé USB

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives, situées dans un environnement sain, malgré le manque d'espace de stockage.

La plupart des documents disposent d'un conditionnement.

Localisation physique

Archives départementales du Finistère (dépôt en 2026)

Modalités d'accès

Sur demande aux Archives départementales du Finistère (à partir de 2027)

Hérault

Compagnie des Salins du Midi (entreprise)

Versement 94 J²⁹⁷

Description physique :

Importance matérielle : 118,70

CONTEXTE :

Nom du producteur : Compagnie des Salins du Midi et sociétés absorbées par la Compagnie des Salins du Midi

Dates : 1600-1988

CONTENU ET STRUCTURE :

Présentation du contenu :

Le fonds de la Compagnie des Salins du Midi (CSM) est essentiellement constitué par les archives de gestion des sociétés absorbées et celles des différents domaines gérés par la compagnie. Il permet d'aborder l'étude historique de l'entreprise à travers ses différents biens fonciers ainsi que son évolution locale, nationale et internationale, marquée par un considérable agrandissement du groupe. Il conserve également les archives techniques du premier bureau d'études de Montpellier réunissant des dossiers techniques particulièrement intéressants sur les méthodes d'extraction et de traitement du sel. Le fonds suit le cadre de classement des archives d'entreprise proposé par les Archives de France...

A. Compagnie des Salins du Midi (94 J 1-883, 1394-1847)

B. Domaines de la Compagnie des Salins du Midi (94 J 884-1098, 1228-1393)

C. Participation générale (94 J 1099-1227)

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION :

Modalités d'accès :

Selon les lois et réglemente en vigueur pour les archives publiques.

Modalités de reproduction :

Se référer au règlement intérieur de la salle de lecture

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

²⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Compagnie-des-salins-du-Midi>

Ille-et-Vilaine

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne²⁹⁸

297 J 1-310²⁹⁹

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

Historique

La Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) est une association créée en 1958, reconnue d'utilité publique en 1968.

Buts et activités : Etude de la géographie physique et économique, des sciences naturelles et de la conservation de la nature dans le cadre régional ; création de réserves, parcs naturels et stations scientifiques ; protection de la flore et de la faune sauvages et des sites ; publication de travaux dans la revue trimestrielle Penn ar Bed.

Depuis 1964, mise en place d'un bureau d'étude interdépartemental dont le rôle est de promouvoir des recherches et d'informer les collectivités sur les problèmes relatifs à l'aménagement de l'espace rural, tourisme côtier et à la conservation de la nature.

En 1998, l'association change de nom et devient Bretagne Vivante - SEPNB.

L'association Bretagne Vivante est gestionnaire de plusieurs réserves naturelles en Bretagne (Saint-Nicolas des Glénan, île de Groix, Venec, marais de Séné, Cap Sizun et marais de Pen an Toul).

Fonds complémentaire

Fonds Max Jonin (245 J).

Date extrême début

1935

Date extrême fin

2017

Importance matérielle

24,90 ml

²⁹⁸ Voir Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (Finistère)

<https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Bretagne-Vivante-Societe-pour-l-etude-de-la-protection-de-la-nature-en>

²⁹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Societe-pour-l-etude-et-la-protection-de-la-nature-en-Bretagne-1935-2017>

Modalité d'entrée

don privé

Lieu de conservation

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Contenu

Sommaire

Structure et fonctionnement

297 J 1-7 Assemblées générales, conseils d'administration, réunions du bureau et commissions

1961-2001

297 J 8

Adhérents, abonnés, Mécénat, financement d'actions de protection de la nature, autofinancement

1972-1994

297 J 9

Recours en justice, procédures contre la SEPNB

1999-2013

297 J 10-11

« Fête des 40 ans de Bretagne Vivante-SEPNB (5-6 juin 1999) »

1997-2000

297 J 12

SEPNB : revue de presse

1978-2005

297 J 13- 54

Courriers (siège) et pièces annexes

1960-2015

297 J 55-57

Rapport d'activité

1982-2010

297 J 58-60

Annuaire des réserves bretonnes

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

1979-2007

297 J 61

Travaux des réserves

1982-1996

297 J 62-63

Ressources humaines

1982-2008

297 J 64-67

Comptabilité et trésorerie

1959-1999

Participation institutionnelle - représentation

297 J 68-75

France nature environnement (FNE), Espaces naturel de France, Conservatoires d'espaces naturels, WWF, Ligue française de protection des oiseaux (LPO), Réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne (REEB), Université de Bretagne Occidentale (UBO) ...

1962-2004

297 J 76-81

Commissions départementales des sites (Bretagne)

1963-2005

297 J 82

Préfecture du Finistère - Conseil général du Finistère

1976-2012

297 J 83

Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

2001-2008

297 J 84

Organismes divers

1966-1982

Réseau des réserves

297 J 85-86

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Parc naturel régional d'Armorique.- projet, création

études, rapports, réunions, correspondance, photos¹, coupures de presse

1960-1980

297 J 87

Plan d'interprétation de la réserve de Goulien-Cap-Sizun

1997-1999

Animations - formations

297 J 88-92

Commission « animation-formation nature », Communauté urbaine de Brest (CUB) ...

1979-2003

297 J 93-98

Maison de la nature du Bois-Joubert (Donges)

1981-2004

297 J 99

Journées de l'environnement, expositions, ...

1972-1998

Expertises et inventaires

297 J 100-108

Bureau d'études

1969-2009

297 J 109- 125

Pollution de l'Erika

1999-2006

Actions de communication - édition

297 J 126-129

Publications, brochures

1967-1991

297 J 130

Penn Ar Bed

1957-1992

297 J 131-136

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Oxygène Bretagne

1978-1985

297 J 137

Bretagne Vivante

2005-2009

297 J 138-139

Autres supports de communication

1962-2001

Actions juridiques

297 J 140-193

Dossiers juridiques

1969-2017

297 J 194-200

Dossiers « chasse »

1989-2013

297 J 201-208

Dossiers « pollutions maritimes - marées noires »

1976-2015

297 J 209-216

Courriers contentieux

1998-2007

297 J 217-221

Législation, formation et veille juridique

1981-2014

Ressources documentaires

297 J 222-304

Dossiers thématiques

1935-2007

297 J 305-306

Périodiques

1959-2009

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

297 J 307-310

Documents audiovisuels

1967-2000

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Morbihan

Union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan

Versement 209 J³⁰⁰

Association : Union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan (UMIVEM)

Historique

L'UMIVEM a été créée en 1969 à la demande d'Henry de Segogne, conseiller d'Etat, qui venait lui-même de lancer la FNASSEM (Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux) et désirait que sa fédération soit représentée dans chaque département.

Dates : 1967-2009

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

³⁰⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-l-Union-pour-la-mise-en-valeur-esthetique-du-Morbihan>

Seine-Maritime

Estran, cité de la mer

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Estran, cité de la Mer.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Mai 1987 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Estran, cité de la mer est un centre de culture scientifique et technique associatif sur le thème du littoral haut-normand situé à Dieppe.

Elle accueille environ 40 000 visiteurs par an et est ainsi placée au 5ème rang des lieux muséographiques les plus fréquentés de Seine-Maritime.

2.3. Lieux

37, rue Asile Thomas

76200 Dieppe

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

Association d'intérêt général agréée Jeunesse et sport.

2.5. Fonctions et activités

Ses domaines de compétences couvrent des thématiques spécifiques. Elle s'attelle à la diffusion et à la vulgarisation des sciences et techniques liées à l'identité maritime littorale de la Manche entre la baie de Somme et la baie de Seine. Ces thématiques sont développées dans les espaces du musée.

Ses missions sont :

- la vulgarisation de la culture scientifique et technique de la mer et de la pêche ;
- le développement d'un centre régional d'innovation et de technologie,
- la création d'une structure d'accueil, de formation et de recherche.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Elle présente à travers 1600 m² d'exposition la construction navale, les techniques de pêche, l'environnement littoral et la faune de la Manche à travers deux salles de grands aquariums.

Elle possède également un centre de documentation.

2.7. Organisation interne

42 membres actifs

20 associés (membres bienfaiteurs et entreprises)

22 salariés (CDI, CDD, contrats aidés)

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- L'Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) ;
- la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ;
- l'association Cap sur Anita Conti.

3.2. Type de relations

- Membre du réseau de l'association des musées de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) ;
- Affiliée à la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ;
- membre de l'association Cap sur Anita Conti.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<http://www.estrancedelamer.fr/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Présentation du contenu :

Création : récépissé de création.

Activités (1982-2014) : photographies et diapositives (1994-2014), livret pédagogique, plans, plaquettes et livrets, thèses, mémoires, rapports de stage, dossier d'animation nature, inventaires faunistiques et floristiques, études de projets, comptes-rendus de travaux, rapports annuels d'activités, rapports sur la pollution du littoral, rapports d'études (prélèvements GIS, surveillance EDF et Penly), articles de presse, bulletins d'informations.

Activités insertion sociale par la mer : programmes, études et réalisations.

Activités pédagogiques : fiches, jeux et livrets pédagogiques, mallettes pédagogiques, itinéraires de découvertes.

Aquariophilie : liste des espèces en aquarium d'eau de mer froide, documents techniques d'installation et de maintenance d'un aquarium, notes d'informations sur le nourrissage et le soin des espèces en aquarium.

Météorologie : études et conséquences des changements climatiques.

Documentation (1982-2014) :

Données touristiques régionales, données culturelles externes, données économiques régionales, européennes et mondiales, dictionnaires, encyclopédies, répertoires, index, bulletins bibliographiques, plans en rouleaux : plan de bateaux, cartes.

Construction navale, maquettes concernant différents types de bateaux (unités anciennes et récentes), les bateaux de pêche à voile et à vapeur, les bateaux de pêche classique et à moteur, les bateaux de pêche industrielle, les bateaux de commerce, les chimiquiers, les remorqueurs et bateaux de sauvetage, les bateaux de surveillance, les bateaux de drague portuaire et d'extraction au large, les bateaux de recherche, les bateaux de course et de compétition, les bateaux de combat, les bateaux de plaisance : techniques de réalisation, les types de maquettes ; documents d'informations sur l'entretien et la maintenance du bateau, documents d'informations sur les drapeaux et pavillons, documents d'informations sur les matériaux de construction, études des techniques et fonctionnements des moyens de propulsion.

Environnement littoral :

Aménagements de la mer et du littoral par l'homme, édifices de protection côtières, édifices maritimes : phares, ponts, tunnels, sémaphores ; les ports maritimes : Dieppe, Fécamp, Le Havre, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque.

Énergies, les énergies fossiles : charbon, gaz, pétrole ; le nucléaire, les énergies renouvelables : soleil, vent, eau.

Développement durable : politiques énergétiques et gestes écocitoyens.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Pollution du littoral et milieux littoraux, types de pollution et processus : déchets, macro déchets, pollution chimique, CO₂, hydrocarbures (marées noires et dégazage) ; impacts sur les milieux littoraux : maladies et malformations, prolifération et raréfaction des espèces, risques écotoxiques et sanitaires, qualité de l'eau de mer et frange côtière.

Les mesures et actions de protection de la mer et du littoral : outils d'écologie côtière, outils de surveillance SIG, réseaux de surveillance REPHY, REMI, RNO, programme de recherches et d'études GIS, systèmes de régulation d'exploitation des milieux littoraux, réglementation, trafic maritime, exploitation des ressources, fonds marins, classement et protection des sites naturels, programmes et outils d'éducation à l'environnement.

Exploitation, transformation et commercialisation des ressources : documents relatifs au débarquement de la ressource, à la transformation à terre et en mer, au transport et au stockage, à la commercialisation et à l'économie de la pêche.

Géologie, géomorphologie : documents sur la sédimentologie : formation de craie, silex et granulats marins, exploitation, transformation et commercialisation de la matière ; documents sur la géomorphologie : processus et conséquences de recul du trait de côte.

Métiers et gens de la mer : documents de travail sur la chasse-marée, Anita Conti, Jules Verne, Paul Vatin, les métiers de la mer.

Océanographie : courants marins, marées, vagues.

Techniques de navigation : remorquage, manœuvres portuaires, sauvetages, signaux et codes de navigations, techniques de cordages et de nœuds marins, instruments de navigations anciens et récents, règles de sécurité à bord, surveillance et réglementation du trafic maritime, cours de navigation et guide du navigateur, cartographie.

Technique de pêche : pêche à pied, arts dormants côtiers et types de pêche, arts traînant hauturiers et types de pêche, entretien et maintenance des filets et instruments de pêche.

Biologie marine, faune, flore, mer et littoral, baie, estran, mer, dune, lagune, estuaire, falaise ; aquaculture : espèces développées, techniques et procédés, normes et réglementations.

Revues (1982-2014) : *La Recherche, Le monde de la Mer, Manche Magazine, Sciences et Avenir, Sciences et Vie, Met Mar, Systèmes Solaires, Science Illustrée, Normandie Magazine, Études Normandes, Revue des Travaux de l'Institut des pêches maritimes, Océans, Hydropolis, Chasse-marée, Connaissance du Dieppe.*

Métrage linéaire : environ 60 ml.

Lieu de conservation :

Centre de documentation de l'Estran, cité de la Mer

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en littoral***

37, rue Asile Thomas

76200 Dieppe

S.O.S. Estuaire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

S.O.S. Estuaire.

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le 23 décembre 1987, un groupe de personnes se concertent pour sauvegarder l'estuaire de la Seine alors menacé par la construction du pont de Normandie.

Ce combat a abouti à l'obtention de mesures compensatoires pour réhabiliter le milieu naturel. Mais il est apparu rapidement que le pont n'était pas la seule menace : l'aménagement portuaire, les décharges et les dragages compromettent également l'écologie de l'estuaire.

C'est dans ce cadre que l'association est créée en 1988 (mais elle ne se dote de statuts qu'en 1991).

L'association S.O.S. Estuaire a pour objectif :

la protection de la biodiversité et des espaces naturels de l'estuaire et de la baie de Seine ;

le combat contre toutes dégradations des écosystèmes en s'opposant à leur détérioration ;

l'information au public des menaces mais aussi des richesses de ces espaces naturels par de nombreuses actions de sensibilisation ;

la participation à toutes entreprises contribuant au maintien et à l'amélioration de ses fonctions et de biologie.

L'estuaire de la Seine est situé sur les départements de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados.

2.3. Lieu

32 Rue Clovis

76600 Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Association loi 1901, agréée au titre de l'article L 141-1 depuis 1996.

2.5. Fonctions et activités

S.O.S. Estuaire publie trois fois par an son bulletin, *la Spatule*

Son site internet <http://www.sosestuaire.free.fr> rend compte de toutes ses activités et publications.

Des plaquettes diffusées à plusieurs milliers d'exemplaires sont un de ses principaux vecteurs de communication.

L'association a participé à tous les débats et enquêtes publics sur des projets mettant en danger la biodiversité et les espaces naturels de l'estuaire de la Seine. Elle a, ainsi, participé aux réunions du comité des usages de l'eau de la réserve naturelle et aux groupes de travail sur l'élaboration du troisième plan de gestion de la réserve naturelle.

En outre, l'association organise des sorties nature dans l'estuaire, des conférences au Havre, des manifestations, des concours ou encore des pétitions. Elle mène également des actions en justice, en se constituant partie civile, afin de réclamer des dommages et intérêts en faveur de la conservation des milieux estuariens.

S.O.S. Estuaire met en place des études concernant la protection et l'aménagement des estuaires.

Enfin, l'association a entamé depuis 3 ans une démarche de classement de l'estuaire de Seine en site Ramsar (convention relative aux zones humides d'importance internationales, particulièrement comme habitat des oiseaux, il s'agit d'un traité international) afin de lui faire reconnaître une notoriété internationale. Une demande officielle a été adressée à la DREAL de Haute-Normandie et de très nombreux courriers ont été adressés aux élus locaux pour soutenir la démarche.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7. Organisation interne

Une cinquantaine d'adhérents individuels et des associations dont une fédération.

9 associations ont adhéré à la fédération S.O.S. Estuaire : Écologie pour le Havre, Les Amis de la nature, Estuaire Sud, Chêne, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Société nationale de protection de la nature (SNPN), Protégeons Saint-Pierre-du-Val, Eco Choix, Groupe ornithologique normand.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Grand port maritime de Rouen

Grand port maritime du Havre

Etares

Lafarge

Ecostuair

Citron

Millenium

Sedibex

H.N.N.E.

Maison de l'Estuaire

3.3. Description de la relation

SOS Estuaire siège au comité consultatif de la réserve naturelle, au comité de suivi environnemental du Grand port maritime de Rouen, au conseil de développement du Grand port Maritime du Havre, aux commissions locales d'information (CLIS) de Etares, Lafarge, Ecostuair, Citron, Millenium et Sedibex.

Elle est également membre de la fédération régionale Haute-Normandie Nature-Environnement et l'un de ses membres siège au conseil d'administration de la Maison de l'estuaire.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : Le fonds décrit ci-après correspond au fonds de M. Robert Mercier, vice-président et ancien président de l'association qui a donné ses documents aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (318J) :

Statuts (1998-2008) : statuts (2006), fiche de renseignements, certificat d'inscription (2008), extrait de journal officiel (1998).

Administration et composition (1999-2008) : listes de membres et de destinataires, rapports moraux (2003-2005), arrêtés préfectoraux et inter préfectoraux, comptes-

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

rendus de réunion (2008), ordres du jour et comptes-rendus de conseil d'administration (2008), règlement intérieur, notes d'information, dossiers de demande de subvention (2003-2004), convention tripartite (1999).

Comptabilité (2000-2009) : bilans comptables (2004-2008), pièces justificatives (2009), comptes de résultat (2007-2009), journaux de recettes et de dépenses (2005-2009), budget (2000-2001).

Correspondance (1993-2013).

Activités (1996-2009) : rapports d'activités (1996), rapports et synthèses d'études, rapports moraux (2007), comptes-rendus de réunion (1997-2009), de colloque, de débats, de manifestations (2008) et de commissions (2008), évaluations de plan de gestion (2000-2006), fiches opération, recommandations du Conseil national de la protection de la nature (1999), notes personnelles et d'information, liste de poissons, crustacés et mollusques recensés dans l'estuaire de la Seine, tableau des impacts sur la qualité des eaux, propositions de comité consultatif (2000), cartes (2003-2005), prospectives sur l'estuaire de Seine (2004), relevés phytosociologiques, enquêtes, projet de plan de gestion écologique (2008), cahiers des charges, pétition, convention d'appui, projet de charte (2000) et de décret (2003), plans cadastraux (2001).

Conseil scientifique : comptes-rendus, avis (2000), séances, projet de suivi scientifique (2002-2003).

Natura 2000 : tableau « Baromètre Natura 2000 », carte de zone de non chasse, programme de sauvegarde du Butor étoilé (2005), documents d'objectifs Natura 2000 (2002-2004), procédure et conséquences d'une désignation Natura 2000 (1996), compte-rendu de comité de pilotage Natura 2000 (2000-2002), plan d'action de zone humide, programme d'actions concernant l'avifaune et la chasse (2005), fiches ZNIEFF et ZICO.

Publications : flyers, projets de plaquette et de dépliant, plaquette, éditorial et lettre d'information *La Spatule*.

Documentation (1994-2011) : analyses diachroniques, cartographies, photographies et vues aériennes, statuts fonciers, rapports environnementaux, plans (2007), types d'habitats, listes des principales études sur l'environnement et les milieux naturels, programmes d'actions DIREN (2005), études d'impacts, listes rouge et orange des oiseaux nicheurs de Haute-Normandie, listes des zones industrielles de Seine-Maritime, mémoire d'enquête, rapports de stage (2002-2003).

Législation : codes et intitulés divers, articles de lois, fiches juridiques.

Publications : lettres et documents d'informations (1996-1997), bulletins (1999-2005), livrets, fascicules, plaquettes, flyers, articles de presse (1994-2011), ouvrage *Le Conservatoire du littoral* en 1996 (1997).

Métrage linéaire : 1,22 ml.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Terre-mer-forêt

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Terre-Mer-Forêt.

1.3. Autres formes du nom

T.M.F.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2012 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2012, prenant le relais du collectif de riverains « Vigie Environ » constitué lors de l'enquête publique du projet d'agrandissement d'une déchetterie – centre de traitement. Ceux-ci souhaitaient faire entendre leur point de vue sur le sujet.

L'association présente également une volonté de s'inscrire dans d'autres débats de société en rapport avec l'environnement. Elle a notamment apporté son soutien à des agriculteurs contre les déchets qui jonchent les abords d'une départementale.

2.3. Lieu

27, rue de Monchy

76260 Saint-Pierre-en-Val

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Son but est de sensibiliser et de mener diverses actions et interventions visant à la préservation de la nature et de l'environnement des habitants de Saint-Pierre-en-Val, de la communauté de communes de Yères et Plateaux ainsi que des communes avoisinantes.

Elle tente d'agir pour la sauvegarde de leurs intérêts dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire et de l'urbanisme.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Elle fournit également une assistance juridique à l'ensemble des membres de l'association.

Pour cela, elle organise des réunions, des débats ainsi que des conférences, notamment sur le réchauffement climatique, la pollution de l'air et de l'eau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Activités : comptes-rendus de réunion, de débats et de conférence, tracts, recours au Tribunal administratif, démarches auprès des élus et représentants de l'État.

Documentation : articles de presse.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Terre-Mer-Forêt

27, rue de Monchy

76260 Saint-Pierre-en-Val

Var

Réserve naturelle nationale de La plaine des Maures³⁰¹

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Réserve naturelle nationale de la Plaine des Maures

1.3 Autres formes du nom

RNN de la Plaine des Maures

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

2009– aujourd'hui

2.2 Histoire

Société nationale de protection de la nature

Réserve naturelle nationale de la Plaine des Maures

Au xixe siècle, la Plaine des Maures accueillait des activités sylvicoles (exploitation des Chênes-lièges et Pins pignons), pastorales (élevage ovin) et agricoles (vignes, oliveraies et champs de céréales)

Dès 1991, l'idée de la création d'une réserve naturelle dans la Plaine des Maures est formulée par le Comité permanent de la Convention de Berne dans le but de protéger la tortue d'Hermann. En 2001 est mis en place un comité de pilotage commun à Natura 2000 et au projet de réserve naturelle. L'Office national des forêts est désigné comme opérateur local. La même année, le CNPN donne un avis favorable au dossier. En 2003, la mise en place de Natura 2000 retarde l'enquête publique qui ne démarre qu'en février 2007. Enfin le 23 juin 2009, la réserve naturelle est créée. À noter que le décret fait l'objet d'un recours par des opposants au projet. Ce recours est rejeté en 2010 par le Conseil d'État.

En août 2021, des incendies dont la source est proche d'une aire d'autoroute détruisent par le feu entre 60 et 80 % de la surface de la réserve naturelle.

Après la création du parc naturel régional du Mont-Ventoux en juillet 2020, des élus locaux souhaitent le classement de la réserve naturelle nationale en tant que dixième parc naturel régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur afin d'augmenter son niveau de protection et les moyens alloués

³⁰¹ Inventaire détaillé <https://ahpne.fr/Fonds-Reserve-naturelle-nationale-de-la-Plaine-des-Maures>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

La réserve naturelle était gérée initialement par le Conseil départemental du Var. Depuis le 1er août 2022, elle est gérée par la Société nationale de protection de la nature.

2.3 Lieux

164 impasse Raoul Glandus – 83 340 Les Mayon

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Les missions principales de l'équipe de la SNPN dans la plaine des Maures sont :

Protéger le territoire de la Réserve naturelle et ses habitats,

Gérer notamment par le biais de suivis scientifiques,

Faire découvrir cette nature exceptionnelle grâce à des animations,

Sensibiliser aux enjeux de conservation de la Réserve.

Sources <http://www.sn timer.com>

2.7 Organisation interne

10 personnes travaillent sur site, à savoir la directrice, son assistante, une médiatrice scientifique, trois chargés de mission (forêts, zones humides, faune), et quatre gardes. Outre les missions de protection et de prévention, la réserve assure un service d'animation pour les associations et les scolaires.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

2025

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.sn timer.com>

Présentation du contenu conservé par la réserve naturelle

projet d'intérêt général Natura 2000 (1995-1998) 0.15 ml

Fonctionnement de la réserve de la Plaine des Maures (1993-2021) 0.8 ml

Etudes scientifiques (1993-2015) 0.6 ml

Protection urbanisme (2005-2016) 0.8 ml

Contentieux

Zac du golf de Bouis, Vidauban (1991-2014) 1.4 ml

Centre d'enfouissement du Balançon, le Cannet-des-Maures (1999-2010) 0.9 ml

Centre d'essais routiers de Michelin (1991-1995) 0.3 ml

Site logistique de l'Estagnol-la Moutonne, La Crau (2007-2010) 0.3ml

Années extrêmes : 1991-2021

Métrage conservé : 6 ml

Stockage bureautique ; non renseigné

Localisation physique : Archives départementales du Var (en cours de traitement)

Accroissement ; Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Mode de classement

Les grands cartons (C) sont numérotés. Pour chaque carton, on constate une certaine unité des thématiques mais les numéros des cartons ne renvoient pas à un classement. Lorsque les cartons contenaient uniquement des boîtes d'archives, nous les avons sorties et nous les avons également numérotées ainsi que quelques boîtes isolées (B) et quelques classeurs qui étaient au-dessus (CL).

Etat de conservation

Les archives sont conservées dans un local sain, muni d'une détection incendie (le site est sous alarme vol). La pièce comprend une fenêtre équipée d'un store la protégeant contre l'ensoleillement. A proximité, à l'extérieur, à gauche de la porte, est installé un extincteur à eau pulvérisée avec additif. Il serait recommandé de le remplacer par un extincteur à eau pulvérisée sans additif, celui-ci étant très nocif

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

pour les archives. Dans ce local, outre un traceur à plans, se trouve une unique étagère non fixée au mur et peu solide. L'installation de rayonnage peut être envisagée. Les documents sont conservés dans des cartons 30x30x 30 difficilement maniables ainsi que quelques boîtes d'archives. La majorité des documents est en classeur ou en chemise dans les cartons, voire en vrac. A l'intérieur des classeurs, les documents sont conservés dans des pochettes plastiques qu'il serait utile d'enlever. On constate également de nombreuses chemises « couleur » à proscrire. Les documents sont actuellement en très bon état de conservation.

Localisation physique

Au siège de la réserve

Sources complémentaires

Répertoire numérique détaillé du versement 232AS : Société nationale de la protection de la nature : activités de la SNPN , fonctionnement du bureau MAR, gestion de réserves naturelles, 1855-2018³⁰²

³⁰² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Societe-nationale-de-protection-de-la-nature>

Annexes

Liste des sigles

AD : Archives départementales

AN : Archives nationales

CEDRE : Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux

CELRL : Conservatoire d'espace littoral et des rivages lacustres

CNEXO : Centre national pour l'exploitation des océans

CROSS : Centre de recherche opérationnel de surveillance et de sauvetage

CROSSMA : Centre de recherche opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes

DDAM : Direction départementale des affaires maritimes

DDE : Direction départementale de l'équipement

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer

DMSOI : Direction de la mer Sud océan Indien

DREAL : Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement

IFREMER : Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer

INFOPOL : Information sur les pollutions marines par hydrocarbure

ISTM : Institut scientifique et technique des pêches maritime

MIACA : Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine

OMCI : Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

PAM : Plan d'action pour la Méditerranée

OREAM : Organisme régional d'étude et d'aménagement d'aire métropolitaine

ORSEC : Organisation des Secours

SCSN : Société centrale de sauvetage des naufragés

SNSM : (Société nationale de sauvetage en mer

UMIVEM : Union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan

Liste des illustrations

Le printemps de l'environnement en Bretagne du 1er au 6 juin 1999

 Le Printemps de l'environnement en Bretagne ★ Jour après jour, améliorons ensemble la vie de tous les jours. ★ du 1^{er} au 6 Juin 1999 DIREN BRETAGNE © Tous droits réservés	« Jour après jour, améliorons ensemble la vie de tous les jours », Le printemps de l'environnement en Bretagne du 1er au 6 juin 1999, DIREN Bretagne, 60x80 cm, couleur, 1999 Archives nationales cote 20070641/10
---	--

Semaine du développement durable du 16 au 27 juin 2004 ... en Bretagne



« Semaine du développement durable du 16 au 27 juin 2004 ... en Bretagne – Dès le 16 juin, participons aux actions locales de développement durable »,

DIREN Bretagne, 40x60 cm, couleur, 2004

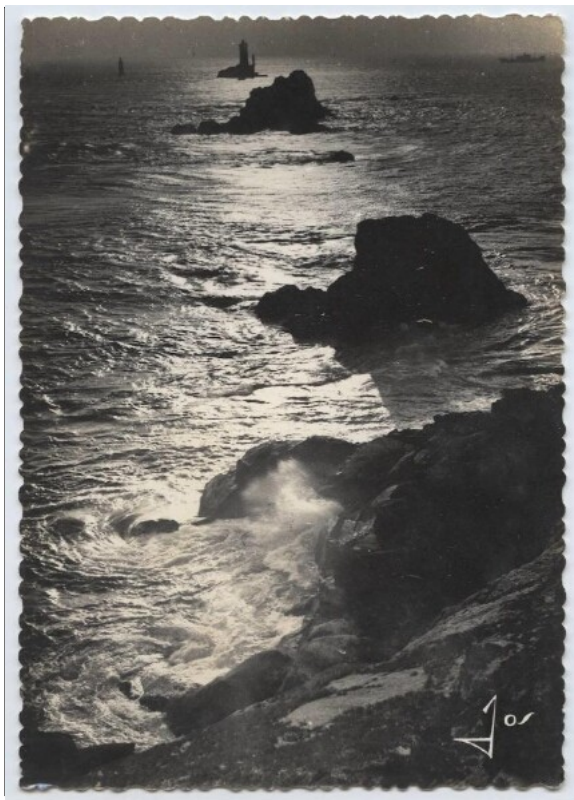
Archives nationales

cote 20070641/23

« L'Estuaire de la Rance/[...] », 1999

© tous droits réservés L'Estuaire de La Rance La Rance est l'une des rivières qui échancrent le plus profondément le littoral du nord de la Bretagne. Après avoir traversé Dinan, elle entame son cours estuarien qui la fera déboucher sur la mer entre Dinard et Saint-Malo. Pour se frayer un passage, elle déroule ses méandres entre des rives aux pentes verdoyantes. La lumière changeante, les nombreux oiseaux qui ont trouvé refuge dans le lit sinueux de la rivière, alternativement couvert et découvert par la marée, donnent au lieu un charme infini. Au fond de l'estuaire, la cité médiévale de Dinan enferme dans ses remparts un patrimoine architectural exceptionnel.  Photo de Colette Debroise - Parimage Site de l'estuaire de la Rance (départements des Côtes-d'Armor et de l'Ille-et-Vilaine) classé par décret du 6 mai 1995  	« L'Estuaire de la Rance/[...] » Parimage (Ed.), [1999], photo de Colette Debroise, et de la Photothèque des espaces protégés, [vue de l'estuaire de la Rance dans les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, plus logo], 1 ex., 40 x 30 cm, couleur. Archives nationales cote 20060546/13
---	--

Bretagne La Pointe du Raz (Finistère) Coucher de soleil, 20^è siècle



**Bretagne La Pointe du Raz (Finistère)
Coucher de soleil, 20^è siècle**

Carte postale

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

cote 6 FI PLOGOFF 73

Plougrescant. - Castel Meur (Côtes-d'Armor), 1973



**Plougrescant. - Castel Meur
(Côtes-d'Armor), 1973**

Photographie

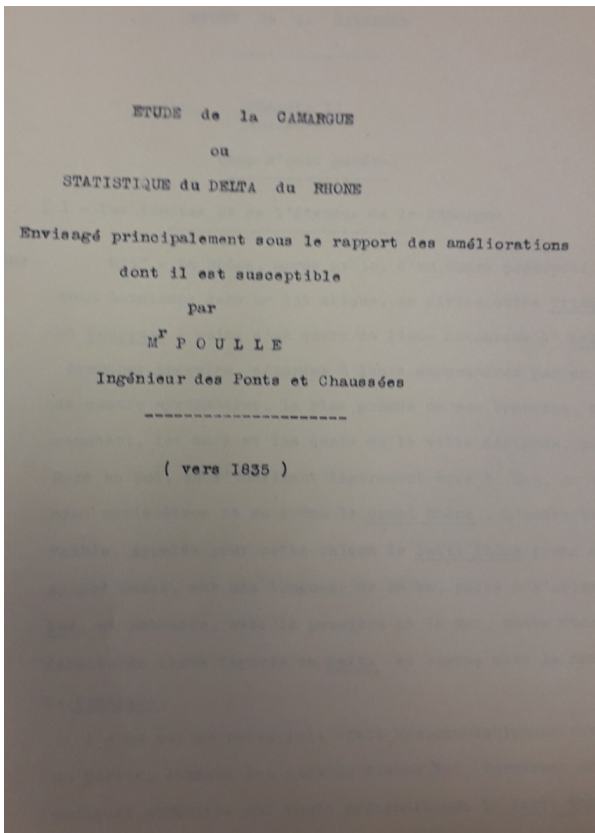
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

cote 40 Fi 14788

La presqu'île de Saint-Tropez, 1999

© tous droits réservés  Site des caps méridionaux de la presqu'île de Saint-Tropez et de l'arrière-pays (département du Var) classé par décret du 6 mai 1993 La Presqu'île de Saint-Tropez La presqu'île de Saint-Tropez est le prolongement du massif des Maures vers la Méditerranée. Caps à la beauté sauvage encore préservée qui abritent de nombreux oiseaux, plages de sable fin, criques enserées entre des côtes rocheuses bordent le rivage. Les hauteurs sont tapissées de maquis et de forêts où dominent, vivants symboles de la végétation méditerranéenne, chênes-lièges et pins parasols centenaires qui déploient leurs silhouettes dans la lumière intense du Sud. Sur les coteaux face à la mer, voués depuis l'Antiquité à la viticulture, les alignements réguliers des vignes structurent le paysage.   	« La Presqu'île/de/Saint-Tropez/[...] », v (Ed.), [1999] photographie de Maya Dalençon et de la Photothèque des espaces protégés, [vue des caps méridionaux de la presqu'île de Saint-Tropez et de son arrière-pays dans le Var, plus logo], 1 ex., 40 x 30 cm, couleur Archives nationales Cote 20060546/23
---	--

Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône, 1835

	Etude de la Camargue ou statistique du delta du Rhône, 1835 extrait du rapport Société nationale de la protection de la nature Ancienne Société nationale d'acclimatation Réserve naturelle nationale de Camargue
--	---

Entretiens de personnalités de la protection de la nature et de l'environnement

Binet Eric, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement Corse, 1989-1991 Directeur de l'environnement Languedoc-Roussillon 1992-1997 puis des Pays de la Loire jusqu'en 2003

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin³⁰³



Extrait de l'entretien 55 mn

³⁰³ Voir descriptif détaillé du fonds numérique <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-ancien-Delegue>

Louis Blaise, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement en Nord-Pas-de-Calais, 1980-1983

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin³⁰⁴



Extrait de l'entretien 37 mn

Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

³⁰⁴ Voir descriptif détaillé du fonds numérique <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Louis-Blaise-Delegue-regional-a-l>

Jean-Claude Groussard, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement en Bretagne, 1979-1986

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin³⁰⁵



Extrait de l'entretien 35 mn

Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

³⁰⁵ Voir descriptif détaillé du fonds numérique
<https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Entretien-de-Georges-Ribiere-Delegue-Regional-a>

Patrick Singelin, Délégué régional à l'architecture et à l'environnement en Bretagne, 1986-1993

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin³⁰⁶



Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

³⁰⁶ Voir descriptif détaillé du fonds numérique <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Patrick-Singelin-Delegue-Regional>

Index des institutions et associations

Abers nature:.....	281
Agence française d'ingénierie touristique.....	185
Agence pour la coopération technique et industrielle:.....	107
Agence régionale pour l'environnement.....	267
Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine.....	284
Archives départementales des Alpes-Maritimes.....	254
Archives départementales des Bouches-du-Rhône.....	38, 197, 198
Archives départementales du Calvados.....	38, 198, 199, 271, 315
Archives départementales de la Charente-Maritime.....	39, 40, 41, 128, 129, 130, 132, 199, 200, 201, 202
Archives départementales de la Corse-du-Sud.....	204
Archives départementales des Côtes d'Armor.....	72, 125, 127, 138, 165, 204, 279
Archives départementales du Finistère...12, 73, 74, 75, 134, 135, 136, 138, 138, 158, 159, 166, 205, 206, 315	
Archives départementales de la Gironde.....	207, 208, 209, 210, 211, 212, 213,
Archives départementales de l'Hérault.....	32, 216, 218, 219
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.....	32, 33, 34, 36, 37, 160, 219, 318
Archives départementales des Landes.....	220, 221
Archives départementales de la Loire-Atlantique.....	222
Archives départementales de la Manche.....	78, 222, 223, 225, 226
Archives départementales du Morbihan....19, 80, 81, 82, 83, 141, 142, 143, 161, 162, 163, 227, 228, 323	
Archives départementales du Pas-de-Calais.....	144
Archives départementales de la Seine-Maritime.....	12, 325, 335
Archives départementales du Var.....	338
Archives départementales de la Vendée.....	83, 145, 146, 147, 229
Archives départementales de la Guadeloupe.....	148
Archives territoriales de la Guyane.....	42, 84, 229,
Archives départementales de la Martinique.....	31
Archives départementales de la Réunion.....	84, 85, 218, 149, 230, 231
Archives départementales de Mayotte: :.....	230
Archives nationales. ..12, 15, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 27, 30, 35, 36, 44, 46, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 59, 61, 62, 62, 65, 66, 68, 69, 70, 72, 86, 87, 89, 91, 92, 94, 96, 97, 99, 176, 178, 200, 102, 104, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 115, 116, 118, 119, 121, 122, 150, 152, 153, 155, 156, 157, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 192, 193, 194, 196, 233, 241, 243, 245, 246, 250, 252, 260	
Archives régionales des Pays de la Loire.....	77
Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles:.....	132
Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle.....	325
Association logonnaise pour la défense de l'environnement:.....	302
Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs.....	293
Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais:.....	296
Baie de Douarnenez Environnemen.....	299
Beva e bro Daoulas.....	302
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne.....	305
Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale.....	253

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Centre d'études pour la protection du littoral.....	218
Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux:.....	190
Centre international de recherche sur l'environnement et le développement. .	235, 238
Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes.....	235, 238
Centre national pour l'exploitation des océans.....	19, 59, 90, 1898
Centre régional d'expérimentation et d'application aquacole.....	132
Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Atlantique d'Étel..	78, 79
Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Guyane.....	84
Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Jobourg.....	225
Comité central des pêches maritimes:.....	108, 112
Comité français pour l'environnement et le développement durable:.....	235
Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement:.....	154
Comité national des pêches maritimes et des élevages marins.....	111
Comité scientifique et technique des pêches maritimes.....	95
Commission baleinière internationale.....	96
Commission des pêches de l'atlantique Centre-Ouest.....	95
Commission des phares et balise.....	51
Commission for the northwest atlantic fisheries.....	116
Commission internationale baleinière.....	98
Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Sud-Est.....	95, 112
Commission méditerranéenne du développement durable:.....	235
Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique	109
Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon.....	218
Communauté économique européenne.....	95, 98, 106
Compagnie des Salins du Midi (entreprise).....	316
Conseil départemental du Calvados:.....	38, 198, 199
Conseil départemental des Côtes-d'Armor.....	72
Conseil départemental du Finistère.....	140, 166
Conseil départemental des Landes:	221
Conseil général des Côtes-d'Armor.....	204
Conseil général de l'Hérault.....	218, 129
Conseil général de la Réunion.....	231
Conseil général des pêches en Méditerranée.....	112
Conseil général des ponts et chaussées:.....	27
Conseil international pour l'exploration de la mer.....	98
Conseil national de la protection de la nature.....	169, 332
Conseil régional des Pays de la Loire.....	77
Conseil supérieur de la pêche.....	177
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.....	172, 186, 187, 203
Consommation et environnement.....	281
De la source à la me.....	272
Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.....	22, 214, 209
Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité du territoire:.....	22
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Bretagne.....	32, 244, 251
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Corse.....	241
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Nord-Pas-de-Calais.....	249
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Languedoc-Roussillon. .	241

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Direction de l'administration générale et des gens de mer:	62
Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques:	164
Direction de l'eau:	190
Direction de l'équipement de Mayotte:	230
Direction de la flotte de commerce:	52, 55, 63
Direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval:	54
Direction de la mer Sud océan Indien:	84, 85
Direction de la nature et des paysages:	35, 168, 170, 171
Direction de la pêche maritime et de l'aquaculture:	120, 12
Direction de la prévention des pollutions et des nuisances:	164
Direction de la prévention des pollutions et des risques:	164
Direction de la protection de la nature:	168, 186, 191, 192, 193
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Charente-Maritime	128, 133
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Côtes-d'Armor	165
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan	227
Direction départementale de l'équipement des Bouches-du-Rhône	38
Direction départementale de l'équipement de la Charente-Maritime	39, 40, 41, 129, 199
Direction départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor	72, 204
Direction départementale de l'équipement du Finistère	75, 139, 205
Direction départementale de l'équipement de la Manche:	223, 224, 225, 226
Direction départementale de l'équipement du Morbihan	80, 81, 82, 227
Direction départementale de l'équipement de la Martinique:	31
Direction départementale des affaires maritimes des Alpes-Maritimes:	196
Direction départementale des affaires maritimes de la Charente-Maritime:	128, 129, 130
Direction départementale des affaires maritimes des Côtes-d'Armor	126
Direction départementale des affaires maritimes du Finistère:	73, 74, 134, 135, 138, 157, 158, 159
Direction départementale des affaires maritimes du Morbihan	140, 141, 142, 160, 162
Direction départementale des affaires maritimes de la Guadeloupe	148
Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor:	125, 127
Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère:	139, 166, 206
Direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais:	144
Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée:	83, 145, 146, 147, 228
Direction des affaires maritimes:	43, 57, 58, 60
Direction des affaires maritimes :	:
Direction des pêches maritimes:	94
Direction des pêches maritimes et cultures marines:	92, 95, 96, 97, 100, 103, 104, 105, 106, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 117, 162, 154
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture:	10, 150
Direction des ports et de la navigation maritimes:	50, 59, 60, 62, 64, 68, 69, 70, 195
Direction des ports et voies navigables:	51
Direction du transport maritime, des ports et du littoral:	59, 188
Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature:	168, 187
Direction générale de l'énergie et des matières premières:	164
Direction générale de la prévention des risques:	164
Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection:	187
Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer:	43, 57, 60

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Direction générale des territoires et de la mer de la Guyane.....	42, 229
Direction régionale de l'environnement de Bretagne:.....	33, 34, 36, 37, 174
Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement du Languedoc-Roussillon.....	32
Direction régionale des affaires maritimes de Bretagne.....	159
Eco Choix.....	330
Écologie pour le Havre.....	330
Environnement, développement et action.....	237
Estuaire Sud.....	330
Fédération mondiale des cités unies.....	234
Food and agriculture organization.....	98, 100, 115
France nature environnement.....	246, 266
Grand port maritime de Rouen.....	330, 331
Groupe maritime de la baie de Douarnenez.....	313
Groupe ornithologique normand.....	330
Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée.....	235, 238
Haute-Normandie Nature-Environnement.....	331
Institut des aménagements régionaux et de l'environnement.....	218
Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer..	130, 131, 155, 156, 157, 160, 163, 189
Institut méditerranéen de l'eau: :.....	237
Institut scientifique et technique des pêches maritimes:.....	19,50, 89, 90, 97, 116, 154
International commission for the north atlantic fisheries.....	98
Les Amis de la Nature: :.....	330
Ligue pour la protection des oiseaux, 330.....	8
Mediterranean Aspen Institute.....	237
Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine.....	206, 208, 209, 210
Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon.....	214, 217
Mission interministérielle de la mer.....	20
Mission interministérielle déléguée de l'eau.....	154
Musée national d'histoire naturelle.....	125
North east atlantic fisheries commission	98
Organisation de coopération et de développement économique.....	111
Organisation des nations unies.....	98, 111+
Organisation maritime consultative intergouvernementale.....	63, 70
Port autonome de Nantes - Saint-Nazaire.....	221
Préfecture de Bretagne.....	219
Préfecture de la Corse-du-Sud.....	203
Préfecture de l'Hérault.....	216
Préfecture de la Manche.....	222
Préfecture de la Réunion.....	148, 230
Protégeons Saint-Pierre-du-Val:.....	330
Réserve naturelle nationale de la Camargue.....	261
Réserve naturelle nationale de La plaine des Maures.....	336
Sauvegarde du Trégor-Goëlo Penthière.....	277
Sciences-Po Paris.....	241, 243, 245, 50, 252
Service d'études et d'aménagement touristique du littoral.....	178, 181, 182, 183, 184, 185
Service maritime de la navigation de la Loire-Atlantique.....	221

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Service maritime et aéroportuaire de la Manche.....	78
Service maritime et de navigation des Bouches-du-Rhône:.....	197, 198
Service maritime et de navigation de la Gironde.....	213
Servitude de passage le long du littoral : :.....	180
Société centrale de sauvetage des naufragés:.....	68
Société d'économie mixte pour le développement de l'aquaculture charentaise: ...	132
Société nationale de protection de la nature.....	255, 261, 330
,Société nationale de sauvetage en mer.....	68
Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne.....	302, 317
Syndicat de défense contre la pollution atmosphérique autour de la zone portuaire de Caen.....	271
Union des associations de défense du littoral.....	296
Union européenne.....	87
Université Internationale de la mer.....	253

Index matière

Aber.....	247
Acquisition de terrains.....	197, 198, 199
Algue.....	129
Aménagement des plages.....	177
Aménagement du littoral.....	16, 18, 21, 37, 172, 174, 176, 177, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 212, 213, 215, 216, 225
Aménagement du territoire.....	229, 231, 249, 269
Aménagement portuaire.....	41
Aménagement touristique du littoral.....	179
Aquaculture.....	112, 124, 128, 143, 144, 149, 150, 152, 221, 281
Baie.....	222
Biodiversité.....	28, 51, 283
Biotope.....	166
Camping.....	177, 180
Carrière du littoral.....	197
Changement climatique.....	232, 280, 289
Conchyliculture.....	124, 127, 129, 133, 143, 144, 150, 153, 158, 159
Culture marine.....	123, 124, 127, 129, 133, 143, 144, 150, 153, 156, 158, 159, 160
Déchet.....	13, 160, 186, 247, 269, 281, 288
Défense contre la mer.....	195, 196, 200, 209, 219, 221, 225
Démoustication.....	214
Développement durable.....	9, 223, 280
Diapositive.....	32, 174, 205, 235, 236, 272, 280
Domaine public maritime:.....	74, 77, 78, 171, 183, 190, 191, 193, 200, 209, 216, 220, 223, 226
Dragage.....	38
Dune.....	176, 253, 256
Ecosystème.....	126
Éducation à l'environnement.....	233, 247, 249, 270, 271, 281
Énergie éolienne.....	69, 271
Énergie fossile.....	100, 280
Énergie nucléaire.....	61, 280
Énergie renouvelable.....	89, 271, 280
Espace naturel.....	164, 165, 166, 272, 283
Etablissement de pêche.....	127
Etude.....	29, 40, 48, 52, 65, 68, 89, 93, 95, 103, 112, 123, 127, 133, 135, 149, 150, 152, 166, 167, 168, 172, 175, 176, 178, 195, 196, 197
Europe.....	46, 55, 90, 102, 116, 152, 231, 269, 280
Faune sauvage.....	105, 248, 261, 271, 274, 286
Film.....	204
Gestion du littoral.....	30, 201
Ile.....	26, 38, 201
Infrastructure portuaire.....	38
International:.....	13, 19, 27, 46, 55, 59, 61, 68, 90, 96, 102, 116, 152, 16, 189, 229, 231, 269, 280
Irrigation.....	227
Loi de protection du littoral.....	179, 188, 212
Marée noire.....	19, 44, 45, 47, 57, 61, 64, 70, 72, 75, 115, 137, 162, 187, 237, 272

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en littoral

Miise en valeur du littoral.....	212
Mytiliculture.....	127, 128
Natura 2000.....	261, 271, 286, 289,
Océanologie.....	184
Oiseau.....	261, 271
Ostréiculture.....	127, 128, 133, 149, 159
Parc naturel marin.....	169
Pêche maritime.....	41, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 123, 126, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147
Phare.....	38, 43, 49, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 220, 222
Photographie.....	31, 52, 174, 181, 174, 204, 251, 257, 275, 280
Pisciculture.....	124
Plage.....	196, 205, 208
Plan.....	39, 52, 76, 98, 124, 127, 146, 147, 158, 176, 177, 190, 204, 205, 208, 251, 280, 286
Police portuaire.....	2200,
Pollution maritime: :.....	20, 44, 46, 48, 57, 64, 71, 162, 187
Pollution par hydrocarbure.....	71
Pollution par les algues vertes.....	162
Pont.....	39
Port de pêche.....	135
Port maritime... ..	18, 19, 30, 31, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 69, 79, 183, 189, 200, 201, 209, 217, 219, 220, 222, 223, 226
Protection des dunes.....	224
Protection des espaces maritimes.....	184
Protection des fonds marins.....	28
Protection des landes.....	223
Protection du littoral.....	13, 14, 16, 18, 19, 28, 40, 77, 147, 168, 171, 172, 173, 175, 176, 183, 186, 191, 192, 212, 216, 253, 256
Réserve naturelle.....	165, 166, 284
Ressource halieutique.....	126
Sauvetage en mer:.....	191
Schéma d'aménagement du littoral.....	181, 213
Schéma de mise en valeur de la mer.....	195
Sécurité maritime.....	42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71? 72, 73
Site.....	34, 35, 36
Site classé.....	36
Site protégé.....	34, 36
Station touristique.....	179
Tempête :.....	40; 69, 136, 161
Tourisme.....	172, 174, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 205
Transport maritime.....	38, 39, 41
Urbanisme.....	109, 147, 203, 206, 208, 251, 254, 257, 260, 264, 269
Usine marémotrice.....	221
Zone humide.....	248, 249

Type de document

Diapositive.....	32, 174, 205, 235, 236, 272, 280
Etude.....	29, 40, 48, 52, 65, 68, 89, 93, 95, 103, 112, 123, 127, 133, 135, 149, 150, 152, 166, 167, 168, 172, 175, 176, 178? 195, 196, 197
Film.....	204
Photographie.....	31, 52, 174, 181, 174, 204, 251, 257, 275, 280
Plan.....	39, 52, 76, 98, 124, 127, 146, 147, 158, 176, 177, 190, 204, 205, 208, 251, 280, 286

Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées

Sur le site <https://ressources.histoire-environnement.org/>, vous avez la possibilité de géolocaliser les fonds d'archives via une carte

<https://ressources.histoire-environnement.org/Carte?filtre=ressources>



Géolocalisation des fonds d'archives concernant la Manche

Sites Internet

Archives départementales

<https://francearchives.gouv.fr/fr/annuaire/departements>

Archives nationales - salle de lecture virtuelle

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

Association pour l'histoire de protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Site principal

<https://ahpne.fr/>

Inventaire des archives publiques et privées relatives à la protection de la nature et de l'environnement

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>